

DR LUKÁCS GYÖRGY

TRIANON UTÁN

ELSŐ KÖTET



BUDAPEST, 1927
PANTHEON IRODALMI INTÉZET R.-T. KIADÁSA

DR LUKÁCS GYÖRGY

BESZÉDEK

NEMZETKÖZI

KONGRESSZUSOKON ÉS KONFERENCIÁKON



BUDAPEST, 1927

PANTHEON IRODALMI INTÉZET R.-T. KIADÁSA

Globus, Budapest,

ELŐSZÓ

Áthatva annak belátásától, hogy trianoni tragédiánkban nagy része van annak, hogy a világ nagobbára csak ellenségeink hazug propagandájából ismert bennünket s így viszonyaink felől való teljes tájékoztatlanságában torz képet alkotott rólunk, magam is beállottam azok sorába, akik a magyar igazság érdekében való propaganda munkát tekintik egyik leglényegesebb közfeladatnak. Megismerést és ezzel megbecsülést szerezni hazánknak, – ez ennek a propaganda munkának célja ki felé. Be felé pedig feladata: a nemzeti öntudat és önérzet ébren tartása és tette serkentése.

Ha végig tekintek a magam szerény politikai és kulturális munkásságának utolsó lusztrumán, kritikailag is úgy ítélem azt meg, hogy az a maga egészében, valamint minden részletében is ennek a propagandisztikus tevékenységnek szolgálatában áll.

A trianoni tragédia mély nyomot hagyott minden magyar lélekben. Későbbi koroknak nem lesz érdektelen megismerni ezt a vérig sértett, kimondhatatlanul szenvedő, de igazságának érzetében a jövőt illetőleg mégis föltétlenül bizakodó magyar lelkiületet. Mint egy a sok közül, magam is hozzá akarok járulni korunknak s abban a magyar lélek vergődésének megismertetéséhez. Ex uno disce omnes.

Vergődik a magyar lélek. De ez nem a csüggettség vergődése. Hanem a szárnyaló lélek küzdelme az igazságtalanság leigázásra törekvő erejével. A küzdelem végeredményben csak a mi javunkra dőlhet el, mert hatalmas fegyvertársunk az igazság!

Ellankadnunk azonban egy percre sem szabad.

Budapesten. 1927. év április havában.

Lukács György

DISCOURS

prononcé à Prague en séance inaugurale du 3. juin 1922 de la huitième assemblée générale de l'Union internationale des associations pour la Société des Nations.

Mesdames et Messieurs,

Quoique nous autres Hongrois nous n'ayons pas encore

été considérés comme dignes de figurer au nombre des membres de la Société des Nations, en conséquence de quoi nous ne constituons pour le moment qu'un état de deuxième ordre, accablé d'une foule d'obligations, mais ne pouvant pas se vanter de posséder des droits correspondants, — nous soutenons cependant de toutes nos forces l'institution de la Société des Nations, car notre foi inébranlable est, que la Société des Nations perdra successivement son caractère unilatérale et deviendra ce qu'elle doit devenir: *l'unité libre des nations libres*. Telle elle pourra facilement atteindre son but sacré et grandiose: la réalisation de la paix et de la sûreté internationales.

Nous autres Hongrois nous sommes amis de la paix. Nous n'avons nullement provoqué la grande guerre mondiale. Des documents historiques font foi qu'entre les facteurs compétents de l'ancienne monarchie austro-hongroise c'était le comte Tisza, président du conseil hongrois, mort plus tard en martyr de sa patrie, qui comme représentant de la Hongrie, protestait de toutes ses forces contre la guerre. Il lui fut impossible de réaliser sa volonté, nous fûmes forcés de faire la guerre, dont nous sommes les victimes les plus malheureuses. Bien que nos âmes pleurent d'humiliation sans pareille et imméritée et bien que nous saignons d'un millier de plaies aujourd'hui encore, nous repoussons quand même la pensée de nous vanger et de déchaîner les furies de la

guerre. Nous acceptâmes la paix de Paris, si douloureuse et humiliante pour nous et en vertu de cette dernière nous désirons participer sincèrement et intensément au rétablissement de l'ordre mondiale si fortement ébranlé. Nous acceptâmes aussi l'institution de la Société des Nations, non que nous la trouvions parfaite, mais parceque nous la considérons comme la semence la plus saine pour rétablir la paix internationale.

Le fait que chez nous pendant la guerre aucun citoyen des états belligérants n'eut à souffrir dans sa liberté personnelle et ne fut molesté d'aucune façon dans l'exercice de ses droits, témoigne de notre esprit d'humanité. Aussi haut que fussent montées les vagues de la guerre, chez nous il n'a pas été touché à un cheveu d'un étranger, voire d'un ressortissant d'états belligérants. Si nous avons pu agir ainsi au cours de la sanglante guerre, comment ne nous mettrions nous pas au service de l'humanité aujourd'hui alors qu'il est question de reconstruire l'Europe entièrement épuisée!

La société hongroise est convaincue de la noblesse des buts dont est guidée l'Union Internationale pour la Société des Nations. Nous prenons part à ce travail, notamment nous nous efforçons de contribuer à se que la Société des Nations se libère de ses défauts de naissance organiques pour qu'elle devienne la protectrice des grands intérêts universels de toute l'humanité.

Nous sachant unis dans ces efforts aux groupements sociétaires des différentes nations rassemblées à cette conférence, au nom de l'association hongroise pour la Société des Nations, j'ai l'honneur de saluer chaleureusement la sixième conférence de l'Union internationale pour la Société des Nations et je me permets de l'assurer de la bonne volonté dont nous sommes animés de participer efficacement à ses travaux.

DISCOURS

prononcé à Prague le 6. juin 1922 en séance plénière de l'Union des associations pour la Société des Nations.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La délégation hongroise se déclare pour le moment satisfaite des projets de résolutions soumis à la Conférence plénière par la commission spéciale des minorités.

Nous ne les considérons que comme première étape vers le but final, c'est-à-dire la parfaite égalité des majorités et des minorités, vers laquelle tendent les minorités opprimées, avant tout les minorités hongroises qui ont tant à souffrir.

La délégation hongroise accepte donc à l'heure actuelle ces projets de résolutions et tient à remercier la dite commission qui a été le premier pionnier sur ce terrain tellement négligé. Nous adressons nos remerciements avant tout au vénéré Président de la commission, Sir Willoughby Dickinson, qui est devenu à la suite de ses travaux si impartiaux et si infatigables, pour ainsi dire le symbole de la défense des droits des minorités. Nous tenons ensuite à remercier tout spécialement M. le Prof. Suisse Aeby, le rapporteur juridique qui a su être si neutre et M. le Prof. Ruysen qui a si bien résolu le rôle le plus ingrat d'être le reproducteur fidèle des plaintes que les délégations différentes lui ont présentées.

En même temps, nous regrettons vivement de devoir constater comme nous l'avons déjà fait, en due forme, à l'ouverture de la commission sur les minorités, que les Etats vainqueurs, notamment la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie n'observent pas du tout les stipulations des traités relatifs à la défense des droits des minorités, conclus entre elles et les grandes puissances, mais qu'au contraire ils traitent les minorités leur attribuées sans plébiscite de la manière la plus

oppressive. Nous sommes cependant disposés à reconnaître que le traitement des minorités est encore en Tchécoslovaquie le plus équitable.

Nous saluons avec beaucoup satisfaction le projet de résolution de Sir Willoughby Dickinson concernant la formation d'une commission d'enquête permanente sur les plaintes des minorités, au sein de la Société des Nations, d'autant plus que nous devons constater que la Société des Nations ne remplit pas encore ses obligations concernant la garantie des droits des minorités. S'il était encore possible, nous demanderions à ajouter au texte de l'article IV. troisième alinéa après les mots „Commission permanente soit nommée par le Conseil” l'expression suivante „ayant le droit, le devoir et le pouvoir”.

Encore à Munich, nous avons proposé des diverses résolutions lesquelles n'ont pas pu être prises en considération, comme les résolutions qui vous ont été soumises, et qui ne sont qu'un compromis limité.

Nos projets de résolutions étaient les suivants:

1. La formation d'une chambre spéciale au sein de la Cour permanente de justice internationale dans des causes concernant la protection des minorités.
2. La suppression des atrocités.
3. La suppression de la confiscation tendancieuse des biens des propriétaires minoritaires.
4. La réparation des dommages matériels occasionnés aux ressortissants minoritaires.

Comme nous le voyons il y a encore bien des étapes à parcourir, bien des questions à résoudre. La question prend un essor de plus en plus important. Nous croyons donc qu'il serait d'une utilité absolue de transformer la commission des minorités qui a accompli une oeuvre si précieuse en une commission permanente. Dans le cas de l'acceptation de cette motion nous espérons que Sir Willoughby Dickinson nous fera l'honneur d'en garder la présidence.

Quant aux attaques dirigées contre la Hongrie, nous devons avant tout observer que le ton employé n'est nullement digne de celle salle où nous voulons chercher les points de vue qui nous rapprochent les uns des autres, mais nullement ceux

qui nous séparent, qui rendent plus profonds les abîmes existants.

Ceux qui nous attaquent, croient ils possible que nous entrions dans la voie de l'oppression, nous qui réclamons à chaque instant la délégation de commissions d'enquête et l'intervention de la Cour permanente de justice pour remédier aux maux des minorités; croient ils possible que nous opprimions deux à trois cent mille allemands ou slaves quand nous voulons défendre quatre millions de hongrois qui sont sous une domination étrangère? Non, Messieurs, les attaques dirigées contre nous ne peuvent avoir qu'un seul but, celui de diminuer l'intensité des accusations formulées contre les véritables oppresseurs, en créant des accusations fictives, sans le moindre fondement.

Formez, Messieurs, les commissions d'enquête et la chambre des Minorités à la Cour Permanente des Justice Internationale, venez en Hongrie, allez en Yougoslavie et en Roumanie, parmi les peuples et vous constaterez la différence de traitement et vous vous rendrez compte de ce que les accusations dirigées contre la Hongrie sont dénuées de tout fondement.

DISCOURS

prononcé le 29 août 1922 à la XX. Conférence Interparlementaire
à Vienne. (Ordre du jour: droit des minorités nationales.)

Messieurs, je ne trahis aucun secret – car c'est le secret de Polichinelle – en prétendant que la nouvelle Europe, créée par la Conférence de Paris, est grandement malade, que l'Europe centrale ne peut recouvrer sa tranquillité et qu'elle est devenue une seconde péninsule des Balkans, et, de même que les Balkans furent une menace permanente pour l'Europe, que l'état troublé de l'Europe centrale constitue un danger constant pour le maintien de la paix européenne. M. Nitti dit dans son œuvre célèbre: „Je suis d'avis que ce n'est pas tant la guerre, mais plutôt les traités de paix, qui ont entraîné la sérieuse décadence de l'Europe”.

Les vainqueurs de la guerre mondiale ont estimé qu'ils devaient rayer de la carte de l'Europe la grande puissance dont le rôle fut, pendant de longs siècles, de maintenir l'équilibre sur les bords du Danube, et constituer à sa place de nouvelles formations, cela sur la base du droit de chaque peuple de décider lui-même de son sort. Ainsi, des deux États de la grande puissance qui, vis-à-vis de l'extérieur, constituait une unité, six États furent formés, à savoir: les ruines de l'ancienne Autriche, la Hongrie mutilée et les quatre États successeurs: la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'État serbe-croate-slovène et le Roumanie.

On a réparti entre les États successeurs presque tous les territoires et presque toute la population de l'ancienne Autriche et de l'ancienne Hongrie, et on en a fait des troncs inertes. L'on a puni plus particulièrement la Hongrie, en arrachant de son corps, souffrant de mille plaies sanglantes, un os de plus, qui fut jeté à l'Autriche, sa triste compagne d'infortune.

Or, les dirigeants du monde eurent pitié de l'Autriche, et, pour la remettre sur pied, ils lui firent don d'un morceau encore du reste du corps torturé à mort de la Hongrie, l'autre Etat tronçonné. Selon une autre version, on poursuivait le but secret de désunir à jamais ces deux Etats, et d'empêcher d'une façon définitive la résurrection de la monarchie austro-hongroise. Certes, cette aumône n'aida en rien l'Autriche et ne fit qu'enfoncer davantage la Hongrie dans sa misère. Que cela n'ait rien rapporté à l'Autriche, inutile de le démontrer. En effet, les honorables membres de la Conférence interparlementaire ici réunis, qui ont sous les yeux ce pays agonisant, peuvent constater comment la soi-disante oeuvre de paix de Paris a assuré le bonheur de l'humanité. Il n'est pas nécessaire, non plus, de démontrer que cette fausse pitié témoignée à l'Autriche a considérablement accru les injustices commises envers la Hongrie, injustices qui crient au ciel. Or, si les puissances dictatrices de la paix considèrent comme négligeable le fait que la Hongrie perde encore un grand nombre de kilomètres carrés et une partie de plus de sa population, pour la Hongrie, mutilée à mort, cette dernière mutilation ne constitue pas seulement une perte économique, mais encore une dégradation morale irréparable, car elle est ainsi réduite au dernier échelon de la servitude, et la soif de son compagnon de servitude n'est pas assouvie par le sang versé par elle.

Messieurs! Ceux qui marchent à la tête de la culture humaine, les puissances nommées grandes puissances dans les traités de paix, ont déchiqueté la pauvre Hongrie, comme s'il s'agissait d'un corps inanimé, d'un minéral ou d'un roc, auquel il est bien indifférent de quelle façon on le disloque. Ils lui ont amputé quatre Alsace-Lorraine. Ils ne savaient pas, ou ne voulaient pas savoir, que la Hongrie millénaire, entourée des Carpathes, est l'autarchie la plus sublime du monde, la patrie créée par le Seigneur lui-même comme unité, et dont le démembrement violent signifie pour chaque partie la mort lente et sûre. Reclus, le grand savant français, a dit que la Hongrie était la plus parfaite unité géographique du monde. Cette parfaite unité géographique, économique et culturelle a été le résultat de mille années.

Les grandes puissances qui, à la Conférence de la Paix de Paris, tenaient en mains la destinée de toute l'humanité, ont oublié que, pendant des siècles, la Hongrie fut la citadelle de la civilisation chrétienne de l'Europe occidentale dressée contre la puissance païenne qui se précipitait de l'Orient, que la Hongrie fut, avec son corps, le rempart contre l'invasion et que, de son mieux, elle assura le développement tranquille et libre de la civilisation occidentale, qui put ainsi devenir la conductrice de l'humanité. Les grandes puissances ont oublié aussi que la Hongrie fut, à l'époque troublée du Moyen âge, le refuge du libre exercice des confessions. Elles ont oublié que, pendant de longs siècles, la Hongrie versa son sang pour la liberté et que - je peux le déclarer en toute fierté et la tête haute - alors que, chez les autres peuples belligérants, on maltraitait nos compatriotes et qu'ils étaient l'objet de toutes sortes d'atrocités et de violations de leur liberté individuelle, qu'on leur faisait subir des dommages de toutes espèces, la Hongrie donnait des preuves les plus éclatantes de son humanité envers les ressortissants des pays ennemis, auxquels on ne toucha pas à un cheveu. Ceux qui disposaient du sort de l'humanité n'ont même pas tenu compte du fait que la Hongrie n'eut aucune part au déclenchement de la guerre mondiale, que le comte Tisza, président responsable du Conseil des Ministres hongrois, s'exposa de toute la force de sa personnalité pour empêcher cette guerre, intervention qui, hélas, resta sans résultat. La Hongrie donc fut contrainte à la guerre qui fut pour elle, du premier moment jusqu'à sa conclusion douloureuse, une guerre exclusivement défensive. Ainsi la Hongrie ne fut pas l'initiatrice, mais seulement une participante contrainte et la lamentable victime de ce fléau.

On a oublié tout cela et, pour la récompenser d'avoir défendu de son propre corps la civilisation occidentale et d'avoir devancé les autres peuples par son humanité pendant la guerre, la Hongrie fut déchiquetée; à la risée du monde, on ne lui laissa que le tronc et on répartit les deux tiers de son territoire et de sa population, le magnifique réservoir de ses trésors naturels et de sa culture, entre les Etats soi-disant successeurs. Cette répartition, qui fut effectuée sur l'hypocrisie

base de la libre disposition des peuples, se fit de telle sorte, qu'une partie du territoire revint aux Tchèques, bien que jamais des Tchèques n'eussent vécu en Hongrie, et les deux autres parties aux Serbes et aux Roumains, dont les fils, chassés au temps des Turcs, avaient bénéficié de l'hospitalité des Hongrois qui, des siècles durant, n'avaient cessé de les traiter en frères.

Tout cela n'est que la douleur incommensurable et intarissable de la Hongrie. Mais le fait d'avoir arraché violemment des millions de Hongrois du sein de la culture hongroise, culture d'une signification européenne si élevée, et d'avoir permis à des peuples d'une mentalité inférieure, voire balkanique, et en majorité barbares, de subjuguier une race supérieure telle que la race hongroise, tout cela constitue un attentat irréparable, non seulement envers la Hongrie, mais encore envers l'humanité entière. L'histoire aura bien des erreurs à pardonner aux puissants. Quant à l'énorme erreur, dont sont victimes les Hongrois, qui est *d'avoir sciemment subordonné une culture supérieure aux cultures inférieures*, je pourrais même dire à l'inculture, j'ai peine à croire que jamais l'histoire pourra absoudre les auteurs de cette monstruosité!

Et quel est le résultat de tout cela? Au nom de la „libre disposition des peuples”, sans plébiscite, sans avoir consulté la Hongrie et les parties détachées, on a contraint ces parties détachées à se laisser englober par des Etats beaucoup moins homogènes que l'ancienne Hongrie. Et, même si nous faisons abstraction du fait que le démembrement violent des parties intégrantes, liées par la nature, et dépendantes les unes des autres par leur situation orographique et hydrographique, entraîne la ruine économique de ces parties détachées, même si nous faisons abstraction, d'une part de l'abîme infini qu'il y a entre la façon obligeante avec laquelle l'ancienne Hongrie s'était comportée envers ses nationalités, et d'autre part des persécutions et des suppressions dont sont actuellement victimes les nationalités dans les Etats successeurs impérialistes, même alors, le démembrement sans pareil de la Hongrie signifierait en tout cas *la faillite du droit de la libre disposition des peuples*. Et voici pourquoi:

Sans consultation on a transféré les peuples, cela en contradiction directe avec les principes de Wilson, dont l'un proclame l'interdiction de transférer des peuples d'un Etat à l'autre comme des corps inertes. Bien plus, au lieu d'avoir diminué le mélange des peuples, on l'a, au contraire, artificiellement accru, de sorte que chacun des Etats successeurs représente bien moins une unité ethnique que l'ancienne Hongrie. Dans l'ancienne Hongrie, les Hongrois formaient la majorité absolue; dans la Tchécoslovaquie actuelle, six millions de Tchèques se trouvent en face de huit millions de non-Tchèques, en Roumanie il y a dix millions de Roumains et sept millions et demi de non-Roumains, et dans l'Etat serbe cinq millions de Serbes contre huit millions de non-Serbes. Le fait que l'Etat tchèque a ajouté son nom à celui de la nation slovaque et l'Etat Serbe celui des nations croate et Slovène, ne change rien à la situation, car tous les trois Etats successeurs poursuivent une politique impérialiste et, dans leur sein, la nation dominante opprime les autres, même celles qui ont l'honneur de pouvoir figurer dans la dénomination de l'Etat.

Malgré tout cela, la Hongrie s'est pliée à la nouvelle situation que lui a imposée le traité de Trianon. Elle s'y est conformée jusqu'à présent et elle ne cessera de s'y conformer. Elle n'a pas songé et elle ne songe pas à la violence. Elle est entièrement persuadée que les circonstances confirmeront la conviction grandissante de jour en jour, et qui réclame à cor et à cri *la revision de l'oeuvre de Paris*, car cette œuvre-là ne peut aboutir qu'à l'effondrement complet de l'Europe centrale. Ce n'est pas nous seulement, les vaincus, qui prétendons cela, mais également des hommes d'Etat dirigeants, des publicistes, voire des partis politiques clairvoyants de l'Entente, qui le proclament. Il est superflu de citer des noms, car tout le monde les connaît. De jour en jour se fortifie la conviction qu'il est impossible de diviser d'une manière durable l'humanité en deux catégories: celle des vainqueurs, qui accaparent tous les avantages économiques et culturels, et celle des vaincus, réduits au servage. L'humanité est une grande unité solidaire. La destruction de l'Europe centrale entraîne aussi nécessairement les oppresseurs dans

sa chute. „Car, ainsi que le dit Keynes, des liens cachés spirituels et économiques les attachent indissolublement à leurs victimes.”

Pourtant, jusqu'à ce que la revision imposée par la logique des événements soit opérée, le devoir des gardiens de la paix de Paris est de faire valoir, non seulement les effets désastreux de cette paix, mais aussi de faire respecter les rarissimes dispositions favorables qui permettaient aux pays opprimés de l'Europe centrale de se refaire d'une façon quelconque, et qui pourraient rendre à nouveau la paix aux âmes. Ce sont, en tout premier *lieu*, les dispositions concernant la défense des minorités, piétinées jusqu'à présent par les Etats successeurs, dispositions dont l'exécution honnête constitue une nécessité élémentaire.

Je ne parle pas de la mer d'amertume dont nous autres Hongrois avons été abreuvés par un démembrement sans pareil dans l'histoire, et par les dispositions économiques de caractère usuraire de cette inhumaine paix carthagionise. Je ne parle pas de ce que le traité de Trianon nous ait enlevé 68% de nos territoires, 60% de notre population, dont 3 millions et demi de Magyars, je ne parle pas de ce qu'on nous ait enlevé toutes nos mines d'or, d'argent et de sel, de ce qu'on nous ait dépouillé de 70% de notre bois, de 81% de notre fer, de 86% de notre charbon, de 40% de nos fabriques, de 75% de notre superbe matériel de chemin de fer. Je ne parle pas non plus de ce que cette paix injuste et assassine, à nous imposée, ait ébranlé notre foi en l'humanité et ne nous ait laissé que notre croyance en Dieu et en notre travail honnête. Je tiens uniquement à rappeler les amères déceptions que nous a occasionné la non-exécution de dispositions exceptionnellement humaines, même pour nous. Ce sont les expériences que nous avons faites, qui ont fortifié en nous la conviction qu'alors que les dispositions désastreuses pour nous de la paix de Trianon sont appliquées implacablement, on a complètement oublié d'appliquer celles qui nous sont avantageuses ou du moins pas directement défavorables.

Nous devons la première de nos désillusions amères à l'injuste interprétation de la *lettre d'envoi de M. Millerand*,

interprétation qui ne répond pas à ses intentions. Cette lettre d'envoi, qui nous intimait l'ordre de signer le traité de Trianon, contenait la promesse décisive de pouvoir réparer les injustices territoriales les plus criantes du traité. Mais rien n'a été fait dans ce sens, et rien ne pouvait non plus être fait, car les commissions de délimitation, non seulement ne reçurent pas des instructions répondant à l'esprit de la lettre susmentionnée, mais en lieu compétent on donna même, à plusieurs reprises, à cette lettre, une interprétation qui est la négation directe des promesses décisives qui y sont contenues. Gela ne démontre-t-il pas brutalement que toute la lettre n'était qu'un appât pour nous faire signer le traité assassin?

Voici notre deuxième déception. Quant, l'automne de l'année dernière, feu le roi Charles IV revint à l'improviste en Hongrie, deux Etats successeurs, armés jusqu'aux dents, nous *menacèrent de la guerre*, nous, pauvres Hongrois complètement désarmés, si nous ne procédions pas à la déchéance immédiate du roi et de la dynastie. Lorsque ultérieurement, la Hongrie chercha protection contre cette violation des dispositions du pacte par les deux Etats successeurs, et ce auprès de la Société des Nations, en vertu de l'article 17 du Pacte, le Secrétariat de la Société des Nations, en s'appuyant à tort sur l'article 11 du pacte, déclina sa responsabilité, et la menace des deux Etats successeurs, en contradiction avec le Pacte, resta sans représailles. Ceci est d'autant plus regrettable que, dans un cas analogue, tel que le conflit entre les républiques de Costarica et de Panama, la Société des Nations était intervenue sans aucune consultation préalable.

Notre troisième déception n'est déjà plus seulement une déception pour nous seuls, mais elle est la déception de tous les peuples et de toutes les races qui, sans avoir été consultés, ont été contraints à se plier devant la suprématie de nouveaux Etats. Cette déception, que nous devons à la Société des Nations, consiste dans le fait que, bien que celle-ci ait pris sous son patronage la *défense des minorités* de race, de langue et de religion, elle ne s'est pas acquittée de ses obligations, quoique dans les Etats successeurs de l'Europe centrale la suppression et les persécutions des nationalités pris-

sent une proportion inconnue dans l'histoire et que, de jour en jour, les Etats successeurs lésassent gravement les obligations concernant l'assurance des droits des minorités, la défense des minorités, obligations dont ils se sont chargés en vertu des traités conclus avec les grandes puissances en 1919 et 1920.

Même l'Union internationale des Associations pour la Société des Nations, Union qui peut être considérée comme la représentation des nations, au point de vue social, a trouvé un peu forte l'indifférence de la Société des Nations. A Prague, lors de son assemblée générale, tenue au mois de juin de l'année courante, elle s'est adressée à la Société des Nations, la priant de se charger de la défense des minorités et de s'acquitter de ses devoirs de surveillance et de contrôle. Si donc, même les représentants sociaux des nations ont trouvé nécessaire d'intervenir, ne serait-ce donc pas notre devoir à nous, Messieurs, qui formons ici l'association des parlements des nations, de nous consacrer de la façon la plus intense à la question de la défense des minorités? Et ceci, dans le double but, tout d'abord de stimuler chacun des parlements à entrer en action à cet égard, ensuite de nous efforcer d'amener la Société des Nations, gardienne des droits minoritaires assurés par des conventions internationales, et protectrice de la défense des minorités, à abandonner sa politique des yeux fermés et à aborder le terrain de l'action.

Ce n'est un secret pour personne que la façon dont la Société des Nations a été constituée, n'est que l'émanation du pouvoir exécutif des vainqueurs. Tout le monde admet aujourd'hui que cette organisation ne peut devenir une garantie permanente de la paix, qu'à la condition de se développer progressivement et de se transformer, de représentant des intérêts exclusifs des nations victorieuses qu'elle est actuellement, en ce qu'elle aurait déjà dû être dès le début, à savoir: *l'Union libre des Nations libres*. Cette transformation *doit* se produire. J'espère qu'au moins les erreurs les plus évidentes du Pacte de la Société des Nations, erreurs en contradiction visible avec l'idée et les intentions de cette Société, seront écartées dans le plus bref délai.

Il faut proclamer que chaque Etat puisse faire partie à son gré de la Société des Nations. Il faut supprimer du Pacte les différences colossales existant entre les vainqueurs et les vaincus. Il faut écarter la règle qui empêche tout fonctionnement efficace, règle selon laquelle toute décision importante ne peut être prise qu'à l'unanimité. Il faut supprimer la stipulation impossible de l'article 10 qui fixe à jamais l'intégrité invariable des territoires établis par la Conférence de Paris. Avant tout, la Société des Nations doit se mettre enfin à exécuter les obligations dont elle s'est chargée quant à la défense des minorités. Réparer cette omission est d'autant plus urgent, que le mécontentement résultant des provocations continuelles et de l'oppression systématique des minorités, met constamment la paix en danger, alors que la Société des Nations doit sa naissance à un effort pour conserver la paix.

Les droits garantis aux minorités dans les Etats successeurs, en vertu des conventions entre les grandes puissances et les dits Etats, sont, en effet, des plus limités, ne formant en réalité qu'un minimum des droits pour les minorités. Par contre, les normes juridiques hongroises garantissent aux nationalités une part bien plus large de droits. Il était donc tout à fait inutile de stipuler dans le traité de Trianon que la Hongrie accorderait à ses nationalités ces droits plus limités que les Etats successeurs se sont engagés à donner à leurs nationalités. Les normes juridiques hongroises accordent aux minorités une si large part de droits, que, sur cette base, les minorités peuvent vivre sans entraves leur vie nationale et confessionnelle; elles ont la faculté de déployer librement dans leur culture leurs particularités nationales et même ne souffrent aucune restriction dans leur rattachement social et culturel à l'Etat dont leurs frères de race forment le noyau. Quoiqu'il eût été nécessaire d'étendre aussi les droits minoritaires aux Etats successeurs, dans une mesure correspondante aux droits minoritaires en Hongrie, nous nous contenterions cependant, pour le moment, que les Etats successeurs respectassent dans la pratique les droits minoritaires minimaux garantis aux minorités par les traités internationaux et répandissent ainsi à leurs obligations internationales et

cessassent les persécutions, les violations de droit, les pillages de domaines à l'ordre du jour chez ces minorités.

Je m'abstiens à cette place et à cette occasion de mettre sur le tapis le détail des atteintes portées aux droits des minorités dans les Etats successeurs. On pourrait en parler durant des jours, on pourrait décrire dans des volumes l'oppression dont les minorités y sont l'objet. Depuis un an déjà, l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations poursuit ses multiples négociations à cet égard, et elle a fait voter à Prague, à son assemblée générale, de nombreuses résolutions de la plus haute importance. Notre Conférence a le devoir d'y adhérer, et il ne nous reste qu'à les compléter. Le Groupe hongrois de l'Union Interparlementaire juge notamment nécessaire d'y suppléer sous plusieurs rapports.

Le Groupe hongrois désire proclamer qu'on mette fin aux *expropriations* dont, sous le titre de réforme agraire, sont victimes les propriétaires appartenant à des minorités. Il désire que soient réparés les *dommages* causés par les expropriations ou autres atrocités aux personnes physiques ou juridiques appartenant aux minorités. Il désire enfin la constitution d'une *chambre spéciale* au sein de la Cour permanente de Justice internationale, pour les affaires des minorités, et que, dans les causes concernant la protection des minorités, la pleine qualité de se présenter devant la Cour soit également conférée à *tous les Etats*, même à ceux qui ne sont pas membres de la Société des Nations.

Les projets de résolutions du Groupe hongrois qui ont trait à ces questions se trouvent insérés aux pages 108-110 des *Documents Préliminaires* de la XXe Conférence de l'Union interparlementaire, édités par le Bureau.

Je serais très heureux si la Conférence faisait siennes, dès à présent, les dites résolutions. J'admets pourtant la vérité et l'exactitude de tous les motifs qui ont poussé M. le rapporteur, Baron Adelswaerd, à soumettre à la Conférence son projet de résolution, recommandé également par le Conseil, et tendant à la remise à une Commission permanente des questions d'ordre ethnique et colonial, de l'étude ultérieure du problème, en vue de présenter à la Conférence suivante

un projet de règlement international, assurant les droits des minorités ethniques et religieuses dans tous les Etats.

Au projet de résolution de M. le Baron Adelswaerd je n'ajoute que deux remarques. La première, c'est que, dans la Commission spéciale, soient représentés tous les groupes de tous les parlements prenant part aux discussions de l'Union interparlementaire, la seconde, que la Commission entre aussitôt en fonctions et qu'elle travaille avec zèle, car tout retard serait dangereux. Le mécontentement des minorités est un danger permanent pour la paix. L'aide est donc urgente.

J'ai donc l'honneur, au nom du Groupe hongrois, de vous annoncer notre adhésion au projet de résolution qui nous a été soumis par M. le Baron Adelswaerd. (Annexe I.) Je prie, en outre, la Conférence de bien vouloir remettre à la Commission spéciale les projets de résolutions du Groupe hongrois (Annexe II.) aux fins de discussion.

Annexe I.

A

La XXe Conférence interparlementaire, entendu le rapport du Baron Adelswaerd sur la question des Droits des Minorités nationales, décide de charger une Commission permanente des questions d'ordre ethnique et colonial de l'étude ultérieure du problème, en vue de présenter à la Conférence suivante un projet de règlement international, assurant les droits des minorités ethniques et religieuses dans tous les Etats.

B

La XXe Conférence interparlementaire, considérant les périls qui menacent une paix durable par suite de la situation actuelle, périls causés par les litiges et les luttes entre la nationalité dominante et les nationalités minoritaires en plusieurs pays, exprime le voeu que la Société des Nations:

1° constitue une Commission spéciale pour être adjointe au Conseil de la Société afin d'étudier et de faire rapport à ce dernier sur les questions concernant les minorités nationales;

2° prête toute l'attention qu'exige la situation pour accomplir la tâche dont l'Assemblée et le Conseil sont chargés concernant la surveillance, de l'application des traités en vigueur pour la protection des droits des minorités.

Annexe II

Droits des minorités nationales. Projet de résolution présenté par le Groupe interparlementaire hongrois.

A. Points de vue généraux.

I. L'Union Interparlementaire, examinant la première fois depuis sa fondation le *droit des minorités*, chapitre nouveau du Gode international, considère que, si les traités de paix n'ont pas pu créer des Etats n'incorporant aucun élément étranger, différent de l'élément dominant en langage, religion ou race, -- ils ont au moins cherché à régler, dans des traités spéciaux, placés sous la garantie de la Société des Nations, les droits des minorités, appelés à assurer, s'ils sont observés, la vie et la liberté ainsi que la possibilité de développement économique et intellectuel des minorités, dont le nombre s'élève environ à 25 millions en Europe et qui méritent conséquemment la plus grande attention des organisations internationales.

II. Etant de l'avis que le traitement équitable des minorités est une des conditions primordiales du maintien de la paix, l'Union Interparlementaire estime, sans vouloir critiquer à cette occasion l'attitude des peuples dominants à l'égard des minorités ou la procédure de la Société des Nations dans la défense des droits des minorités, que le respect des droits des minorités de la part des Etats contractants, le contrôle le plus strict de l'observation des droits de la part de la Société des Nations, ainsi qu'une coopération parfaite parmi les facteurs principaux de ce problème, c'est-à-dire les peuples dominants, les minorités et la Société des Nations, sont impérieusement nécessaires.

III. Sachant toutefois que plusieurs centaines de mille familles sont expulsées ou obligées à fuir de leur foyer à la suite de la création de nouveaux Etats et de nouvelles souverainetés, sachant aussi que ces réfugiés mettent les parlements des Etats, qui sont obligés d'abriter ces masses sans ressources, dans l'impossibilité d'équilibrer leur budget, ainsi que dans la pénible situation de ne pouvoir rien faire dans leur intérêt lésé, dont la défense est uniquement du ressort de la Société des Nations, -- l'Union interparlementaire se voit induite à émettre des vœux d'une part, en vue de mettre fin à ces migrations forcées (B), d'autre part pour rendre leur réparation possible (C).

B. Résolution à l'égard des réfugiés.

Les *résolutions Dickinson*, admises par la Conférence de Prague de l'Union des Associations pour la Société des Nations, visaient l'amélioration du sort des *minorités restées dans leurs régions d'origine* et devenues, à la suite des traités de paix, parties intégrantes des nouveaux Etats. Les résolutions suivantes ont en vue la situation des masses de *minorités forcées à quitter leur pays*.

I. Considérant que l'expulsion des larges masses de minorités est

contraire à toutes les dispositions des traités de paix et des traités de protection de minorités, et ne peuvent avoir qu'un but, l'affaiblissement systématique des minorités;

Considérant que ces expulsions privent des populations entières de leur occupation et de leurs ressources et forcent les Etats, qui sont obligés de les recevoir, à des sacrifices insupportables;

Considérant que ces réfugiés augmentent nécessairement les éléments mécontents et le prolétariat,

Il est du devoir de tous ceux qui ont une compétence en cette matière, de mettre fin à cette douloureuse et intolérable procédure.

II. Considérant que plusieurs Etats, sous le nom de lois agraires et sous le titre démocratique de la distribution plus équitable des terres, passent des lois en vertu desquelles ils morcellent les grandes propriétés, à la suite de quoi les ouvriers agricoles restent sans travail et se voient forcés d'émigrer,

Il est absolument désirable que:

a) suivant le principe de la parfaite égalité, non seulement les propriétés des ressortissants minoritaires, mais celles des sujets appartenant à la race dominante soient aussi soumises au démembrement;

b) les anciens propriétaires soient équitablement dédommagés et non dépouillés;

c) les parties de propriétés soient distribuées également parmi les minorités et parmi les ressortissants du peuple dominant,

d) le morcellement ne soit employé dans le but de disperser les minorités ou pour mélanger les races, ce qui est la source d'inimitié perpétuelle.

III. Considérant que l'expulsion des particuliers, la confiscation de leur habitation, la spoliation des terres, etc., occasionnement des dommages considérables;

Considérant que ces expulsés ou réfugiés devenus étrangers vis-à-vis de l'Etat qui les a endommagés par ces dispositions, ne trouvent aucun moyen légal, en base de l'exercice en vigueur jusqu'ici, de se faire dédommager et que les Etats qui les ont abrités ne sont pas dans la possibilité d'exiger des réparations sans provoquer continuellement des conflits, vu le grand nombre de ces cas;

La Société des Nations, comme dépositaire des droits des minorités, devrait d'urgence offrir une voie simple, rapide et sûre pour le dédommagement des réfugiés si cruellement frappés.

C. Les minorités et la Cour permanente de justice internationale.

I. Considérant que, selon le premier paragraphe de l'article 35 du Statut de la Cour permanente de justice internationale, seuls les membres de la Société des Nations, ainsi que les Etats mentionnés à l'annexe du Pacte ont pleine qualité de se présenter devant la Cour;

Considérant qu'en vertu des stipulations relatives à *la protection*

des minorités, cette qualité est restreinte aux membres du Conseil de la Société des Nations, seulement;

Il est indispensable, pour la protection efficace des minorités de race, de religion ou de langue que, dans les causes concernant la défense de leur droit, la pleine qualité de se présenter devant la Cour soit également conférée à tous les Etats ainsi qu'aux parties autonomes d'Etat.

II. Considérant que les articles 26 et 27 du Statut de la Cour permanente de justice internationale admet la création de chambres spéciales au sein de la Cour;

Il serait désirable, dans le but de faciliter la protection des minorités, de constituer une chambre spéciale pour les affaires des minorités.

En cas que les parties désirent ou la Cour décide que les juges soient assistés de quatre assesseurs techniques siégeant à leur côté avec voix consultative, ces assesseurs seront choisis par les parties. La Cour prendra deux assesseurs sur la liste dressée par la partie demanderesse et deux assesseurs de la liste de la partie défenderesse.

DISCOURS

prononcé à Genève en séance du 29 avril 1923 du Conseil
de la Société des Nations, dans l'affaire de l'expropriation
par le royaume de Roumanie des biens immobiliers des optants
hongrois.

Messieurs! En prenant la parole au nom du Gouvernement Royal Hongrois je voudrais bien accentuer spécialement que la décision de mon gouvernement de s'adresser au Conseil de la Société des Nations pour défendre les droits des optants hongrois ne voudrait aucunement être considéré comme signe d'un sentiment moins amical envers la Roumanie. Tout au contraire, mon gouvernement attache la plus grande importance à des relations de bon voisinage et à des rapports mutuellement amicaux et harmonieux avec la Roumanie. Justement pour que rien ne trouble le bon accord et n'entrave le bon voisinage et la cordialité entre les deux pays, nous voudrions bien éliminer cette question et c'est justement pour cela que nous avons cherché la voie des négociations directes pour arriver ainsi au résultat souhaité. Malheureusement la Roumanie ne s'est pas jointe à notre initiative.

La Hongrie est pénétrée du sentiment que de toutes les nations du monde c'est elle qui a souffert et qui souffre encore le plus des conséquences de la guerre mondiale. Elle a perdu les deux tiers de son territoire et de sa population, elle a été privée du magnifique réservoir de ses trésors naturels et de culture. Et malgré tout cela il n'y a aucune nation désirant la paix durable avec plus de sincérité et plus d'intensité que justement la Hongrie. C'est ainsi qu'elle a pris la ferme résolution de s'accomoder entièrement aux stipulations des traités de paix et d'en observer tous les détails avec la plus grande loyauté. De la part des autres nations la Hongrie n'exige en échange autre chose que l'observation des mêmes stipulations dans tou-

tes les relations. Elle a le seul désir que la Société des Nations ne se borne pas à faire observer les dispositions contenant des charges et des obligations pour la Hongrie, mais soit aussi gardienne du très petit nombre de stipulations à certain degré favorables pour notre pays.

Concernant le cas concret je prendrai la liberté d'indiquer tout d'abord l'état juridique dont il s'agit, puis j'aurai l'honneur d'esquisser brièvement les faits pour y ajouter finalement notre demande.

Voici l'état juridique:

Article 3 du Traité entre les Principales Puissances alliées et associées et la Roumanie, signé à Paris le 9 décembre 1919, contient ce qui suit:

„La Roumanie reconnaît comme ressortissants roumains toute personne domiciliée à la date de la mise en vigueur du présent Traité sur tout territoire faisant partie de la Roumanie, y compris les territoires à elle transférés par les Traités de paix avec l'Autriche et avec la Hongrie.

Toutefois les ressortissants autrichiens ou hongrois auront la faculté dans les conditions prévues par les dits Traités d'opter pour toute autre nationalité qui leur serait ouverte.

Les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus, devront dans les douze mois, qui suivront, transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles auront opté. *Elles seront libres de conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire roumain.* ”

Selon article 5 du même Traité la Roumanie s'engage à n'apporter aucune entrave à l'exercice du droit d'option.

J'ajoute encore que selon l'article premier du Traité „La Roumanie s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 2 à 8 soient reo'nnues comme lois fondamentales à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles.’

Qu'il me soit encore permis d'observer que le texte même du Traité indique que les obligations inscrites dans ce Traité à la charge de la Roumanie, par conséquent aussi l'obligation de laisser les optants hongrois dans la jouissance de leurs biens immobiliers, se trouve pour ainsi dire en relation compensa-

loire avec les larges acquisitions territoriales de la Roumanie. Ceci ressort clairement de ce passage du préambule du Traité: „considérant que de larges accroissements territoriaux sont ou seront obtenus par le royaume de Roumanie” etc.

Le Traité de paix de Trianon (signé à Trianon le 4. Juin 1920, entré en vigueur le 26. Juillet 1921) contient aussi des stipulations parfaitement conformes à celles contenues dans le Traité conclu entre les Principales Puissances et la Roumanie.

Notamment:

„Article 61.

Toute personne ayant l'indigénat sur un territoire faisant antérieurement partie des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise, acquerra de plein droit et à l'exclusion de la nationalité hongroise la nationalité de l'Etat exerçant la souveraineté sur le dit territoire.

Article 63.

Les personnes perdant leur nationalité hongroise et acquérant de plein droit une nouvelle nationalité en vertu de l'article 61, auront la faculté pendant une période d'un an à dater de la mise en vigueur du présent Traité d'opter pour la nationalité de l'Etat dans lequel elles avaient leur indigénat avant d'acquérir leur indigénat dans le territoire transféré.

Les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus prévu devront dans les douze mois qui suivront, transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles auront opté.

Elles *seront libres de conserver les biens immobiliers* qu'elles possèdent sur le territoire de l'autre Etat où elles auraient eu leur domicile antérieurement à leur option.

Article 65.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à n'apporter aucune entrave à l'exercice du droit d'option prévu par le présent Traité.”

Après avoir détaillé les stipulations juridiques internationales concernant les propriétés immobilières des optants hongrois en Roumanie, je continue à esquisser les dispositions juridiques inaugurées en *Roumaine* à titre de réforme agraire.

Le 12 septembre 1919, c'est-à-dire antérieurement à la

conclusion du Traité entre les Principales Puissances et la Roumanie, le Conseil Dirigeant Roumain de la Transylvanie a émis un décret-loi, dont l'article 2 est conçu comme suit:

„Dans leur étendue totale sont à exproprier:

a) *les biens immobiliers des sujets étrangers.* On doit considérer comme sujet étranger celui qui l'est devenu soit par sa descendance, soit par mariage soit d'une autre manière. Par conséquent *tous les habitants* de la Roumanie entière *qui opteront* sur la base d'une future loi, appelée à régler les questions de la sujétion, en faveur de la nationalité d'un autre Etat, doivent être considérés comme sujets *étrangers.*”

Le 12 Juin 1920, c'est-à-dire dans une période postérieure à la signature du Traité entre les Principales Puissances et la Roumanie, le Conseil Dirigeant a émis un deuxième décret-loi, lequel tenant compte du Traité dont le texte fut en attendant connu, a amendé la teneur du premier décret-loi ainsi qu'il suit:

„Article 2.

Dans leur étendue totale sont à exproprier tous les biens immobiliers sans prendre égard à la qualité ou à l'étendue des biens appartenant aux sujets étrangers. On doit considérer comme sujet étranger celui qui l'est devenu soit par sa descendance, soit par mariage, soit d'une autre manière. Selon ces dispositions doivent être considérés comme sujets étrangers aussi tous les habitants de la Roumanie qui opteront sur la base d'une loi future, appelée de régler les questions de la sujétion, en faveur de la nationalité d'un autre Etat, *supposé que ces dispositions ne seront pas contraires aux stipulations du Traité de paix conclu par les Alliés avec l'Autriche-Hongrie.*”

Cela prouve que le législateur roumain lui-même a senti que les dispositions du premier décret-loi se trouvent en contradiction avec le Traité et il a fait les dispositions pour y remédier.

Un an plus tard *la loi roumaine de la réforme agraire* ayant vigueur dans la Transylvanie, le Banat, dans les régions de la Crisana et du Maromures fut inaugurée. (Publiée le 30 Juillet 1921. Nommée Loi Garoflid.)

L'article 6, paragraphe *c)* de cette loi dispose ainsi qu'il suit:

„Seront expropriées en leur totalité les propriétés rurales des absents. Au sens de cette loi l'absent est quiconque était absent de la patrie depuis le 1. décembre 1918 jusqu'au jour de la déposition de cette loi sur le bureau du Parlement (23 mars 1921.)

La signification de cette loi, en vigueur aujourd'hui encore, est ambiguë. Elle n'exprime pas avec décision si l'absence se rapporte aussi aux étrangers ou seulement aux ressortissants roumains. Cependant cette ambiguïté a été éliminée par *l'Ordonnance Générale d'Exécution* édictée à la loi Garoflid par le gouvernement Avarescu, publiée le 4 novembre 1921.

En voici le texte:

„Au sens de la loi l'absent est quiconque était absent de la patrie depuis le 1. décembre 1918 jusqu'au jour de la déposition de la loi sur le bureau du Parlement sans qu'il ait été en mission officielle à l'étranger *ou bien qu'il soit sujet étranger.*”

Alors le gouvernement roumain lui-même a interprété d'une manière explicite les dispositions du paragraphe 6 de la loi de façon à exempter de l'expropriation non seulement ceux qui ont été en mission officielle à l'étranger, mais aussi tous les sujets étrangers, et parmi ceux-ci les optants hongrois.

De sorte qu'en adoptant cette interprétation, la loi roumaine sous ce rapport ne serait plus en contradiction avec les stipulations des Traités.

Cependant le 12 juillet 1922 le Gouvernement roumain actuel a publié une seconde Ordonnance Générale d'Exécution, qui en commentant le paragraphe *c)* de l'article 6, ne fait plus que répéter mot à mot le texte de la loi sans faire mention des étrangers.

Quelques jours plus tard dans de courts intervalles (le 29 Juillet, le 14 et 21 Août) trois nouvelles instructions spéciales venaient à être édictées aux organes exécutifs, qui tranchent d'une manière nette la controverse concernant les étrangers dans un sens tout à fait opposé à celui que la première Ordonnance Générale d'Exécution avait adopté, c'est-à-dire en frappant de manière explicite de l'expropriation mêmes les biens immobiliers des étrangers et par cela aussi ceux des optants

Une de ces instructions contient la disposition essentielle

suiuante: „La loi ne faisant aucune distinction entre les propriétaires selon leur nation, il va sans dire *qu'il est indifférent. . . qu'ils soient citoyens roumains ou étrangers.*”

Voilà une autre disposition: „11 ne faut pas tenir compte des demandes d'exception des 'absents qui prétendent de ne pas avoir été ou ne plus être actuellement citoyens roumains (ce sont les optants), attendu que la loi considère absent le propriétaire en raison de son absence pendant un temps déterminé *sans se préoccuper de sa nationalité.*”

Ily a plus. Le gouvernement roumain actuel a édicté à peu près en même temps une autre ordonnance introduisant une procédure accélérée à suivre dans les affaires de la réforme agraire et aussi les dispositions de cette ordonnance furent appliquées en tout premier lieu aux affaires des optants et d'autres sujets hongrois. De sorte que dès les premiers jours du mois d'août 1922 une longue suite d'affaires agraires commencées contre des optants hongrois furent mises en marche accélérée et terminées depuis lors.

Le résultat est que la plupart des optants hongrois ne sont plus en possession de leurs terres.

Les victimes sont nombreuses, elles se recrutent de toutes les classes sociales, mais la plupart sont de petits gens de la petite et de la moyenne propriété. Il y a parmi eux des veuves et des orphelins qui furent privés par la réforme agraire roumaine de l'unique source de leur subsistance.

De tout ce que je viens de dire il résulte que la loi agraire roumaine actuellement en vigueur, selon l'interprétation qui lui fut donnée par le gouvernement Bratianu, est en contradiction avec les Traités internationaux, étant donné que ces Traités assurent aux optants hongrois le droit de conserver leurs biens immobiliers en Roumanie. Cette contradiction est d'autant plus évidente que d'après les Traités internationaux les optants doivent tôt ou tard et au plus tard *dans les 12 mois qui suivront* leur option, quitter le territoire du pays pour la nationalité duquel ils n'ont pas opté, mais aux termes des mêmes Traités ils ont le droit incontestable de conserver leurs biens immobiliers.

La loi roumaine a d'autant moins de raison de prendre l'absence comme base de privation de droit comme l'absence des optants étai forcée dans la majorité des cas. Les person-

nés en question étaient forcées de fuir devant les troupes roumaines – le nombre de réfugiés est de 180.000 âmes – et il leur était absolument impossible de retourner, comme la frontière à mieux dire la ligne de démarcation était fermée et le retour des Hongrois en Transylvanie fut interdit par principe par le Gouvernement roumain.

En outre, le Traité de paix de Trianon n'est entré en vigueur que le 26 juillet 1921. Par conséquent, toute la période durant laquelle l'absentéisme devrait exercer ses effets aux termes de la loi, est antérieure de la mise en vigueur du Traité de Trianon. A ce temps, toutes les personnes qui avaient leur indigénat sur le territoire en question étaient encore de plein droit sujets hongrois. A quel titre la législation roumaine avait pu leur prescrire par une loi rétroactive de se maintenir ici ou là, en dehors ou au delà de la frontière qui n'était pas même fixée? Il y a plus. Au commencement de cette période, les troupes roumaines n'ont pas même occupé encore le territoire de la Transylvanie. La période commence au 1-er décembre 1918 et les troupes roumaines ne sont entrées à Kolozsvár, capitale de la Transylvanie que le 24 décembre, et elles n'ont atteint la ligne de démarcation devenue ensuite la frontière définitive que vers mi-avril 1919. Gomme une loi roumaine pouvait-elle régler l'attitude de sujets hongrois qui ne vivaient pas même sous une occupation roumaine, mais étaient citoyens de leur patrie hongroise comme tous les autres?

La violation des droits optants hongrois garantis par les traités internationaux est autant plus grave que l'indemnité donnée – le prix d'avant-guerre – n'est que 2¼ pourcents de la valeur véritable et même ce montant minimal n'est payé au comptant, mais en titres de rentes sur l'Etat qui en général ne représentent plus que 40 pourcents même de la valeur nominale de ces titres, ainsi, en effet, toute l'indemnité donnée n'est que 1 pourcent de la valeur effective des terres enlevées. Une telle indemnité ne permet plus d'appeler ce procédé expropriation qui ne poursuivait que buts agraires, mais ce n'est rien d'autre qu'une véritable dépossession, une confiscation déniait le principe de la propriété privée sous le régime duquel vivent les peuples civilisés de l'Europe.

Mais ce n'est pas assez. Le Gouvernement Royal de la

Roumanie vient de diriger tout récemment une nouvelle attaque contre les biens ruraux des étrangers et parmi ceux-ci des optants hongrois. Il s'agit de l'article 19 de la nouvelle constitution roumaine qui fut votée le 30 Mars de cette année par le Parlement de Bucarest. La teneur de cet articles est la suivante: „A n'importe quel titre seuls les Roumains peuvent acquérir et peuvent conserver des biens ruraux. Les étrangers n'auront droit qu'à une indemnité.” Cette nouvelle tentative se heurte pareillement contre les dispositions des Traités internationaux qui assurent la conservation des biens immobiliers en question.

Ce n'est pas contre une réforme agraire loyale, mais contre ces confiscations injustes que le gouvernement hongrois élève sa voix de protestation. Le Gouvernement hongrois est d'avis que les Traités internationaux défendent expressément toute confiscation, spoliation, dénationalisation, et que par conséquent en tant que la réforme que poursuit à présent le Gouvernement de la Roumaine dans la Trnasyvanie, a pour base des dispositions qui sont confiscatoires et spoliatrices, en enlevant les terres aux optants, elle est en opposition avec les stipulations des Traités, avec la raison d'être de ces stipulations, ayant pour but précisément de prévenir les confiscations et la dénationalisation.

Qu'il me soit permis d'attirer l'attention des Membres très honorés du haut Conseil à ce que dans l'article II du Traité de paix entre la France et l'Allemagne signé à Francfort le 10 Mai 1871, les mêmes dispositions ont été stipulées en favor des optants *français* concernant leurs biens immobiliers en Alsace, que le Traité de Trianon statue en faveur des optants hongrois concernant leurs biens immobiliers dans les territoires désannexés de la Hongrie. Le traité de Francfort a toujours été respecté des parties contractantes et jamais il n'avait de plainte à cause la non-observation de ce Traité.

En voici le texte:

„Les sujets *français* originaires des territoires cédés domiciliés actuellement sur ce territoire, qui entendront conserver leur nationalité française, jouiront jusqu'au premier octobre 1871 et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité

compétente, de la faculté de transporter leur domicile en France et de s'y fixer, auquel cas la qualité de citoyen *français* leur sera maintenue. *Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire réuni à l'Allemagne.*”

En vue de tout ce que je viens d'exposer j'ai l'honneur de réitérer les demandes de mon Gouvernement, à savoir que le Conseil de la Société des Nations veuille bien prononcer que ces mesures prises par la Roumanie sont contraires aux Traités et que la Roumanie prenne des dispositions entièrement conformes aux stipulations des Traités internationaux. Qu'il plaise au Conseil d'ordonner que les biens immobiliers confisqués des optants hongrois à titre de réforme agraire leur doivent être restitués, que les optants hongrois, frappés de ces mesures confiscatoires soient indemnisés des dommages subis et ne soient plus frappés en avenir de charges contraires aux dispositions des Traités internationaux.

Confiant dans la justice du Conseil de la Société des Nations j'attends sa décision.

DISCOURS

prononcé le 16 août 1923 à la XXI. conférence Interparlementaire à Copenhague. (Ordre du jour: rapport de la Commission des questions ethniques et coloniales sur les Droits et Devoirs des minorités nationales.)

Messieurs! j'ai l'honneur de vous faire part que je suis d'accord avec les projets de résolutions élaborés par la Commission permanente pour les questions ethniques et coloniales.

A cette occasion, il m'est impossible de passer sous silence l'attitude de la Société des Nations, notamment les erreurs d'attitude de cette Société, erreurs qui forcent aussi bien notre Conférence que l'Union des Associations pour la Société des Nations à attirer constamment l'attention de la Société des Nations sur les obligations dont elle s'est chargée en vertu du Pacte et des Traités internationaux connus sous le nom de Traités minoritaires.

La Société des Nations a déjà une activité de quatre ans derrière elle et, malgré certaines modifications apportées depuis lors à son organisation, nous devons constater avec regret que son attitude jusqu'à ce jour n'a point répondu à ce qu'on en attendait.

La Société des Nations devrait être le gardien de la paix et de la sûreté des nations et, outre cela, la protectrice des droits des minorités de race, de langue et de religion. Hélas, elle n'a rempli ses deux tâches que très imparfaitement. Dans des questions susceptibles de troubler la paix des nations, elle ne prend pas position d'une façon décisive ou se borne à des déclarations évasives; en ce qui concerne la question de la défense des minorités, elle n'est nullement à la hauteur de sa tâche: ou elle ne s'occupe pas du tout des demandes qui lui sont soumises à ce sujet, ou bien toute son activité se restreint

à tâcher d'arriver à un accord. En cas d'insuccès, les affaires pendantes restent régulièrement sans aucune solution.

Qu'il me soit permis d'illustrer cette attitude stérile de la Société des Nations par quelques exemples concernant ma patrie. La lettre d'envoi de M. Millerand, accompagnant le texte définitif du traité de Trianon au président de la délégation hongroise, contenait la promesse que le Conseil de la Société des Nations assumerait la tâche de rectifier les frontières injustement fixées et ne répondant pas aux intérêts ethniques ou économiques. Et, bien que l'espoir puisé dans cette promesse, qu'au moins une partie des trois millions et demi de Hongrois tombés sous la domination étrangère reviendrait à la mère-patrie, ait fortement contribué à l'acceptation du Traité de Trianon par le parlement hongrois, alors que ce traité avait comme conséquence pour ainsi dire l'anéantissement du pays: non seulement les rectifications de frontières promises ne se sont pas produites, mais, bien au contraire, la lettre d'envoi de M. Millerand a été interprétée officiellement de telle manière que toute rectification de frontière est devenue impossible.

La Hongrie a dû éprouver une seconde déception de la part de la Société des Nations lorsqu'à l'automne de l'an 1921, à l'arrivée imprévue de feu le roi Charles, les Etats voisins de la Hongrie, malgré le veto contenu dans le Pacte de la Société des Nations, mobilisèrent et envoyèrent leurs armées aux frontières hongroises et menacèrent la Hongrie de la guerre. Or, la Société des Nations, non seulement n'a pas pris la défense de la Hongrie complètement désarmée contre des préparatifs et des menaces de guerre injustifiés, mais encore elle donna une réponse évasive à la demande directe que lui fit le Gouvernement hongrois, de telle sorte que les menaces des deux Etats successeurs, menaces interdites par le Pacte, restèrent sans répression.

Je m'en réfère aussi aux événements des dernières semaines. La Roumanie contrevient jour après jour et ce d'une façon permanente aux décisions du Traité international conclu le 19 décembre 1920 entre les Principales Puissances et elle, décisions contenues aussi dans le Traité de paix de Trianon, également signé par la Roumanie, décisions selon

lesquelles les optants hongrois sont libres de conserver leurs biens immobiliers se trouvant dans les territoires autrefois hongrois, dévolus à la Roumanie. Et cependant, les autorités roumaines continuent à confisquer journellement ces biens. La Hongrie, comme membre de la Société des Nations, a demandé la protection de la Société des Nations contre cette violation des Traités internationaux. La Société des Nations, cependant, a évité de solutionner la question d'une façon juste, mais de plus elle n'a même pas satisfait à la modeste demande que cette affaire fût soumise à la Cour permanente de justice internationale ou que, du moins, on entende l'avis de cette dernière. Or le Pacte, comme les Traités internationaux déjà cités, prescrit que la Cour permanente de justice internationale décide dans les questions contentieuses entre les Etats membres de la Société des Nations, questions juridiques ayant pour objet l'interprétation de Traités internationaux.

Je ne *veux* pas récriminer davantage et je ne tiens pas à m'étendre sur une autre omission de la Société des Nations, à savoir que, malgré que les Etats de l'Europe centrale vaincus dans la guerre mondiale aient complètement désarmé depuis des années, la Société des Nations n'a presque rien fait dans l'intérêt du désarmement général et proportionné prescrit par l'article 8 du Pacte. Bien plus, elle supporte tranquillement que les Etats vainqueurs de la guerre ne se contentent pas même de maintenir leurs armées, mais les augmentent dans une plus grande proportion qu'auparavant.

Je n'ai rappelé tout cela que pour faire comprendre - en décrivant la situation - l'extrême nécessité que tout ami sincère du maintien de la paix internationale fasse son possible pour que la Société des Nations remplisse ses augustes devoirs avec plus de conscience et de dévouement que jusqu'à présent.

Nous autres Hongrois nous sommes des apôtres convaincus et enthousiastes de la paix. Ceci est certifié aussi par des documents officiels publiés après la guerre qui prouvent que nous, Hongrois, n'avons pris aucune part au déclenchement de la guerre mondiale. Ce qui le prouve aussi, c'est que, quoique entre tous les participants à la guerre mondiale nous autres Hongrois ayons éprouvé les plus grandes pertes en

territoire, en population et en biens économiques et culturels, pourtant nous avons signé l'oeuvre de paix de Trianon, l'oeuvre dont l'histoire ne connaît point de plus impitoyable. Nous l'avons signée, étant persuadés que la paix est le bien suprême de l'humanité, et n'ayant qu'une ambition: de développer par le travail pacifique et assidu notre individualité nationale et de devenir un facteur utile de la culture solidaire humaine et de l'économie mondiale.

Tout cela expliqué au sujet de la circonstance regrettable que la Société des Nations remplit ses devoirs d'une façon indolente et avec peu de succès, nous ne croyons pas devoir nous opposer à cette institution, mais de toutes nos forces nous désirons *l'améliorer, la perfectionner*, lui faire abandonner son caractère unilatéral par lequel elle ressemble encore toujours à une alliance des vainqueurs, et nous voudrions en faire ce qui serait sa tâche: l'union libre des nations libres.

En me plaçant à ces points de vue-là, que je considère les propositions qui nous sont soumises par la Commission permanente pour les questions ethniques et coloniales, — et tout particulièrement les propositions M 2 et M 3.

La proposition «M 3 a pour but de rendre plus efficace la procédure de la Société des Nations dans les questions minoritaires. Dans ce but, elle réclame à nouveau ce que la Conférence interparlementaire a proposé l'année dernière et dont la nécessité est instamment proclamée par l'Union des Associations pour la Société des Nations, c'est à dire l'installation auprès de la Société des Nations d'une *commission permanente* pour étudier les *questions minoritaires* et pour faire des enquêtes indispensables sur place. Jusqu'à présent, la Société des Nations n'a pas cessé de refuser la création d'une pareille commission. Il faut espérer qu'elle n'éluquera pas nos continuelles instances et qu'elle acceptera la proposition ayant pour but de perfectionner la procédure en matière de questions minoritaires. En ce qui me concerne, j'aurais trouvé très salulaire qu'également au sein de la Cour permanente de justice internationale une section spéciale s'occupât du traitement des questions minoritaires, car, à mon avis, la Cour permanente de justice internationale devient de plus en plus un organe de la défense des minorités plus important même que

le Conseil de la Société des Nations. Néanmoins, cette fois-ci, je m'abstiendrai de faire une proposition à ce sujet, car je suis d'avis qu'il est préférable de demander seulement peu en une fois à la Société des Nations, qui se décide difficilement à des réformes.

En ce qui concerne la proposition *M 2* relative aux *commissions paritaires*, à mon avis la nécessité de cette proposition ne se fait sentir que parce que la Société des Nations est difficilement accessible dans les questions minoritaires. Bien que les droits minoritaires et la défense des minorités fixés par les Traités internationaux appartiennent déjà au cadre du droit international, et que la solution des affaires contentieuses y relatives appartienne au forum international, pourtant, au point de vue pratique, il paraît convenable de tenter la solution des affaires contentieuses d'abord dans le cadre de chaque Etat au moyen de commissions paritaires composées de représentants de la majorité et des minorités. Il faut espérer qu'entre la majorité et les minorités se développera avec le temps une certaine compréhension réciproque, qui rendra possible l'arrangement au moins d'une partie des affaires contentieuses qui se présentent, sans devoir recourir aux décisions du forum international. Dans les Etats, dans lesquels la nationalité prédominante désire trancher unilatéralement les questions de droit relatives aux minorités, il s'entend de soi-même que cette expérience restera vaine. C'est déjà à ce point de vue qu'il est absolument nécessaire qu'en cas d'insuccès après des commissions paritaires, le renvoi de ces questions au forum compétent international soit rendu possible.

Or, en ce qui concerne la *codification internationale des droits et des obligations des minorités*, le projet de résolution *M 1* n'a d'autre but que de faire étendre à tous les Etats civilisés les règles juridiques relatives aux minorités qui, jusqu'à présent, étaient fixés par les Traités conclus entre les principales Puissances et les soi-disant Etats successeurs. Cette tendance est juste. La codification est impeccable. De mon côté, j'ose vous proposer une unique modification: d'élargir le paragraphe 1 de sorte que l'Etat soit obligé de protéger, non seulement la vie et la liberté, mais aussi la *propriété* de ses habitants. En conséquence, je vous propose qu'au paragraphe

premier, il soit mis au lieu des mots «de leur vie et de leur liberté» les mots „de leur vie, de leur propriété et de leur liberté”.

En vertu de tout ce que je viens de vous exposer, j'accepte avec empressement les propositions de la Commission parce que j'y vois des progrès. Or je salue d'autant plus chaleureusement chaque pas en avant dans l'intérêt de la défense des droits minoritaires, que je peux prétendre en toute fierté que ma patrie est la patrie classique des droits minoritaires et de la défense des minorités. En Hongrie, la défense des minorités dépasse considérablement le cadre fixé par les Traités de paix, entre autres par celui de Trianon. La Hongrie a fait une loi dans l'esprit le plus libéral à l'égard de *légalité des droits des nationalités* (loi «M 44 de l'an 1868), lorsque, dans les autres Etats, il n'était même pas question de la codification des droits des minorités. Cette loi est encore aujourd'hui en vigueur. Dans la pratique, un Décret détaillé du Gouvernement hongrois du 21 juin de l'année courante «Ni 4800 traite de son application étendue. Ce décret vaut la peine d'être étudié par les gouvernements d'Etats à population mixte, qui peuvent en profiter dans leur propre sphère. Car ce décret prouve comment on doit, non seulement faire respecter, mais aussi faire aimer par les minorités de race, de langue et de religion l'Etat dans le cadre duquel le sort les a destinés à vivre.

Je crois rendre un service à tous ceux qui s'intéressent à la question importante des minorités en présentant ce décret et en priant l'assemblée de bien vouloir le faire annexer au compte rendu de cette Conférence.

Annexe I.

Projet de résolution *M 1*

La XXIIe Conférence interparlementaire

considérant l'intérêt qu'il y aurait à faire adopter comme principes reconnus par le droit international les Droits et les Devoirs fondamentaux des minorités ethniques ou religieuses, et de faire admettre ces principes dans le droit public des Etats à régime représentatif,

prie les Groupes de saisir leurs Gouvernements respectifs de la déclaration ci-jointe des Droits et des Devoirs des minorités, et charge le Bureau interparlementaire de transmettre cette Décla-

ration à la Société des Nations, en vue de l'élaboration d'une convention générale entre les Etats, sur la base des principes énoncés dans la Déclaration.

Annexe au projet de résolution A2 1

Déclaration des Droits et des Devoirs des Minorités.

I. Les Etats s'engagent à accorder à tous leurs habitants pleine et entière protection de leur vie et de leur liberté, sans distinction de naissance, de nationalité, de langue, de race ou de religion.

Tous les habitants d'un Etat auront droit au libre exercice, tant public que privé, de toute foi, religion ou croyance, dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre et les bonnes mœurs.

II. Tout ressortissant d'un Etat a le droit de faire devant les pouvoirs compétents de cet Etat une déclaration décisive d'appartenance à la majorité ou à une minorité de race, de religion ou de langue. Cette déclaration doit être faite librement, sans contrainte, et sans entraîner pour le déclarant aucune conséquence préjudiciable.

III. Le fait d'appartenir à une minorité de race, de religion ou de langue ne dégage en rien un ressortissant d'un Etat des devoirs qui lui sont imposés par la constitution et les lois de cet Etat.

IV. Les Etats s'engagent, d'autre part, à accorder à tous leurs ressortissants l'égalité devant la loi et la jouissance des menues droits civils et politiques, sans distinction de race, de langage ou de religion, notamment en matière de droit électoral et pour l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, dans l'exercice des différentes professions et industries et dans l'application des lois agraires. Les Etats apprécieront dans leur gestion politique l'état d'esprit des ressortissants minoritaires, qui est créé par le fait d'appartenir à une minorité, et ils s'efforceront d'établir un régime qui donne satisfaction à tous leurs ressortissants.

La création de «Commissions paritaires» contribuera à obtenir ce résultat.

V. Il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage, pour tout ressortissant d'un Etat, d'une langue quelconque, soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques.

Nonobstant l'existence d'une langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants d'une langue autre que la langue officielle et parlée par une proportion considérable de la population, pour l'usage de cette langue, soit oralement, soit par écrit, au sein des assemblées délibérantes locales, devant les tribunaux, ou dans les rapports avec l'administration.

VI. Les ressortissants d'un Etat appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, jouiront du même traitement et des mêmes garanties en droit et en fait que les autres ressortissants de l'Etat.

Us auront notamment un droit égal à créer, diriger et contrôler à leurs frais, et sans qu'ils soient soumis à des conditions exceptionnelles, des institutions charitables, religieuses, sociales ou économiques, ainsi que des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire librement usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion. La possession et le libre usage des fondations ou propriétés affectées à l'entretien de leurs institutions religieuses et d'éducation devront leur être conservés, au besoin restitués.

VII. En matière d'enseignement public, le Gouvernement d'un Etat accordera dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants de langue autre que la langue officielle, des facilités appropriées pour assurer que l'instruction sera donnée, dans leur propre langue, aux enfants de ces ressortissants. La situation légale des écoles de tout degré ou des établissements d'éducation entretenus par des corporations, associations ou individus appartenant à une minorité sera la même que celle des écoles ou établissements similaires entretenus par des corporations, associations ou individus appartenant à la majorité.

Ces stipulations n'empêcheront pas le Gouvernement de rendre obligatoire l'enseignement de la langue officielle de l'Etat.

Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice de l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux, ou autres, dans des buts d'éducation, de religion ou de charité.

VIII. Les Etats s'engagent, non seulement à reconnaître les principes fondamentaux ci-dessus énoncés, mais aussi à adopter des dispositions qui en garantissent l'exécution.

Projet de résolution M 2

La XXIIe Conférence interparlementaire, dans l'intérêt de la paix et de la bonne entente entre majorité et minorités dans les Etats à population mixte,

signale à l'attention des Groupes des Etats intéressée les services que pourraient rendre des *Commissions paritaires*, composées de représentants de la majorité et de l'une ou de l'autre des minorités et adaptées aux conditions et aux besoins des divers Etats, en vue d'apaiser les passions et contribuer à trouver des solutions équitables de questions controversées.

L'institution de semblables Commissions aurait en outre l'avantage de diminuer considérablement le nombre des recours adressée par des ressortissants minoritaires à la S. d. N., conformément aux traités en vigueur.

La Conférence décide de transmettre à tous les Groupes de l'Union les suggestions formulées par *M. USTERI*, ancien Conseiller aux Etats suisses, pour qu'elles puissent servir d'éléments aux travaux des Groupes dans cet ordre d'idées.

Projet de résolution *M 3*

En vue de faciliter au Conseil de la S. d. N. la charge à lui dévolue d'après les traités en vigueur concernant les minorités,

la XXII^e Conférence interparlementaire recommande l'institution auprès du Conseil d'une Commission permanente des questions des minorités, conformément aux principes suivants:

1° Une Commission permanente composée de trois membres sera nommée par le Conseil.

2° Les membres de la Commission doivent posséder une compétence spéciale en matière juridique et sociale. Ils ne peuvent siéger au Conseil de la S. d. N., ni exercer de fonctions auprès du Secrétariat de celle-ci.

3° La procédure du Secrétariat actuellement en vigueur sera maintenue, notamment en ce qui concerne la transmission des plaintes aux Etats mis en cause. Les dossiers préparés par le Secrétariat seront transmis à la Commission permanente pour étude et rapport au Conseil. La Commission pourra instituer, le cas échéant, des enquêtes sur place. Elle soumettra, dans le plus bref délai possible, son rapport sur chaque cas, accompagné d'un projet de résolution.

4° Le Conseil décide, sur la base du rapport de la Commission permanente, si une plainte doit être considérée comme non fondée, ou si elle doit donner lieu à une recommandation.

5° Les frais de la Commission seront supportés par la S. d. N.

La Conférence charge le Bureau de transmettre la présente résolution à la S. d. N. et à tous les Groupes de l'Union.

Annexe II.

Décret hongrois No. 4800-1923 M. E. sur l'exécution des obligations contenues dans le Traité de Trianon en ce qui concerne la protection des minorités nationales.

La loi XLIV-1868 pouvant assurer la protection et les droits des minorités d'une manière encore plus efficace que ne l'exigent les obligations contenues dans la loi XXXIII-1921, le Ministère Royal Hongrois - considérant les changements survenus dans la situation et les points de vue pratiques - en vertu des pouvoirs à lui conférés par le § 10 de la loi 1-1920, et modifiant, respectivement annulant les dispositions du décret No. 4044-1919, décrète ce qui suit:

ART. PREMIER. - Tous les citoyens hongrois, sans distinction de race, de langue ou de religion, sont égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits civils et politiques.

Le fait d'appartenir à telle ou telle minorité ne saurait justifier aucun avantage ni désavantage quant à l'accès aux fonctions ou dignités publiques ou l'exercice des différents métiers ou professions.

ART. 2. – Tout citoyen hongrois a le droit d'employer librement sa langue maternelle, et ce dans la vie privée, les relations d'affaires, l'exercice de sa religion, la presse et les réunions publiques, ainsi que, conformément aux dispositions détaillées contenues dans les paragraphes suivants, dans les assemblées communales ou municipales ainsi que dans les rapports avec les autorités ou bureaux des communes ou de l'Etat.

ART. 3. – Les lois doivent être promulguées en traduction authentique.

Les décrets et arrêtés ministériels municipaux ou communaux, ainsi que les communiqués officiels portés à la connaissance des communes doivent être rédigés non seulement dans la langue officielle, mais aussi dans la langue dans laquelle sont rédigés les procès-verbaux des séances des assemblées communales.

ART. 4. – Les procès-verbaux des séances des assemblées générales municipales doivent être rédigés non seulement dans la langue officielle de l'Etat, mais aussi dans la langue désirée par un cinquième au moins des membres de l'assemblée municipale comme langue des procès-verbaux. En cas de divergence entre les procès-verbaux rédigés en diverses langues, le procès-verbal rédigé dans la langue officielle de l'Etat doit être considéré comme faisant foi.

Dans les assemblées générales des municipalités ainsi que dans leurs commissions, toutes les personnes ayant le droit de prendre la parole peuvent employer librement Leur langue maternelle, outre la langue officielle de l'Etat.

ART. 5. – Dans les actes adressés au gouvernement ou à d'autres autorités ou bureaux d'Etat, les municipalités emploieront la langue officielle de l'Etat, mais pourront employer subsidiairement la langue employée dans leurs procès-verbaux. En s'adressant à une autre municipalité ou à une commune, elles pourront employer, outre la langue officielle de l'Etat, la langue des procès-verbaux de la municipalité ou commune à laquelle elles s'adressent.

ART. 6. – Le choix de la langue des affaires communales appartient à l'assemblée générale de la représentation communale.

Le procès-verbal des assemblées générales des communes doit être rédigé, non seulement dans la langue des affaires communales – si celle-ci n'est pas la langue hongroise – mais encore dans la langue officielle de l'Etat ainsi que dans la langue désirée par un cinquième au moins des membres de la représentation communale comme langue des procès-verbaux. En cas de divergence entre les textes des procès-verbaux rédigés en diverses langues, sera considéré comme faisant foi le procès-verbal rédigé dans la langue des affaires communales.

Dans les assemblées générales des communes, toutes les personnes ayant le droit de prendre la parole pourront employer librement non

seulement la langue officielle de l'Etat, mais encore leur langue maternelle.

ART. 7. – Dans leur correspondance avec le ministère, avec leur propre municipalité ou les organes de celle-ci, ainsi qu'avec les autorités et bureaux qui en dépendent, les autorités de la commune peuvent se servir de leur propre langue. Si cette langue n'est pas la langue officielle de l'Etat, elles doivent aussi employer, outre leur langue, la langue de l'Etat. Dans leur correspondance avec d'autres municipalités et communes ou leurs organes, elles peuvent employer, outre la langue officielle de l'Etat, la langue du destinataire. En s'adressant à des autorités d'Etat au ressort desquelles elles n'appartiennent pas, elles peuvent employer, à côté de la langue officielle de l'Etat, la langue des procès-verbaux de la municipalité sur le territoire de laquelle réside le destinataire.

ART. 8. – Au cas où une commune dont la langue officielle n'est pas la langue hongroise, emploie, à côté de la langue officielle de l'Etat, sa propre langue officielle, la réponse doit, si la commune en exprime le vœu, être communiquée aussi dans la langue de la commune et dûment authentifiée.

ART. 9. – En s'adressant à leur commune, à l'autorité de leur district, à leur propre municipalité ou aux organes centraux de celle-ci, au ministère ou à toutes autorités ou bureaux d'Etat au ressort desquels leur lieu de résidence appartient, les citoyens hongrois appartenant à une minorité linguistique peuvent se servir indifféremment de la langue officielle de l'Etat ou de leur propre langue maternelle.

En s'adressant à d'autres communes, autorités de districts ou leurs organes, à d'autres municipalités ou leurs organes centraux, ils peuvent employer la langue officielle de l'Etat ou leur propre langue maternelle, à condition que cette dernière soit reconnue par un cinquième au moins de la population de la commune en question, respectivement du district ou de la municipalité en question, comme sa langue maternelle.

En s'adressant à des autorités ou bureaux d'Etat au ressort desquels n'appartient pas leur lieu de résidence, les particuliers doivent se conformer aux règles suivantes: a) si le ressort de l'autorité ou bureau s'étend à une commune, un district ou un territoire de moindre étendue, ils pourront employer, outre la langue officielle de l'Etat, leur langue maternelle, au cas où celle-ci est la langue maternelle d'un cinquième au moins de la population dans la commune ou municipalité en question; b) dans tous les autres cas, les particuliers jouiront de ce droit si cette langue est parlée par un cinquième au moins de la population de la municipalité sur le territoire de laquelle se trouve le siège de l'autorité ou du bureau en question.

ART. 10. – En répondant à une requête présentée par un citoyen hongrois appartenant à une minorité linguistique, la commune, l'autorité du district ou son organe, la municipalité ou son organe central se serviront de leur langue officielle, respectivement de leur langue d'affaires,

et si la requête n'a pas été rédigée dans cette langue, une traduction authentifiée y sera jointe, sur la demande de l'intéressé, dans la langue employée dans la requête, à condition qu'elle soit reconnue comme la langue maternelle d'un cinquième au moins de la population de la commune, du district ou de la municipalité en question.

En répondant à de telles requêtes, les autorités ou bureaux dont le ressort s'étend à une commune, un district ou un territoire de moindre étendue, emploieront, outre la langue officielle de l'Etat, la langue maternelle de l'intéressé sur sa demande, si cette langue est la langue maternelle d'un cinquième au moins de la population dans la commune, respectivement le district en question; et toute autre autorité d'Etat si la langue maternelle de l'intéressé est la langue maternelle d'un cinquième au moins de la population de la municipalité sur le territoire de laquelle est le siège de l'autorité, respectivement du bureau d'Etat en question.

Les réponses à des requêtes adressées au ministère dans une langue autre que la langue officielle de l'Etat, devront être communiquées à l'intéressé sur sa demande, dans la langue de la requête, en traduction certifiée, à côté du texte original hongrois.

ART. 11. – En communiquant officiellement, de vive voix, avec des citoyens hongrois appartenant à une minorité linguistique établie dans la commune, les employés de la commune devront employer la langue maternelle de ces citoyens, si ces derniers s'adressent à eux dans cette langue.

Pour les employés centraux des districts et municipalités, la même obligation existe au cas où la langue de l'intéressé est la langue maternelle d'un cinquième au moins de la population du district ou de la municipalité en question.

Les employés de l'Etat se conformeront à cet égard à la règle suivante: *a)* si le ressort de l'autorité ou du bureau d'Etat s'étend à une commune, un district ou un territoire de moindre étendue, les (fonctionnaires employés à l'autorité ou bureau en question sont tenus d'employer la langue des particuliers qui s'adressent à eux dans le cas où cette langue est la langue maternelle d'un cinquième au moins de la population dans la commune ou district; *b)* et les employés de toutes les autres autorités ou bureaux d'Etat au cas où cette langue est la langue maternelle d'un cinquième au moins de la population de la municipalité sur le territoire ou bureau en question.

Si l'employé en fonctions ne possède pas la langue en question, il doit se servir d'un interprète.

La partie d'un procès-verbal dressé en présence d'un citoyen hongrois appartenant à une minorité linguistique et qui, suivant les règles en vigueur, doit être signée par celui-ci doit, comme jusqu'ici, être expliquée à l'intéressé dans sa langue maternelle. En outre, auprès des autorités ou bureaux dont les réponses à des requêtes dans une langue autre que la langue officielle de l'Etat doivent, en vertu de l'article 10, être communiquées aussi dans la langue de la requête, la partie du pro-

cès-verbal qui contient des déclarations importantes de l'intéressé doit, sur la demande de ce dernier, être traduite intégralement; en pareil cas, la signature de l'intéressé s'appose au-dessous du texte traduit.

ART. 12. – Tout citoyen hongrois appartenant à une minorité linguistique peut auprès des tribunaux d'arrondissement et des cours de justice employer, par écrit et oralement, outre la langue officielle de l'Etat, sa langue maternelle si dans la juridiction en question cette langue est parlée par un cinquième au moins de la population.

Les avocats et leurs représentants, ainsi que les personnes pouvant être assimilées à des avocats, sont tenus, tant dans leurs propres affaires qu'au nom de leurs clients, d'employer toujours la langue officielle de l'Etat.

ART. 13. – Les tribunaux d'arrondissement et les cours de justice sont tenus de faire connaître leurs décisions dans la langue maternelle des intéressés, sur la demande de ceux-ci, autant que, en vertu de l'article 12, ceux-ci ont le droit d'employer devant les tribunaux en question leur langue maternelle.

Cette disposition concerne également les extraits du cadastre.

Les tribunaux d'arrondissement et les cours de justice doivent faire parvenir leurs assignations dans la langue maternelle des intéressés, même si ces derniers n'en ont pas exprimé formellement le désir, autant que la langue maternelle des intéressés est connue des autorités judiciaires en question.

Si, après que la décision du tribunal leur a été communiquée, les dites personnes en demandent la traduction authentique, celle-ci doit leur être donnée, mais sans que cela puisse entraver en aucune manière la continuation de la procédure.

ART. 14. – En communiquant personnellement avec des personnes autorisées, en vertu de l'article 12, à faire usage devant eux de leur langue maternelle, et sur la demande des dites personnes, les tribunaux d'arrondissement et les cours de justice sont tenus d'employer avec elle leur langue maternelle, même oralement. Si le magistrat en fonction ne possède pas la langue maternelle de l'intéressé, il aura recours à un interprète. Si, en vertu des règles en vigueur, la personne en question doit signer les procès-verbaux, le texte à signer lui sera, comme jusqu'ici, expliqué dans sa langue maternelle. En outre, les parties du procès-verbal contenant des déclarations importantes du signataire doivent, sur la demande de l'intéressé, être traduites intégralement dans la langue maternelle de celui-ci et la signature sera apposée au bas de la partie traduite.

ART. 15. – En s'adressant au ministère, les autorités ecclésiastiques supérieures pourront employer leur langue d'affaires et, dans une colonne spéciale, la langue officielle et d'Etat; les paroisses pourront employer leur langue d'affaires ou la langue officielle et d'Etat. Les autorités ecclésiastiques supérieures, aussi bien que les paroisses, sont tenues de rédiger tous leurs autres actes adressés à des autorités ou bureaux

laïques, soit dans la langue officielle de l'Etat, soit dans une langue qui soit une langue des procès-verbaux de la municipalité sur le territoire de laquelle se trouve le siège officiel de l'autorité ou bureau auquel l'acte est adressé'. Si, en s'adressant au ministère, les paroisses n'emploient pas la langue officielle de l'Etat, Les réponses à leurs requêtes doivent, sur leur demande, contenir, outre le texte officiel hongrois, la traduction authentique de ce texte.

ART. 16. – Aucune restriction ne doit être apportée à la liberté des citoyens hongrois appartenant à une minorité linguistique de poursuivre leurs études dans les établissements conformes aux prescriptions de la loi en ce qui constitue 'le type, le degré des études et le caractère de ces établissements, quelle qu'y soit d'ailleurs la langue de l'enseignement.

ART. 17. – Le droit d'entretenir des écoles appartenant à tous les degrés, d'après les dispositions législatives, aux communes, aux Eglises, aux associations formées clans ce but et aux particuliers, les communes, Eglises, associations et particuliers peuvent – sans préjudice des dispositions législatives concernant l'enseignement obligatoire de la langue hongroise, et en ce qui concerne les communes dans les limites de l'article 18 – employer librement la langue maternelle de leurs habitants, fidèles, membres, respectivement leur propre langue maternelle, ou la langue officielle de l'Etat. Le droit d'être ouverts au public ne saurait être refusé à de tels établissements, en tant qu'ils se conforment de tout point aux dispositions législatives; en ce qui concerne les conditions de la subvention d'Etat, ces établissements doivent être mis sur le pied d'une égalité parfaite avec les autres établissements de même type et de même degré n'appartenant pas à l'Etat et dans lesquels la langue de l'enseignement est la langue hongroise.

ART. 18. – Dans les communes, respectivement les circonscriptions scolaires où le nombre des enfants soumis à l'obligation scolaire et appartenant à une seule et même minorité linguistique atteint 40, ou bien encore où la partie des citoyens hongrois appartenant à une seule et même minorité linguistique forme la majorité de la population, la langue maternelle de la minorité en question peut, sur le désir de l'administration scolaire locale ou autonome ou sur le désir des parents ou tuteurs des 40 enfants appartenant à la minorité, linguistique et soumis à l'obligation scolaire, être employée comme langue de l'enseignement, en tout ou partie, dans un nombre de classes plus ou moins grand, et sans préjudice des dispositions législatives concernant l'enseignement obligatoire.

Afin d'assurer un 'enseignement efficace, le ministre des cultes et de l'instruction publique établira par voie de décret entre quels types d'école, – là où les organes respectifs, les parents, mentionnés au paragraphe précédent, auront choisi l'emploi partiel, dans l'enseignement de la langue de la minorité¹, les intéressés ci-dessus désignés pourront choisir, au point de vue de la langue de l'enseignement.

Selon les besoins, le gouvernement veillera à ce que, dans les écoles

primaires supérieures et les écoles à désigner par lui, l'instruction soit donnée aux enfants appartenant à la minorité linguistique dans des classes parallèles organisées à cet effet, en tout ou en partie, dans la langue maternelle de ces élèves.

De même, le gouvernement veillera à ce que des maîtres et maîtresses en nombre suffisant soient formés, pour assurer l'exécution de cette disposition.

Pour la langue et la littérature des minorités linguistiques sur le territoire du pays, il sera érigé au moins une chaire dans une université.

ART. 19. – Dans l'intérêt de la langue, de l'art, de la littérature, de la science, et généralement, de la culture, pour le développement économique et afin d'ériger des institutions destinées à pareils buts, les citoyens hongrois appartenant à la minorité linguistique peuvent, sous le contrôle légal de l'Etat, et dans les limites des dispositions législatives existantes, fonder ou entretenir des sociétés ou associations et recueillir des fonds, sans être soumis à cet égard à d'autres règles que celles en vigueur pour les citoyens de langue hongroise en ce qui concerne les sociétés ou associations de même caractère.

La langue des sociétés, associations ou institutions formées de cette manière sera déterminée par l'organe compétent, d'après les statuts.

Dans les relations avec les autorités et bureaux, les règles concernant l'emploi des langues énumérées aux articles 9-14 du présent décret, s'appliquent également aux sociétés, associations et institutions.

ART. 20. – Les fonctionnaires qui n'ont pas les connaissances linguistiques nécessaires sont tenus d'apprendre en trois ans au plus, suffisamment pour satisfaire aux exigences linguistiques du présent décret, et sous réserve des suites juridiques fixées par une loi spéciale: les fonctionnaires communaux la langue des minorités communales, et les fonctionnaires employés auprès d'autres autorités ou bureaux autonomes ou d'Etat les langues des minorités admises, en vertu des dispositions précédentes, auprès de l'autorité ou du bureau en question.

ART. 21. – Toute infraction aux règles fixées par le présent décret, en ce qui concerne l'emploi des langues, constitue de la part des fonctionnaires publics une faute disciplinaire qui, en cas de récidive ou de manquement volontaire, encourra la punition prévue en cas de faute disciplinaire grave.

ART. 22. – Les dispositions concernant l'emploi des langues des minorités ne sauraient porter atteinte au droit qu'ont les citoyens hongrois d'employer librement la langue officielle de l'Etat partout où ils ont la parole, et ne sauraient non plus porter atteinte à leur droit de recevoir, dans tous les cas, à leurs requêtes rédigées dans la langue officielle de l'Etat, une réponse dans cette même langue de chaque autorité, de chaque bureau, ainsi que de chaque commune, même si la langue des affaires de cette commune n'est pas la langue hongroise.

ART. 23. – Les instructions détaillées nécessitées par l'application du présent décret seront établies par les ministres intéressés, d'accord avec le président du Conseil.

ART. 24. – Le présent décret entre en vigueur le jour de sa promulgation.

DISCOURS

prononcé le 23 août 1924 à la XXII. Conférence Interparlementaire à Berne. (Ordre du jour: débat général sur le rapport du Bureau.)

Mesdames, Messieurs, je me vois obligé de prendre la parole dans la discussion générale afin de compléter, par mes observations, la partie négative du rapport du Bureau. Nos organes préparatoires ont négligé l'année dernière de s'occuper du problème politique le plus important de l'heure actuelle en Europe, à savoir la question des minorités. La Commission des questions ethniques et coloniales consacra toute son activité, l'an dernier, aux questions coloniales, et nous soumet, aujourd'hui, des résolutions très précieuses à ce sujet. Malheureusement, elle ne s'est pas du tout occupée des questions de minorités et ne semble pas désirer que nous nous en occupions aujourd'hui.

En ce qui me concerne, il m'est impossible d'approuver cette façon de procéder. J'ai la ferme conviction que la question des minorités est la question la plus pressante de l'Europe aujourd'hui, et ce n'est qu'un vain espoir de croire que la paix des âmes – qui est la seule paix véritable – puisse se faire avant que l'on soit arrivé à un résultat satisfaisant et juste envers tout le monde dans cette question si importante. Je maintiens qu'il n'est pas en premier lieu de l'intérêt des minorités opprimées que les passions se calment, mais avant tout de l'intérêt des majorités dominantes, qui ne font pas valoir les droits des minorités incorporés dans les traités internationaux, mais qui, au contraire, les annulent en opprimant les minorités et en en faisant même une catégorie de citoyens de second ordre. Il est de l'intérêt des majorités qui, par suite de la guerre mondiale, sont devenues des Etats indépendants ou se sont démesurément agrandies, de respec-

ter les droits des minorités. Il faut bien qu'elles sachent que c'est le seul moyen de pouvoir conserver l'intégrité dont elles jouissent aujourd'hui et cet accroissement énorme en territoires qu'elles ont acquis par suite de la guerre mondiale, au détriment d'autres Etats. La suppression impitoyable des minorités aboutira à un désespoir qui mènera, même sans guerre, à la disparition de ces frontières artificielles qui nous ont été imposées par la force. L'opinion publique du monde finira par comprendre que ces majorités ne méritent pas les avantages sans pareil dont elles ont été favorisées par la Conférence de la paix.

Ce n'est pas une chose nouvelle que je viens d'annoncer, tous ceux qui s'occupent de questions de ce genre savent bien que les Traités nommés minoritaires conclus entre les Puissances principales et les Etats successeurs, en 1919 et 1920, n'existent que sur le papier. Ce n'est un secret pour personne que les Etats successeurs contreviennent de jour en jour aux obligations qui leur ont été imposées par les traités sur les minorités. C'est un fait bien connu, que les minorités continuent à être opprimées dans les Etats successeurs qui, faute de contrôle efficace, ne jugent même pas nécessaire d'opérer des changements dans leur politique habituelle.

L'expérience des cinq années écoulées depuis la fin de la guerre mondiale m'oblige à faire l'aveu pénible qu'en réalité, il n'existe pas de forum qui s'occupe d'une manière efficace des griefs des minorités. Je sens la nécessité de justifier cette déclaration. Elle l'est déjà par le fait généralement connu que, selon les conventions internationales, il y aurait des organes dont la tâche serait de s'occuper des plaintes des minorités, mais les amères expériences de cinq années prouvent que les plaintes des minorités ne peuvent pas atteindre ces organes.

D'après les traités, les stipulations affectant des personnes appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue constituent des obligations d'intérêt international et seront placées sous la garantie de la S. d. N. De même, il est explicitement dit, dans tous ces traités, que tout membre de la S. d. N. aura le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou menace d'infraction à n'importe laquelle

de ces obligations. Le Conseil de la S. d. N. pourra alors procéder de telle façon et donner telles instructions qui paraîtront appropriées et efficaces en la circonstance. Enfin, ces traités décrètent qu'en cas de divergence d'opinion sur les questions de droit ou de fait concernant ces affaires entre le Gouvernement de l'Etat intéressé et toute autre puissance, membre du Conseil de la S. d. N., cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international, selon les termes de l'article 14 du pacte de la S. d. N. Tout différend de ce genre, si l'autre partie le demande, sera déféré à la Cour permanente de Justice internationale. La décision de la Cour permanente sera sans appel.

Comme nous le voyons, il existe un protecteur officiel des droits garantis aux minorités, à savoir la S. d. N. Ce sont le Conseil de la S. d. N. et la Cour permanente de Justice internationale qui sont chargés de s'occuper des plaintes des minorités et de décider des affaires contentieuses concernant les minorités. Il existe, en théorie, un système pour défendre et assurer les droits des minorités. Mais, à quoi bon cela, si, dans la pratique, ce système ne peut être appliqué?

Les expériences continues de cinq années suffisent à nous prouver que les affaires des minorités n'ont trouvé, dans la Société des Nations, qu'un protecteur peu bienveillant. Ce serait au Conseil de la Société des Nations à protéger les minorités. Seuls les membres du Conseil ont le droit de signaler à la Société des Nations toute infraction ou menace d'infraction, avec effet juridique de saisir le Conseil et de provoquer son intervention. Ainsi l'initiative d'un membre du Conseil est indispensable pour qu'un différend entre le Gouvernement intéressé et toute autre puissance membre du Conseil de la Société des Nations puisse être déféré à la Cour permanente de Justice internationale. La défense et l'octroi des droits des minorités, le renvoi à la Cour permanente de Justice internationale de toutes sortes d'affaires contentieuses affectant les droits des minorités, tout est confié au Conseil de la Société des Nations.

A notre grand regret, nous devons constater que le Conseil de la Société des Nations n'exerce guère la protection des minorités et, en ce qui concerne les plaintes, qu'il s'en occupe

fort peu ou même pas du tout. Le Conseil évite généralement toute intervention dans les questions des minorités et il le fait d'une manière très simple. Les membres du Conseil seuls ont la faculté de signaler à la Société des Nations toute infraction avec effet juridique de saisir le Conseil. Or, les membres du Conseil passent outre avec indifférence aux plaintes des minorités, ne se sentant pas disposés à attirer l'attention du Conseil sur ces questions ou à déférer les différends de ce genre à la Cour permanente de Justice internationale. Les plaintes des minorités opprimées sont innombrables et l'on pourrait compter sur les doigts toutes les plaintes des minorités dont le Conseil a cru devoir s'occuper pendant ces cinq dernières années.

Je ne désire pas que le Conseil ou la Cour s'occupent de chaque plainte individuelle, ce serait peut-être trop difficile de satisfaire à toutes ces exigences, bien que ce serait la véritable défense des minorités envisagée par les traités internationaux. Nous ne nous opposons pas à ce qu'il y ait une sélection. Il ne serait pas du tout difficile de préciser les conditions objectives dans lesquelles les plaintes pourraient être acceptées. Il ne serait pas difficile de définir un critérium écartant d'avance les accusations frivoles ou de mauvaise foi. Nous n'avons pas d'objection à formuler contre le principe d'après lequel on ne pourrait chercher remède aux plaintes des minorités devant les organes internationaux qu'après avoir essayé en vain d'y remédier par la voie des autorités de l'Etat intéressé. Cette concession peut être faite à la souveraineté de l'Etat; mais il va sans dire que les Etats ne pourraient pas abuser de leur souveraineté en laissant les plaintes sans réponse ou bien en les étranglant dans leurs germes.

Mais c'est vraiment laisser les minorités sans aucune défense que de faire valoir le principe — à notre grand regret en vigueur aujourd'hui — *que les plaintes des minorités sont passées sous silence*. Avec un pareil système, ce n'est que par un heureux hasard qu'une plainte quelconque arrivera à être discutée.

Cette indifférence de la Société des Nations constitue un manque direct à ses devoirs. Le Conseil de la Société des Nations lui-même, dans sa décision du 22 octobre 1920, a

donné une interprétation explicite du texte disant que les stipulations des traités des minorités sont placées sous la garantie de la Société des Nations. Pour la Société des Nations, cela ne constitue pas seulement un droit, mais – comme le Conseil lui-même l'a établi dans la déclaration susmentionnée – une obligation. Cela signifie notamment l'obligation pour la Société des Nations de s'assurer que les dispositions relatives à la protection des minorités soient constamment exécutées.

En vérité, ce serait *ex officio* à la Société des Nations à contrôler si les dispositions d'ordre international relatives à la protection des minorités sont exécutées ou non. Mais, loin de satisfaire à son devoir officiel, c'est-à-dire d'examiner ces cas, même sans demande spéciale, le Conseil de la Société des Nations s'abstient constamment de s'occuper sérieusement des plaintes qui lui sont adressées en grand nombre. Il s'efforce de les écarter autant que possible. C'est pourquoi, non seulement il interprète, dans le sens le plus étroit, les stipulations concernant l'aide contre les infractions aux droits des minorités, mais évite de plus en plus de s'occuper des requêtes des minorités. Il me semble même qu'une pratique commence à s'implanter au sein du Conseil de la Société des Nations. Au lieu de se faire le protecteur des minorités, le Conseil a l'air de se transformer en protecteur des majorités. Cette mentalité est bien confirmée par l'attitude de la Société des Nations qui commence à insister sur le devoir de loyalisme des individus appartenant aux minorités envers l'Etat dont ils sont citoyens. Il va sans dire que ce devoir de loyalisme existe, mais comment expliquer que le protecteur officiel des minorités insiste d'une part tellement sur cette obligation de loyalisme et oublie d'autre part de s'assurer si les puissances, qui tiennent tant à ce devoir des minorités, remplissent elles-mêmes leurs devoirs d'ordre international envers les minorités?

Il existe cependant une certaine réciprocité entre droits et devoirs. Un Etat qui se permet de fouler aux pieds les droits de ses minorités, ne peut pas exiger le loyalisme de ces mêmes minorités!

Combien de fois l'Union des Associations pour la Société des Nations aussi bien que notre Union ne se sont-elles pas adressées au Conseil de la Société des Nations pour qu'il soit formé, dans son sein, une commission spéciale dont la tâche serait de s'occuper d'une façon permanente des plaintes des, minorités et qui, au fur et à mesure, ferait aussi des enquêtes sur place au sujet des plaintes en question! La Société des Nations a de nombreuses commissions pour l'étude et la négociation des diverses questions importantes; néanmoins, dans cette question, elle refuse, d'une manière tenace, de former une commission spéciale. De même, elle repousse toute autre réforme utile et appropriée visant la défense des minorités, notamment la réforme du procédé presque arbitraire du Conseil de la Société dans la question des minorités. Au lieu d'améliorer la procédure dans les affaires des minorités, au lieu de faire en sorte que le droit de saisir le Conseil dans les affaires des minorités et de soumettre les différends à la Cour permanente de Justice internationale ne soit pas réservé uniquement aux membres du Conseil, mais qu'aussi les autres Etats qui n'y sont pas représentés et surtout les minorités, par leurs organes représentatifs suprêmes, soient revêtus de ce droit, au lieu de tâcher de faire parvenir les plaintes devant leurs juges compétents, au lieu d'exercer de la manière la plus efficace le droit de revision, le Conseil de la Société des Nations restreint au contraire de plus en plus la procédure en usage, déjà fort réduite.

Ainsi, par exemple, la décision du Conseil du 22 octobre 1920, en vertu de laquelle les pétitions relatives aux questions de minorités sont à communiquer en même temps à l'Etat intéressé, aux membres du Conseil et à tous les membres de la Société des Nations, a été modifiée par les résolutions du Conseil du 27 juin 1921 et du 5 septembre 1923, de telle façon que toute demande soit avant tout communiquée à l'Etat intéressé pour que celui-ci puisse présenter ses observations et que la communication des pétitions aux membres de la Société des Nations soit restreinte aux membres du Conseil. Toute l'importance est réservée aux observations de

l'Etat intéressé, c'est-à-dire à l'Etat contre lequel la plainte est dirigée. Cette thèse n'est nullement exagérée, et la publication de la section d'information du secrétariat de la Société des Nations, intitulée „la Société des Nations et les Minorités”, la confirme. Cette publication indique entre autres que, dans la plupart des pétitions relatives aux questions de minorités adressées à la Société des Nations, „*en raison des observations présentées par l'Etat intéressé*, aucun membre du Conseil n'a cru devoir attirer l'attention du Conseil sur la question. *Deux affaires seulement* ont été portées devant le Conseil”.

Peut-on parler d'une défense sérieuse et efficace des minorités en voyant une procédure si partielle? Avec un traitement pareil, les plaintes des minorités dépendent de l'arbitraire de l'Etat accusé parce que, ainsi que nous le voyons, les plaintes sont repoussées à l'avance sans pouvoir arriver devant leur forum compétent.

Fait-on là autre chose que de favoriser les Etats vainqueurs dans la guerre mondiale et d'annuler la seule restriction imposée aux Etats qui ont gagné tant de territoires, restriction en vertu de laquelle il leur fut défendu d'opprimer les minorités à eux dévolues? Fait-on autre chose que d'éliminer tout contrôle, tout moyen efficace d'assurer l'exécution des traités conclus pour la protection des minorités? Est-ce autre chose que la suppression continuelle des vaincus auxquels des paix carthagoises ont été imposées? C'est maltraiter leurs frères contraints à recevoir de nouveaux maîtres, abandonnés sans restriction à la merci du nouveau régime.

On ne peut pas excuser cette attitude de la Société des Nations en invoquant la souveraineté des Etats, principe tellement accentué par certains Etats enrichis au détriment des autres. Ces Etats interprètent chaque mesure d'ordre international prise en faveur des minorités comme une offense à leur souveraineté, comme une ingérence dans leurs affaires intérieures. A mon avis, c'est un point de vue tout à fait erroné, vu que ces Etats ont reconnu dans les traités signés par eux que leurs obligations envers les minorités sont d'intérêt international et que les stipulations affectant les mino-

rites sont placées sous la garantie de la Société des Nations. Ils ont bien accepté que l'infraction aux droits des minorités, même la menace d'infraction, entraînerait l'intervention du Conseil de la Société des Nations et, respectivement, la décision de la Cour permanente de Justice internationale. Nous savons très bien que mettre ainsi en relief la souveraineté des Etats ne constitue qu'un prétexte pour priver les minorités de toute aide qui leur est due de la part de la juridiction internationale. Il résulte de tout cela que les Etats qui ont garanti les droits des minorités dans les traités internationaux, sont libérés de tout contrôle et qu'il dépend de leur bon plaisir de respecter ou non ces traités.

Messieurs, la Hongrie est la victime la plus malheureuse des traités de paix qui ont mis fin à la guerre mondiale. On lui a pris les deux tiers de son territoire et de sa population, le tiers de la pure race magyare, la plupart de ses sources de forces économiques et de ses richesses de civilisation. Tout cela fut soumis à des puissances étrangères. Et on a fait tout cela pour punir la Hongrie, comme si elle avait été la cause de la guerre mondiale. Erreur énorme! Il est parfaitement prouvé par les documents officiels découverts après la guerre, qu'au nom de la nation hongroise, le président du Conseil des ministres de Hongrie avait fait tous ses efforts pour éviter la guerre. Ces documents connus de tout le monde nous prouvent que la Hongrie ne voulait pas la guerre et qu'elle y a été contrainte par l'organisation de la monarchie austro-hongroise d'alors.

La grande erreur historique de la Conférence de la Paix n'est plus à réparer. Mais la Hongrie, qui a tant souffert, a bien le droit d'exiger que ses anciens citoyens qui, sans être consultés, ont été obligés de se soumettre à la domination étrangère, puissent jouir de la protection qui leur est due en vertu des traités internationaux. Elle insiste aussi pour que les fils qu'on lui a arrachés ne soient pas dégradés au rang de citoyens de second ordre.

La Hongrie ne cessera jamais de veiller sur les droits des minorités des ses fils exilés. Elle élèvera toujours la voix contre toute oppression injuste, d'autant plus qu'elle a traité

ses minorités de langue et de race pendant un millier d'années en vrais frères et que, déjà en 1868, elle a créé une loi sur l'égalité des droits des nationalités, à une époque où l'idée des droits des minorités était presque inconnue ailleurs. Cette loi attribua, il y à 50 ans, beaucoup plus de droits aux minorités que les traités internationaux de 1919 et 1920 ne leur en confèrent.

La Hongrie, même dans sa situation malheureuse, accomplit honnêtement tous les devoirs qui lui sont imposés par les traités de paix. D'où vient donc le privilège dont se réclament ces Etats heureux, ces favorisés du sort qui se sont partagés les deux tiers de la Hongrie historique? Qu'est-ce qui les autorise à abuser de leur situation avantageuse, en s'acquittant si facilement de leurs obligations d'ordre international envers les minorités?

La Hongrie s'est conformée à sa situation actuelle si pénible. Elle emploie toutes les forces qui lui restent à sa consolidation intérieure. Mutilée, malheureuse, appauvrie, elle n'a pas d'autre ambition que de collaborer à la prospérité de la Société humaine. Pourquoi donc l'énerver, la maltraiter, en opprimant les Hongrois détachés de la mère-patrie? Pourquoi donc isoler ces trois millions et demi de Hongrois de la culture de leur ancienne patrie? car c'est bien là, en effet, la politique actuelle des Etats successeurs. Ont-ils peur peut-être de la Hongrie qui, désarmée, ne dispose que de 35.000 soldats volontaires? Cette force ne suffirait même pas à assurer l'ordre à l'intérieur et à faire la police des frontières, tandis que les trois Etats successeurs qui entourent la Hongrie ont 565.000 hommes armés, nombre qui peut être élevé à chaque instant à 5 millions par suite du service militaire obligatoire, service interdit à la Hongrie par le Traité de Trianon. Non, Messieurs, ce n'est pas de sa force armée qu'ils ont peur, mais de la justice! Ce n'est qu'ainsi qu'on peut expliquer la précaution un peu comique qui se manifeste au cours de la cinquième année de paix, précaution empêchant toute publication hongroise, tout mot hongrois imprimé de passer les frontières des Etats successeurs.

Nous autres Hongrois, ne sommes pas inquiets. Le sort

nous a humiliés et privés de nos ressources, il nous a appauvris. Mais nous disposons d'une grande force, qui vaut plus que toutes les armées, qui est plus puissante que toute contrainte employée envers nous: la justice!

Et c'est au nom de cette justice que je demande, que j'exige qu'on fasse valoir les droits des minorités opprimées. Je prie instamment tous les honorables membres de cette Conférence interparlementaire de vouloir bien défendre les minorités et en empêcher l'oppression. Je les supplie de ne pas cesser de rappeler à la Société des Nations ses grands devoirs, ses devoirs sacrés vis-à-vis des minorités, c'est-à-dire la protection des minorités, devoirs acceptés par elle.

DISCOURS

prononcé à Bruxelles en séance du 10 février 1925 de la
Commission des minorités de l'Union des associations pour
la Société des Nations.

Ordre du jour: l'indigénat en Slovaquie.

Messieurs!

Aux termes de l'article 61 du Traité de Trianon:

„Toute personne ayant l'indigénat (pertinenz) sur un territoire faisant antérieurement partie des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise acquerra de plein droit et à l'exclusion de la nationalité hongroise la nationalité de l'Etat exerçant la souveraineté sur le dit territoire.”

Le même principe est observé dans les Traités conclus entre les Principales Puissances et les Etats dits successeurs.

Notamment, l'art. 3 du Traité conclu entre les Principales Puissances et la Tchécoslovaquie dispose ce qui suit:

„La Tchécoslovaquie reconnaît comme ressortissants tchécoslovaques, de plein droit et sans aucune formalité, les ressortissants allemands, autrichiens ou hongrois ayant selon le cas leur domicile ou leur indigénat (pertinenz, Heimatsrecht), à la date de la mise en vigueur du présent Traité sur le territoire qui est ou sera reconnu comme faisant partie de la Tchécoslovaquie.”

Une attention toute particulière mérite aussi la disposition de l'art. 1er du Traité précité, conclu avec la Tchécoslovaquie, qui dit: „La Tchécoslovaquie s'engage à ce que les stipulations contenues dans les articles 2 à 8 du présent chapitre soient reconnus comme lois fondamentales, à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne soient en contradiction ou en opposition avec ces stipulations et à ce qu'aucune loi, aucun règlement ni aucune action officielle ne prévalent contre elles.”

Or, c'est un principe fondamental que tous ceux qui

possédaient l'indigénat dans l'ancienne Hongrie septentrionale, la Slovaquie d'aujourd'hui, à l'époque où ce territoire a été dévolu à la Tchécoslovaquie, ont perdu leur qualité de ressortissants hongrois et sont devenus ressortissants tchécoslovaques. Il va de soi que c'est aux lois hongroises de décider qu'à l'époque dont s'agit quels étaient les ressortissants hongrois possédant l'indigénat dans la Slovaquie d'aujourd'hui. Cela provient de ce que jusqu'à cette date l'indigénat ne pouvait s'obtenir qu'en vertu des lois hongroises.

La question serait extraordinairement simple si l'on avait tenu en Hongrie des registres authentiques des individus possesseurs de l'indigénat. Mais on ignorait et on ignore encore toujours en Hongrie pareils registres. La cause très simple en est que suivant le droit hongrois l'indigénat peut s'obtenir aussi *de fait*, sans qu'une décision expresse des autorités soit nécessaire pour être reçu dans le sein de la municipalité. De plus, selon le droit hongrois il est extrêmement rare que l'indigénat soit acquis sur demande expresse. Or, la plupart des ressortissants hongrois acquièrent l'indigénat ou bien parce qu'ils l'ont hérité de leurs aïeux qui le possédaient déjà, ou bien comme conséquence naturelle d'avoir habité sans interruption pendant quatre années dans la commune et d'avoir contribué aux charges publiques de cette dernière pendant ces quatre années, soit une seule fois, soit d'une façon permanente. Il existe encore une autre manière d'obtenir l'indigénat, à savoir: la commune confère l'indigénat sur demande expresse du pétitionnaire, mais ce procédé ne se produit — comme je l'ai déjà mentionné — que rarement. L'acquisition tacite, par domiciliation ininterrompu pendant quatre ans et par participation aux charges de la commune est directement une disposition fondamentale et une particularité caractéristique du droit communal hongrois.

Ce genre d'acquisition *de fait* est connu et réglé par toutes les lois communales qui se sont succédées. Ces lois sont: celle de l'année 1871 *AI XVIII*, celle de l'année 1876 *M V* et celle de l'année 1886 *M XXII*. Cette dernière est en vigueur encore aujourd'hui et réglemente l'indigénat dans son article 10, comme suit:

„Celui qui quitte la commune dont il avait l'indigénat pour une autre commune, en ce faisant n'est pas sorti du sein de l'ancienne commune. Mais s'il habite continuellement quatre années dans la nouvelle commune et participe aux charges de cette dernière et que celle-ci pendant cette période ne fait pas valoir contre lui les exceptions indiquées à l'art. 9 de la loi (exceptions telles que manque de moralité ou indigence totale) – il doit être considéré comme appartenant à la nouvelle commune et comme étant sorti du sein de l'ancienne. Et il obtient cet indigénat même s'il n'a pas annoncé son intention de s'y établir – à moins d'avoir contribué pendant ces quatre années d'une façon continue aux charges de la commune qu'il a quittée, ou d'avoir maintenu son indigénat antérieur sans pareille participation, bien entendu avec le consentement de la commune ancienne.”

Il en résulte que par domiciliation continue de quatre ans et participation aux charges communales, l'indigénat s'obtient ipso facto, automatiquement, tacitement. La preuve de ce que l'intention de la loi était réellement de régler l'obtention automatique de l'indigénat, est démontrée par ce que l'indigénat s'acquiert en vertu de ces faits, même si l'intéressé n'annonce pas son intention de s'établir dans la nouvelle commune. Or, l'acquisition de l'indigénat est la conséquence automatique de certains faits et il n'est pas besoin que la commune nouvelle accepte dans son sein par décision d'autorité une telle personne. Au contraire, il est besoin d'une décision expresse de la commune ancienne pour que la personne réunissant les conditions pour acquérir automatiquement l'indigénat dans la commune nouvelle, puisse néanmoins rester dans le sein de la commune ancienne.

Les dispositions de la loi communale hongroise concernant l'acquisition de l'indigénat automatique sont tout à fait claires. Pendant la domination hongroise, il n'y avait point de doute sur la signification des dispositions tout à fait claires de la loi. Toutes les autorités administratives hongroises sans exception ainsi que la Haute Cour administrative royale hongroise ont toujours appliqué la loi dans le sens que l'indigénat s'obtient ipso facto par une domiciliation qualifiée et pour pouvoir l'obtenir il n'est pas besoin

de la réclamer. Il y a un accord absolu dans cette interprétation de la loi. Tous les ouvrages en matière de droit public et de droit administratif, tous les écrivains compétents reconnaissent cette interprétation. Il ne s'en dégageait qu'un seul doute, à savoir: si la durée de quatre ans doit s'appliquer aussi bien à la domiciliation qu'à la participation aux charges communales? Ce doute aussi a été totalement dissipé par la Haute Cour administrative qui a décidé ceci: vu que les quatre années ne sont exigées par la loi que pour la domiciliation, mais point en ce qui concerne la participation aux charges communales, l'indigénat s'acquiert automatiquement, même si la personne en question n'a pas pendant les quatre années entières constamment participé aux charges communales; il suffit qu'elle n'y ait participé qu'une seule fois pendant ce laps de temps.

Après que des territoires hongrois ont été dévolus à la Tchécoslovaquie, les autorités tchécoslovaques commencèrent d'appliquer la loi communale hongroise dans le vrai sens interprété par les autorités hongroises pendant un demi-siècle. Le cas échéant, elles ont toujours reconnu que l'acquisition de l'indigénat en vertu de l'article 10 de la loi communale hongroise se fait automatiquement, l'approbation expresse de la commune n'étant pas exigée. Et elles ont reconnu aussi que la contribution aux charges communales ne doit pas être permanente pendant ces quatre années.

C'est la décision M 16213 de l'an 1921 de la Cour Suprême administrative de Prague qui a porté la première brèche à l'application des lois hongroises, application répondant aussi bien au mot et à l'esprit des lois, comme à l'intention du législateur. Cette décision a attribué un tel sens à l'art. 10 de la loi communale hongroise que pour acquérir l'indigénat automatiquement, outre la domiciliation de quatre années, il est nécessaire de contribuer aux charges communales continuellement pendant toute cette période de quatre années. Les autorités tchécoslovaques s'accommodèrent immédiatement à cette décision de la Cour Suprême administrative de Prague.

Puis, vint la décision de la Cour Suprême administrative de Prague du 23 décembre 1923 «M 16455 qui a entièrement

mis fin à l'exercice mi centenaire en ce qui concerne l'application de la loi communale hongroise. Selon cette décision, on *ne peut pas acquérir l'indigénat automatiquement* parce que, même au cas de l'art. 10 de la loi communale hongroise, l'indigénat n'est acquis que si la commune manifeste sa volonté expresse d'accepter la personne en question dans son sein. Selon cette façon de voir, le fait de demeurer dans la commune pendant une période de quatre années et de contribuer aux charges publiques de la commune ne constitue pour le citoyen qu'une prétention pour être accepté au sein de la commune, mais l'indigénat ne s'acquiert qu'en étant accepté par la commune.

Même la Cour Suprême administrative de Prague reconnaît dans la motivation de sa décision précitée que l'art. 10 lu tout seul pourrait être interprété dans le sens d'une acquisition se produisant [^]automatiquement, mais cet article considéré avec d'autres articles de la loi, il en résulte une interprétation tout à fait contraire à la pratique incessante d'un demi-siècle. Toute une littérature tant en Slovaquie qu'en Hongrie s'est occupée de démontrer le nonfondé de l'argumentation de la Cour Suprême administrative de Prague. Il faut faire ressortir tout spécialement l'étude de Mr. Ivan Derer, ancien ministre plénipotentiaire pour la Slovaquie, écrite avec un grand savoir et une connaissance parfaite de la question juridique et qui démontre d'une façon péremptoire les lacunes, les brèches, l'absolue impossibilité de l'argumentation de la Cour Suprême.

Sans m'occuper des détails, car cela conduirait très loin, en ce qui me concerne, je trouve qu'il suffit de se référer à ce que selon les règles de l'interprétation des lois, règles acceptées du monde entier, les lois doivent être avant tout interprétées selon le mot, et l'interprétation d'après l'esprit ne peut avoir lieu que si les expressions contenues dans les lois ne sont pas claires. Or, comme les dispositions de l'art. 10 de la loi communale hongroise sont tout à fait claires et évitent tout malentendu, la Cour Suprême administrative de Prague a manqué aux règles d'interprétation des lois, acceptées par tout le monde, quand malgré la plus grande clarté du texte, elle a ignoré l'interprétation verbale et s'est

écartée sur la route si changeante de l'interprétation de l'esprit.

Depuis que cette décision a été prise, les autorités administratives tchécoslovaques interprètent aussi selon cette décision la loi communale hongroise, et les cas se multiplient de jour en jour où la reconnaissance de l'indigénat est niée sous prétexte que, quoique la domiciliation de quatre années ainsi que la contribution aux charges communales soient certaines, la réception expresse par la commune fait défaut. Dans tous les cas où la reconnaissance de l'indigénat est refusée, on refuse simultanément la reconnaissance de la qualité de ressortissant tchécoslovaque, pour la raison très simple que celui qui n'a pas l'indigénat sur territoire tchécoslovaque n'est non plus ressortissant tchécoslovaque.

Ceci est un grand danger pour la nationalité hongroise en Slovaquie, car, par ces raisons, on peut retirer à la plupart des Hongrois en Tchécoslovaquie la reconnaissance de leur indigénat et de leur qualité de ressortissants tchécoslovaques. En effet, il n'y a que très peu de gens qui peuvent prouver qu'ils ont été acceptés expressément dans le sein de quelque commune, puisque la plupart ont acquis automatiquement l'indigénat sur ce territoire. Ceux qui ainsi deviennent des sans-patrie, tombent dans une situation très difficile; car la qualité de ressortissant tchécoslovaque est une condition sine qua non de pouvoir bénéficier des droits des minorités nationales, ainsi que de la possibilité de rester employé public soit au service de l'État, des municipalités ou de la religion; de plus, il en dépend aussi l'exercice d'une profession telle que celle de médecin, avocat ou ingénieur. Celui dont la qualité de ressortissant tchécoslovaque n'est pas reconnue, ne peut pas prétendre à la défense due aux minorités, il est renvoyé de sa fonction, il est exclu de l'exercice de la plupart des occupations privées et toute chance de gagner sa vie lui est enlevée; de plus, il perd ses droits à la retraite. Par cette méthode, la situation des indigènes devient à la fois incertaine, l'épée de Damoclès pend sur la tête de chacun; car, un jour, on pourra décréter qu'il n'est pas ressortissant de l'Etat et, ainsi, il perd toute possibilité

de gagner son pain; de plus, il peut être expulsé du territoire de la république.

Cette perturbation dans l'interprétation des lois a provoqué une incertitude juridique absolue en Slovaquie et d'abord elle a brisé la foi dans la force et dans le respect des Traités internationaux. La situation des citoyens loyaux a été ébranlée du jour au lendemain et est devenue totalement incertaine.

Il faut remédier à cette situation pénible. Et, comme les intéressés en Slovaquie ont essayé en vain de tous les remèdes juridiques et qu'en vain on a pétitionné même auprès du chef de l'Etat: du point de vue des minorités nationales menacées dans leurs intérêts vitaux, il est d'urgence que le protecteur compétent des minorités, le Conseil de la Société des Nations, soit saisi de cette question. Notamment, nous devrions attirer l'attention du Conseil de la Société des Nations pour qu'il demande d'urgence l'avis à la Cour permanente de justice internationale sur la question de savoir si la décision de la Cour Suprême administrative de Prague du 23 décembre 1923 *M* 16455 est contraire aux Traités internationaux ou non. Après avoir entendu l'avis de la Cour permanente de justice internationale, le Conseil de la Société des Nations comme protecteur des minorités devrait prendre les mesures utiles et nécessaires.

DISCOURS

prononcé à Varsovie en séance du 4 juillet 1925« de la commission des minorités de l'Union des associations pour la Société des Nations.

(Ordre du jour: Staatenlosigkeit.)

Messieurs!

Il ne fait pas de doute que le démembrement de l'ancienne monarchie austro-hongroise et le fait que les territoires de l'ancienne Autriche et de l'ancienne Hongrie furent répartis entre sept Etats, provoquèrent une quantité de cas litigieux concernant la nationalité. L'accumulation de ces cas provient aussi de ce que dans les traités de paix et les traités sur les minorités n'est pas déterminé d'une façon unique *la base juridique* solutionnant la question de la nationalité dans les circonstances nouvelles: savoir suivant les traités c'est tantôt *Vindigénat* (Heimatsrecht, pertinenza) et tantôt le *domicile* qui servent de base juridique. Par exemple dans les relations entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie, ainsi que dans celles entre la Hongrie et la Yougoslavie l'indigénat est décisif, c'est à dire que les ressortissants hongrois qui possédaient *l'indigénat* sur territoires rattachés à la Tchécoslovaquie ou à la Yougoslavie, ont acquis automatiquement la nationalité tchécoslovaque respectivement yougoslave, — alors que dans les rapports entre la Hongrie et la Roumanie le domicile est décisif; partant, les ressortissants hongrois *domiciliés* sur territoires rattachés à la Roumanie sont devenus automatiquement ressortissants roumains.

La question ne fait que se compliquer par ce que suit. Bien qu'il fût tout naturel que les changements de nationalité résultant des transferts des territoires soient liés à l'époque à laquelle ces transports ont été opérés et qu'en conséquence la

nouvelle nationalité s'obtienne par les détenteurs de l'indigénat ou par les citoyens domiciliés sur territoires transférés *au moment même du rattachement*: les traités de Trianon et de St. Germain attribuent néanmoins à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie le privilège spécial de ne pas être tenues d'accepter comme ressortissants les citoyens ayant acquis après 1910 l'indigénat sur territoires dévolus à ces pays. D'après cela ces deux Etats ont la faculté de choisir librement entre ceux qui n'ont acquis l'indigénat qu'après 1910; ils ne reconnaissent comme ressortissants que ceux qu'il leur plait d'accepter et ont le droit de refuser qui bon leur semble. L'Italie jouit de droit similaire envers l'Autriche, mais sur une échelle encore plus vaste.

Il faut considérer encore que l'indigénat est une question beaucoup plus compliquée que, par exemple, la question de domicile, ainsi même dans l'ancienne Autriche et dans l'ancienne Hongrie il y avait constamment un grand nombre d'affaires litigieuses d'indigénat. Ajoutons à cela que les Etats successeurs en discutant les affaires d'indigénat selon les prescriptions des anciens Etats, procèdent en territoire qui leur est inconnu en majeure partie, étant donné qu'il leur manque la routine dans l'application des prescriptions des anciens Etats et en plus, du point de vue financier ils préfèrent interpréter ces prescriptions déjà si difficiles et si compliquées et même étrangères pour eux de façon à pouvoir se défaire d'une partie de leurs nouveaux ressortissants, notamment des employés salariés ou en retraite, à fin de se débarasser de la grande charge des appointements et des pensions.

Si nous envisageons tous ces points de vue, nous comprendrons la raison de tant de recriminations et de tant de litiges entre les Etats anciens et les Etats successeurs, et de plus, nous comprendrons qu'il est indispensable de remédier à cet état des choses; car il y a quantité d'anciens ressortissants des vieux Etats qui n'ont pas été reconnus des Etats successeurs et qui ainsi ont perdu toute nationalité et doivent supporter toutes les amertumes et tous les désavantages juridiques de cette situation. D'où perte de leur emploi, de leurs appointements et de leur pension, impossibilité de fonctionner comme

avocat, ingénieur, médecin ou autre, impossibilité de gagner leur pain par un travail honnête, voire danger d'être expulsé du territoire de l'Etat comme étrangers indésirables.

Dans de pareilles circonstances il est indispensable de chercher une solution. C'est pourquoi que je salue avec joie le projet de résolution émanant de la Société allemande de Tchécoslovaquie. Qu'il me soit pourtant permis de faire mes observations concernant ce projet.

J'adhère très volontiers à la première partie du projet de résolution qui a en vue que par l'intermédiaire de la S. D. N. tous les Etats exerçant la souveraineté sur les territoires de l'ancienne Autriche et de l'ancienne Hongrie soient priés d'urgence de ratifier le plus tôt possible la convention concernant la nationalité, conclue entre tous ces Etats à Rome en 1922. En ce qui concerne ma patrie, je dois vous faire observer que la Hongrie n'a dans cette convention qu'un rôle passif; car il est question d'anciens ressortissants hongrois qui ont perdu leur qualité de ressortissants hongrois, mais qui ne furent pas reconnus par les Etats successeurs, ces derniers refusant à reconnaître les nouveaux ressortissants qui demandent à être reconnus. La Hongrie est comme paralysée dans cette question, et par conséquent, la ratification par la Hongrie devient sans objet aussi longtemps que les Etats successeurs ne procèdent pas à la ratification, ou encore mieux dit, cela n'a aucun sens que la Hongrie ratifie elle seule. Toutefois, au moment où les Etats successeurs qui en vertu des traités de paix se sont enrichis de territoires hongrois, ratifient cette convention ou que du moins un de ces Etats le fasse, la Hongrie procédera aussitôt à l'oeuvre de la ratification, son acte ne constituant qu'une pure formalité; car aucune personne raisonnable ne pourra douter de sa volonté de ratifier. Ce que la Hongrie ne veut pas faire, c'est une démarche inutile. Et aussi longtemps que les Etats successeurs ou l'un d'eux au moins ne pourra vaincre ses angoisses exagérées en ce qui concerne la souveraineté, la Hongrie se retiendra d'agir seule, cette action d'agir seule n'ayant pas de raison d'être.

Tout en acceptant la partie première du projet de résolution, je me permets néanmoins de soulever la question de savoir si l'on ne pourrait pas arriver plus rapidement à un résultat en

évitant le plus long chemin, chemin qui est loin d'assurer un gros succès, j'entends par là *l'intermédiaire* de la S. D. N. Ne faudrait-il pas plutôt s'adresser *directement* aux Gouvernements de tous les Etats intéressés, en leur faisant observer que l'intérêt public exige d'urgence la ratification de la convention de Rome? Je suis d'avis que cette démarche directe promet plus de succès que la démarche par intermédiaire; c'est pourquoi je me permets de proposer que l'Assemblée *fasse directement les démarches* auprès des Gouvernements des sept Etats, au lieu de les faire par l'intermédiaire de la S. D. N.

Quant à la seconde partie du projet de résolution, d'après laquelle il faudrait demander à la S. D. N. de vouloir engager les Etats successeurs à ne pas ratifier simplement la convention de Rome relative à la nationalité, mais à la compléter par de nouvelles dispositions déjà toutes prêtes – et ce grâce à l'Association allemande en Tchécoslovaquie, – qu'il me soit permis d'exprimer ci-après mon opinion.

Je tiens cette partie du projet de résolution pour prématurée. Selon moi on pourrait convenablement remédier aux questions brûlantes s'y rattachant en ratifiant tout simplement la convention de Rome de partout et en la faisant appliquer. *L'essentiel de la question est contenu dans l'article 4 de la dite convention.* Selon cet article, en cas de contestation de la nationalité entre l'ancienne Autriche ou l'ancienne Hongrie et les Etats successeurs, une commission composée d'un délégué de chacun des Etats intéressés et d'un président désigné par le président de la Confédération Helvétique tranchera définitivement le différend. Voilà l'essentiel. Il faut regretter que même cela n'existe que sur le papier, puisque la convention n'a pas été ratifiée jusqu'à ce jour. Tant que la ratification ne sera pas chose faite, toute autre démarche sera inutile. Aussi convenable, je pourrais dire aussi parfaite que soit la construction projetée de la nouvelle convention, on n'en a cure pour le moment, et ce ne serait que compliquer la situation davantage. La ratification de la convention de Rome pourra se faire vite et sans difficulté aucune si les Etats intéressés sont animés de l'intention de ratifier. *La création d'une nouvelle convention se heurte à nombre de difficultés.* On devrait déclencher cette lourde machinerie qui exigerait

la réunion des délégués de sept Etats, l'obtention de résultats à la conférence et enfin la ratification de la convention. Nous voyons que quatre années n'ont pas suffi pour obtenir la ratification d'une simple petite convention ne contenant que quatre articles. Or, ce serait mettre en péril le but élémentaire et urgent qui est la ratification de la convention que de présenter un projet de réglementation élargie et toute nouvelle. Je crains que cela ne profite qu'à ceux qui ne demanderaient pas mieux que d'écarter à jamais la question. Selon mon avis nous servirions davantage la bonne cause et nous aurions plus de chance de réussite, si nous nous contentions de faire le premier pas et ne faisons pas autre chose que de réclamer pour le moment la ratification de la convention de Rome.

Après cette argumentation formelle qu'il me soit permis de démontrer que la seconde partie du projet de résolution n'est pas pressante, même par son essence.

Il y a deux points de vue qui dominent dans le nouveau projet de convention proposé. L'un est celui de *la liquidation*. Il s'agit tout particulièrement de faire en sorte que la nouvelle situation, occasionnée par la dissolution de la monarchie en sept parties, soit éclaircie à la face du monde entier en ce qui concerne la question de la nationalité.

Je ne recule pas à faire l'aveu que cette liquidation programmatique et définitive n'est pas de mon goût. Enfin, les traités de paix qui ont sanctionné ce démembrement de territoires d'autrui, pour parler sans passion, ne sont que des décisions unilatérales, reposant sur la force des vainqueurs, et, comme suite de leur unilatéralité, ils fourmillent de fautes et d'injustices. Nous autres Hongrois nous ne cesserons jamais d'espérer que l'opinion mondiale mieux informée pourra corriger ces fautes et ces injustices d'une façon pacifique en révisant les traités. Or, nous regardons ce démorcellement sans système de territoires cohérents qui se constate dans quelques-uns des traités de paix, notamment dans celui de Trianon, comme un épisode passager de l'histoire. Il est donc tout naturel que nous ne nous enthousiasmons pas pour des projets tendant à faire *enraciner cet état de choses*. Cette *liquidation* des questions concernant la nationalité, envisagée

par le projet, ne sert qu'à cette tendance d'éterniser l'état de choses actuel; quoique, ce dont je suis sûr, les auteurs du projet ne nourrissent point de pareilles tendances. Former, selon la répartition des territoires en sept Etats, sept cadastres de ressortissants des deux anciens Etats, n'est pas ce dont nous avons besoin, — mais ce qui nous est nécessaire, c'est de porter aide aux malheureux qui, par suite des nouveaux événements, *ont perdu toute nationalité*. Il ne nous manque pas autre chose que de *résoudre les questions contentieuses de nationalité*. Et ceci peut se faire convenablement à l'aide de la convention de Rome.

L'autre point de vue essentiel du projet nouveau consiste en ce que dans les questions contentieuses de nationalité non seulement les Etats intéressés soient qualifiés pour déposer des plaintes, mais également les personnes lésées, savoir les personnes dont la nationalité est devenue contentieuse, c'est à dire personnes dont la qualité de ressortissant n'a pas été reconnue par l'Etat dont elles se considèrent comme citoyens. En vertu du projet, le procureur aurait le droit de représenter cet intérêt personnel et d'en saisir le tribunal d'arbitrage. S'il y a quelqu'un estimant que les minorités elles-mêmes soient qualifiées d'ester en justice pour infractions commises envers elles, c'est bien nous Hongrois qui le sommes. Nous le sommes parce que le tiers des magyars vit aujourd'hui sous dominations étrangères et souffre sous les plus diverses oppressions. Néanmoins, lorsqu'il s'agit de déterminer à quel Etat on appartient, et qu'il s'agit de questions contentieuses de nationalité, il ne nous paraît pas essentiel que pour déposer des plaintes la personne lésée elle-même soit qualifiée, ou que le procureur y soit qualifié.

Lorsqu'il est question de déterminer à quel Etat on appartient, les Etats qui y sont intéressés, doivent toujours être considérés comme parties. A savoir, en cas de questions contentieuses positives, c'est à dire questions de nationalité multiple, tous les Etats qui considèrent pour ressortissant une certaine personne. En cas de questions contentieuses négatives, c'est à dire lorsque quelqu'un reste sans aucune nationalité, d'un côté l'Etat ancien dont la personne en question

était ressortissant, mais que l'Etat susdit ne peut plus considérer comme tel par suite de transfert de territoire, de l'autre côté l'Etat successeur qui, malgré rattachement de territoire, se refuse à reconnaître comme ressortissant la personne en question. En cas de questions contentieuses positives de nationalité, sans cela très rares, on ne doit pas craindre que la question n'arrive devant le tribunal arbitral. En effet, lorsque l'Etat réclame pour lui certain citoyen, l'affaire devient celle de l'Etat qui se trouvera tout indiqué pour solutionner définitivement la chose. Le danger pour l'affaire de ne pas arriver devant le tribunal, ne peut généralement se produire qu'en cas de questions contentieuses négatives, c'est à dire lorsqu'un Etat ne tient à accepter comme ressortissant la personne dont il s'agit. En pareille occurrence, il est certain que l'Etat successeur se refusant à reconnaître la personne en question, considérera l'affaire terminée en vertu de sa propre décision négative, et ne portera pas l'affaire devant le tribunal arbitral. L'ancien Etat – au contraire – se trouvera tout sûrement obligé, ainsi que le démontre la pratique, de faire en sorte que l'affaire de son ancien citoyen qui lui a été enlevé, soit définitivement réglée et, dans ce but, il saisira certes de la cause contentieuse le tribunal arbitral.

Or, par ce qui précède, il ne faut nullement se casser la tête sur la question de savoir si le droit d'agir des Etats intéressés suffit à faire soumettre les affaires contentieuses de nationalité à l'arbitrage. Donc, en aucun cas, il ne semble nécessaire de recourir à un arrangement supplémentaire.

D'après mon avis, aucun des points de vue principaux du nouveau projet de convention ne nécessite de nouvelle réglementation aussi longtemps que les règles d'ailleurs suffisantes de la convention de Rome sont en suspens. Si précis et si parfait le nouveau règlement projeté soit-il, il est toutefois prématuré, de plus, il met en péril le succès des démarches encore à entreprendre afin que la réglementation fondamentale, savoir la convention de Rome, entre en vigueur.

En vertu de tout ce qui précède, j'ai l'honneur de proposer, au nom de la Fédération hongroise, de nous contenter de la première partie du projet de résolution de l'Association

allemande en Tchécoslovaquie et de remettre la discussion de la seconde partie du projet à des temps meilleurs, éventuellement au temps où la convention de Rome sera déjà entrée en vigueur.

Je propose donc que la première partie du projet de résolution soit adoptée, de ne pas accepter la seconde, et d'écarter du texte les deux derniers Considérants.

SPEECH

held the 1st Oct, 1925 at the XXIII. Interparliamentary Conference in Washington. (Agenda: General debate on the Secretary General's report.)

Gentlemen! The annual report, which is a masterpiece and the most brilliant work of its illustrious author, the honorable General-Secretary of our Union, devotes a conspicuous part to the League of Nations. This report sketches the difficulties which are to be surmounted and accentuates the results achieved, notwithstanding the numerous difficulties and the shortness of time.

I am one of those who are most enthusiastic about the great ideas written on the standard of the League of Nations and I am convinced in my heart that the victory of international understanding, of right and justice in all international relations, the cancelling of war forever as a human institution and the realization of the idea of international arbitration, are the highest ideals, to fight for which is itself a glory and the establishment of which will ennoble human life.

But I am exceedingly sorry to state, that the League of Nations in its actual organisation is absolutely unfit to fulfill some of its important tasks, particularly those connected with the protection of racial, linguistic and religious minorities, a task however taken up spontaneously by the League of Nations.

We all know very well that on the free soil of America there are many who don't understand and appreciate the problem of the minorities of Europe. May I emphasize the fact, so important for the minority problem, that in Europe there are 40 million people, belonging to national minorities, that is to say, 40 million people are subjected to the sovereignty of another race, and the peace, happiness, liberty and

the possibility of free development of these millions depends entirely on the adequate solution of this problem.

Therefore, is it possible to speak in Europe about the peace of souls as long as the minority problem is not satisfactorily solved?

From another point of view, I must call the attention of the Americans to the fact that the mixing of races and religions in America is quite different from that in Europe, and this is probably the reason why most of the American people stand aloof from the question of minorities. The immigrants came to America quite spontaneously, they sought a new home instead of the old one on their own account, and it is quite natural, therefore, that the immigrants must assimilate, completely americanise themselves, and it was impossible for them to establish a separate legal situation in the frames of the homogeneous American people.

The European minorities are on the contrary the natives of the countries they inhabit, and they were put by historical events, not depending on their will – the arising of new states, the alteration of boundaries etc. – under the domination of a foreign state. Moreover, in most cases they were put under this foreign domination not only without their consent but even against their will. Taking for instance the case of my own country, two thirds of the inhabitants were separated from the Hungarian state by the injustice of the Trianon Treaty, and one third of the pure Magyars have been placed under foreign rule. And now these native inhabitants, for instance these Magyars, who have lived for a thousand years on their respective territories, are to be delivered against their expressed will to the arbitrary power of foreign races? Can this state of things correspond to the purer ideals of liberty as understood and valued in America?

I beg you to study the problem of European minorities from this point of view and then its huge importance will be thoroughly comprehended by the great nation of America.

The victorious Principal Powers were aware of the great importance of this problem and therefore they obliged the new or enlarged states, enriched by the territories of other

states, to respect the rights of the minorities. To oblige them in this way was the more necessary, because the peace treaties, which fixed the new boundaries, have been one-sidedly forced upon the defeated states and no discussion of the conditions of peace was allowed either to the mutilated countries or to the inhabitants of the transferred territories.

The great importance of the Minority Treaties concluded by the Principal Powers and the so-called Succession-States in 1919-1920, lies in the fact that these treaties made the case of the racial, linguistic and religious minorities an international affair. The so-called Succession-States pledged themselves not only to embody the regulations of the Minority Treaties in their fundamental laws, with the additional obligation that all acts of the Governments or of the Legislatures contrary to the above treaties shall be void, but consented to the placing of the guaranteed rights of the minorities under international protection, exercised by the League of Nations partly through its Council, partly by way of the Permanent International Court.

As to the amount of rights granted to the minorities in these international treaties, they are, taken as whole, quite satisfactory, though the treaties show several deficiencies. Such a deficiency is for instance that the use of the minority languages is guaranteed before the courts of justice, but it was forgotten to afford the same right to them before the officials of the local administration, though this is even of a greater importance than the former. A further deficiency is that some phrases of the minority treaties are very vague. There is for instance in these treaties an article guaranteeing to the minorities living in considerable number together the right to be afforded adequate facilities to educate their children in their mother-tongue.

But neither is this „considerable number” precisely defined, nor are the facilities clearly stated, so that in most cases these vague expressions are subject to the arbitrary interpretation of a violent majority. A manifest sign of this insufficient regulation is that these international treaties don't guarantee the right of self-government to minorities living

in compact masses. There are only some exceptions, as for instance the autonomy of the Ruthenes in Czechoslovakia and that of the Székelys and Saxons in Roumania. But it should be at once noted that even these exceptions are without any value, because they never were put into practice.

I don't continue this enumeration, but it is evident from these examples that the material right of the minorities, as codified in the Minority Treaties is deficient and rather narrow. The Hungarian state had for instance, already in 1868, guaranteed rights to the minorities on a considerably broader basis, spontaneously and without any external pressure, than those contained in the Minority Treaties, which were granted to the Succession States by the wisdom of the Principal Powers. Nevertheless, we must content ourselves with this first step as a minimum of minority rights, because they contain the right to life and liberty, the right for members of minorities to be acknowledged as full citizens of the state, the right to equality before the law, the right to establish schools, to use their mother-tongue and have a certain freedom for cultural development – in a word, there are guaranteed those fundamental rights in the possession of which the minorities are capable of reaching at least a certain cultural standard and of enriching with this their own country as well as the whole of mankind.

It is only deplorable in the matter, that these minority rights are scraps of paper, for to secure them internationally nothing else has been done but to put them under the protection of the League of Nations, whereas practice has proved this protection as absolutely valueless. The League of Nations does not assert this protection on its own initiative, and the minorities themselves have neither the right nor the means to claim or to enforce this protection.

The so-called Succession States which without exception follow imperialistic policies, were not very willing to sign these Minority Treaties but could not avoid it, because this was the primary condition of their territorial accretion. As the League of Nations does not in any case control whether the Succession States really afford to the minorities the rights guaranteed to them, but declines consistently even to deal

with the complaints of the minorities, the Succession States are trying to disengage themselves from the lawful restrictions to their sovereignty contained in the Minority Treaties; moreover, some of them forbid their minorities to address complaints to the League of Nations. The Succession States are free to do it, the more so, because the way to any legal remedy is barred for the minorities even if their own authorities did not prevent them from complaining.

The Minority Treaties enable every member of the Council of the League of Nations to call the attention of the Council to the violation of any of the duties fixed in the Minority Treaties, or to the danger of such violation, in order that the Council may take adequate measures. Moreover, the Minority Treaties declare that every contested minority case should be handed over to the Permanent International Court on the request of any of the members of the Council; there is no appeal against the decision of the Court. Thus the members of the Council have the exclusive right to propose obligatory proceedings before the Council of any infraction as well as to assign a case to the Permanent International Court for final decision.

As we know, members of the Council of the League of Nations are, beside the Principal Powers, the Little Entente and some Neutral powers, whereas the defeated Central Powers are not represented at all, though the greater part of the minorities are living on territories which belonged formerly to the Central Powers. It is clear, therefore, that the members of the Council in general don't feel themselves induced to stand up for minority cases and if anyone is found who would be willing to put before the Council the case of some minority, he finally retires, because he is afraid of the resentment of the Succession States against which such complaints are directed. So it happened that though thousands of complaints were addressed to the Council, the latter has - strange to say - only dealt with two cases in five years, as it is stated on page 31 of a booklet published by the Secretary of the League under the title: „La Société des Nations et les Minorités”. It can be objectively stated that the way through which the minority complaints should reach their competent

authorities is impracticable. The Council takes good care that this road should remain impracticable, and if possible should become even more impracticable. Numberless are the requests addressed to the Council in order to appoint a permanent Committee which should deal with minority matters, but the Council consistently refuses this suggestion. Instead of this, the President of the Council, together with two members, peruses from time to time the complaints deposited in the Secretariat, to decide by this summary examination whether there is a complaint which is to be dealt with by the Council. This first proceeding serves to decide whether the complaint is acceptable at all, because there are severe, sometimes even arbitrary conditions in this respect. For instance a complaint is to be refused, if it is written in violent language. If a complaint is accepted, it will be banded over to the state the actions of which are complained of and the answer of that State, together with the complaint, will be communicated to the members of the Council in order that if any of them should eventually desire the Council to deal with the question, he should have the opportunity to express it.

Should no member of the Council do so, then the matter is buried. Since the members of the Council always content themselves with the declarations of the respective states, and the discussion of the case is never requested by anybody, all complaints addressed to the Council almost without exception go straight to the Archive of the League.

Such is the comical rôle played by the League of Nations, the appointed protector of the racial, linguistic and religious minorities.

Whereas the League watches with the greatest apathy the struggles of the minorities, in other directions, it takes care to repeat from time to time the principle that it is a duty of the minorities to be loyal citizens of their respective states. The League of Nations finds time enough to emphasize repeatedly this duty of the minorities, but doesn't care whether those states which request so authoritatively this loyalty do fulfil towards the minorities their obligations of an international character.

And now let me point out the newest, almost morbid symptom of this systematic refusal of the complaints of the minor-

ities. According to the newspapers, the Council decreed at its session of the 25th June that in the commission appointed for the summary examination of the complaints of the minorities, no member of the Council can take part who is in some way concerned with the case dealt with, being akin or a neighbour to the complaining minority. This is a preventive measure for the time when one of the former Central Powers will be a member of the Council, because, for instance, the time is very near when Germany will be a member not only of the League but also of its Council. In this way the possibility will be removed, that one of the former Central Powers as member of the Council should stand up for the cause of the minorities. Logically, this decision will probably be followed by another one, that is, that such a member should not only be excluded from the preliminary deliberations but also will be deprived of the right to request the obligatory discussion of the case by the Council. In a word the League of Nations, the protector of the minorities, systematically follows the way of refusing protection to the minorities and of artificially defending the majorities. How long will the influence of those factors which act quite contrary to the ideals of the League, in the Council of the League of Nations, prevail? This influence is suggesting to the League of Nations that the rights guaranteed to the minorities will endanger the sovereignty of the states. What kind of sovereignty is that which is endeavouring to oppress and deny human rights by means of violence applied to minorities? According to my opinion the sovereignty of the states is only the instrument to raise peoples and individuals to a higher standard and make them happy. The public and human rights granted to the minorities, are no barriers to sovereignty, the strongest and most dangerous barrier is the discontent of the citizens. To connect, as is repeatedly done, the question of sovereignty with the rights of minorities, serves no other purpose than to veil the imperialistic policies based upon the oppression of other races.

I pointed out the fact that the complaints cannot reach the Council of the League of Nations. Not even this would matter if the complaints could reach the other forum, that is to say the International Court in the Hague, which being of no poli-

tical nature but exclusively of a legal one ensures thus more confidence. It is a pity that the road leading to this high and honourable Court is also impracticable. There are two possibilities of transmitting a contested minority case to the International Court. Firstly on the proposal of a member of the Council, secondly, if there are two states concerned, on the unanimous proposal of both. I have already pointed out that the League of Nations artificially and cleverly avoids dealing with minority matters and so is unwilling assign any case to the International Court. As to the interested states, it is also actually impossible to start unanimous proceedings, because each of the Succession States refuses rigidly to go before the International Court. This happened for instance in the case of the Hungarian optants of Transylvania, because it was in vain that Hungary consented that the question of the confiscation of the estates of these optants should be put before the International Court for final decision; Roumania not only refused the same, but did not even consent to ask for the opinion of the Court.

The sad reality is, that the treaties guaranteeing the rights of the minorities are really scraps of paper, because the way to bring complaints and contested cases of minorities before the appointed international institutions is completely barred. The whole of Europe is loud with complaints that the Succession States don't fulfil the Minority Treaties, but there is nobody to listen to them, because the way to remedies is barricaded by formal regulations, which do not serve any other purpose but to make ridiculous the rights of minorities, in artificially preventing the complaints and contested cases to reach their competent judges.

This systematic isolation results in a formal terror on the minorities. The defenceless minorities are handed over to the arbitrary power of the states, under the domination of which they were placed against their will. I assert, and there; are millions asserting the same with me, that no article of the minority treaties is fulfilled, that the minorités are oppressed, that they are degraded to second classed citizens, deprived of the use of their language, they estates and farms being confiscated under the title of land reforms, their schools closed or denationalized. The citizens belonging for minor-

ities are removed from their offices, deprived of their salaries and pensions, disturbed in the free practice of their professions, in their cultural and spiritual intercourse; in many cases even their citizenship is not acknowledged and they are driven out of the country. This sounds like mere rhetoric, but hundreds of thousands of such cases could be proved.

All this struggle however is in vain, because it is impossible to reach the international authorities whose duty it should be to do justice. If the League of Nations does not want to lose the trust placed in it by millions of people, it must seek to alter its methods applied to minority cases. If it has undertaken the protection of minorities, it must comply with it.

First of all it must alter its methods, which ridicule the rights and the protection of minorities. The reform of the procedure in minority matters cannot be delayed any longer and the keystone of this reform must be, that the right to propose compulsory proceedings in minority matters should not be in the future the exclusive right, almost the privilege of the members of the Council, but this right should be exercised by all the states, at least by those which are members of the League. Further, it is absolutely necessary that the same right should be afforded to the minorities themselves or at least to their central representative organisations.

For only in that case could we speak of a real defence of minorities if the minorities themselves can claim independently their rights. It is impossible to uphold any longer the present system, according to which it is but an act of grace if the complaint of some minority is examined by the competent international authorities. According to this system, a minority has to go like a beggar to some member of the Council, to have its case placed by this member before its competent judge. The independent juridical personality of the minorities must be acknowledged as well in their respective states as in international relations and the right and possibility should be granted to them, to start proceedings directly before the competent international Court and to

produce in contradictory proceedings their complaints and evidences by means of their self-elected representatives.

The peace treaties are a caricature of the Wilsonian principles, they were not reached by way of consent, but are one-sided peace-dictates. The situation thus created can only be maintained if peoples cut away from their mother countries against their will are treated fairly. Therefore it is necessary at least that their guaranteed rights should be afforded to the minorities. The League of Nations has taken up this task, but has not fulfilled it up to the present. If the same happens in the future, if it permits in the future that the minorities should be put before the dilemma of being either assimilated or annihilated by the majority, the idea of the revision of the peace treaties will break through with elementary force. The millions of discontented minorities would only bear the present state of things if the minority treaties were applied honestly and adequately; on the contrary, if this should not take place the idea of revision would irresistibly break through, this categorical command for the reparation of the terrible injustices done by the peace treaties. The impossibility of putting in practice the minority treaties, the cruel oppression of minorities throughout Europe, have ripened the necessity of the reform contemplated in article 19 of the Covenant of the League. It is not only I and not only the minorities who state this but there are in increasing numbers members of the majorities who understand that the principle mentioned in the introduction of the Covenant of the League of Nations is not realized. This introduction of the Covenant declares that in the intercourse of organized nations the rule of justice and the conscientious fulfilment of all treaties should be assured. There are two means to solve this dilemma. The first one is that the League of Nations should quieten the minorities and open the way to repair their wrongs, the other one, to revise in a just and unanimous way the peace treaties. If the League of Nations does not hasten with the remedy, the second alternative will necessarily occur. This will be requested by the awakened public opinion of the world.

This revision must be twofold. It must comprise the revi-

sion of the peace treaties as well as the revision of the Covenant of the League of Nations. The primary crime committed by the peace treaties was that not the nations had settled their fate but the will of some powerful politicians was pressed upon the world. In these treaties the principle was neglected that no territory can be transferred from one state to another without the consent and against the will and the interest of the people who inhabit it. The revision of the treaties can be based upon no other principle but upon that of the self-determination of the nations as interpreted by President Wilson as follows: „The settlement of every question whether of territory or sovereignty upon the basis of the free acceptance of that settlement by the people immediately concerned.”

The revision must comprise further the readjustment of the Covenant of the League. The League must be made into what it is meant to be – to the free Union or free Nations. The League of Nations in its present form is an one-sided federation of the victors, the chief task of which is to conserve the state of things as created by war-mentality, ignorantly, violently and hastily, the unsuitableness and instability of which is proved by the constant and endless sufferings of the nations of Europe. The clause of unanimity in the Covenant, the eternal immobility as codified in article 10 of the same, the on-sided organization, the overwhelming power of the Council and a number of such unsuitable dispositions, which have no other purpose than to perpetuate the oppression of the defeated nations and the state of things created for the profit of the victors by the Paris treaties: all this serves to conserve this fatal rigidity. The peoples themselves must have a voice in the League of Nations, and if the executive power of the League should remain in the hands of the representatives of the Governments, the League must be completed organically by a World's parliament, formed from the delegates of the nations, and in this way remedy the deficiency of this institution, namely that the League of Nations is up to the present only a federation of the Governments and has as yet no organ to represent the living conscience of the peoples.

The League thus reformed could constantly and successfully serve the universal great interest of humanity, the sacred

case of international understanding and the sublime idea of the cancelling of war. Should the League be organised in this form the world would not re-echo the woes of the oppressed minorities and the great injustice could not happen that the defeated nations are since years disarmed whereas the victors are increasing their armaments almost cynically.

DISCOURS

prononcé le 6. Octobre 1925 à la XXIII. Conférence Inter-parlementaire à Washington.

(Ordre du jour: réduction des armements.)

M. le Président, Mesdames, Messieurs. Les pays vaincus dans la guerre mondiale ont été contraints par les traités de paix à un désarmement complet. En conséquence, ils sont incapables non seulement d'attaquer leurs voisins, mais ils sont dépourvus même de la possibilité de défendre leur frontière contre une agression. D'ailleurs, ils ont été contraints d'abolir le service militaire obligatoire, d'abandonner l'aviation, de renoncer à l'usage des sous-marins, alors que les vainqueurs ont maintenu complètement le système de leurs armées. Donc, la situation présente divise les peuples injustement en deux catégories: celle des pays armés et celle des pays désarmés, des pays menaçants et des pays menacés.

Pour supprimer cette disparité, il est urgent d'appliquer le principe exprimé dans l'article 8 du Pacte de la Société des Nations à tous les Etats sans distinction. Cet article détermine que chaque Etat a le droit de posséder une force armée suffisante pour garantir sa sécurité nationale et l'exécution des obligations imposées par une action commune. Il n'est pas à nier qu'à l'heure actuelle les Etats vainqueurs possèdent une force armée qui dépasse fortement le maximum stipulé à l'article 8 du Pacte, tandis que les Etats vaincus sont non seulement dépourvus de ce maximum, mais sont encore empêchés de se servir de leur force armée pour leur propre défense; car, selon les Traités de paix, ils sont obligés de ne se servir de leur force armée qu'exclusivement pour le maintien de l'ordre interne sur leur territoire. En cas d'agression, ces Etats ne peuvent pas se défendre à main armée.

Les pays vaincus ont complètement désarmé, les Etats vainqueurs, par contre, ne songent nullement à une réduction de leurs armements. Ils les développent, au contraire, ils les augmentent davantage dans une mesure même qui menace déjà, non seulement les vaincus désarmés, mais tous les Etats inférieurs au point de vue de leurs armements. De sorte que l'Europe actuelle compte plus d'hommes sous les armes que celle d'avant-guerre.

De quel droit les vainqueurs exigent-ils l'observation rigoureuse des Traités de la part des vaincus, quand eux-mêmes en négligent une des dispositions fondamentales: celle de la réduction des armements? Non seulement ils négligent cette disposition, mais encore ils augmentent leurs armements, ce qui est en contradiction flagrante avec toutes les promesses insérées dans les traités de paix.

Pour prouver l'immense différence créée entre vainqueurs et vaincus, qu'il me soit permis de faire mention du fait que les armées mobilisées de la Tchécoslovaquie, de la Yougoslavie et de la Roumanie dépasseraient aujourd'hui 5 millions d'hommes et, même en temps de paix, l'effectif des trois Etats successeurs se chiffre à 600.000 hommes, tandis que la Hongrie mutilée, entourée de ces Etats, n'en a que 35.000, et il lui est défendu d'augmenter ce nombre.

Il est donc excessivement urgent que les Etats vainqueurs réduisent leurs armements en proportion et au même degré de force armée que les Etats vaincus dont les armées sont déjà réduites par les Traités de paix. C'est la seule solution juste, de même que la solution la plus simple, parce qu'alors la question du désarmement perd son objet et que le désarmement général offre en même temps la plus grande et la plus efficace garantie pour tous contre une agression d'un peuple quelconque.

Nous sommes tous pénétrés d'estime et de reconnaissance pour la Société des Nations, nous reconnaissons sa haute autorité et les services remarquables qu'elle a déjà rendus au rétablissement du monde, principalement par l'assainissement de la situation économique des pays les plus atteints. Mais si la Société des Nations succombe dans la lutte

contre cette négation du désarmement qui règne encore aujourd'hui, contre cette phraséologie équivoque qui déclare hautement vouloir le désarmement mais qui, en réalité, s'efforce de soulever toujours de nouvelles objections, de nouveaux obstacles au désarmement, alors aucun autre succès ne pourra sauver son autorité et regagner la confiance du monde. Cela est d'autant plus regrettable que la question de la réduction des armements qui, dans le Pacte, a été traitée sans aucune relation avec les autres questions, se trouve liée maintenant à la question de la garantie mutuelle, question excessivement difficile à résoudre.

En ce qui regarde les deux projets de résolutions présentés à nous, je les accepte volontiers parce que je les considère comme des pas, bien que modestes, tendant pourtant vers une juste direction, vers ce but que nous devons atteindre et que nous n'atteindrons peut-être jamais si nous poursuivons davantage la voie retardative que la Société des Nations a poursuivie dans cette question jusqu'à présent.

SPEECH

held the 13st Oct. 1926 at the XXIII. Interparliamentary
Conférence in Ottawa. (Agenda: national minorities.)

Gentleman, Just as the League of Nations stands in the service of international understanding and peace, our Interparliamentary Union, like the League of Nations Union, serves the same purpose. The official representatives of the governments in the League of Nations as well as the delegates of the parliamentary groups of the various nations in our Union, and the representatives of the societies of the various countries in the League of Nations Union, are working for common ideals and common ends. These three different organizations of the world's peoples are engaged alike in the great international problems of the present day, and through their activities the views of the world as expressed through the governments, parliaments and societies respectively, are defined. It has become a practice not only in our Union but also in the Union of the League, to outline our own standpoint in all questions put before the League of Nations, and to communicate our carefully drawn up resolutions to the League of Nations for the sake of information, the more so, as these resolutions have an advisory character. It is still a question, if some sort of organic connection will be established in some time to come between the League of Nations on the one hand and these two Unions on the other, since recently it has been stated ever more frequently that our own Interparliamentary organization - with some adjustments - should be called upon to enter into organic co-operation with the League of Nations in such a way that the present organization of the latter shall be the Executive of the League, whereas our Union shall be transformed to a Legislative of the League of Nations as a sort of World Parliament.

Apart from the possibilities of future development, it is interesting and instructive to watch the above mentioned two Unions going on parallelly with the work of the League of Nations and to see how these different organizations, comprising in themselves the whole of humanity, look upon the great contemporary problems. I desire in particular to give a short survey of the views of the above mentioned Unions on the matters of the racial, linguistic and religious minorities, which problems have already become an integral part of international law, and to show what standpoints have been taken up and in what way the two Unions would influence the League of Nations, in the first place, and then the general public in these important problems.

In the international treaties concluded by the victorious Principal Powers with the so-called Succession States, known usually under the name of Minority Treaties, the rights granted to the national minorities were placed under the protection of the League of Nations. The League has for this end two different organs: the Council of the League of Nations and the Permanent Court of International Justice in the Hague.

How slackly the League of Nations is exercising this protection of minorities conferred upon it, is shown by the fact that the Prague Conference of the League of Nations Union in 1922, as well as the Vienna Conference in 1922 of our Union, considered it necessary explicitly to call the attention of the League of Nations to its obligation to supervise the execution of minority treaties and to ascertain whether the minorities are in possession of the rights guaranteed to them. The League of Nations Union even expressed its opinion that the treaties concerning the rights of minorities should be applied with the utmost generosity, peacefulness and moderation.

Our Union, as well as the League of Nations Union, is convinced that the rights of the minorities should not only be protected in the states which are bound by international treaties. It is necessary to draw up a General Convention of all states of the world for the protection of the minorities. Both Unions made proposals to this effect to the League of Nations; our Union in its Copenhagen Conference in 1923, and the League of Nations Union in Prague in 1922 and in Vienna in

1923. The League of Nations Union restricted itself to the outlining of certain principles, whereas our Union has tabulated point by point all the rights and obligations of the minorities in a declaration based upon the excellent work of our colleague, the Swiss delegate M. Usteri. This declaration has been distributed to all the parliamentary groups of our Union as propaganda material in their respective countries. The nucleus of the declaration is based upon the main points of the Minority Treaties of 1919 and 1920, with some important modifications. So for instance this declaration emphasizes the right of every citizen to choose freely, without any constraint and without being exposed to any disadvantage, whether he desires to belong to the national majority or to one of the minorities. This seems a necessary reform, because abuses are observed in increasing number, members of minorities in consequence of the sounding of their names or some other criteria being treated by the different governments as if they belonged to the majority. This is manifestly done for the purpose of falsifying the statistics of minorities to their disadvantage, or for the purpose of depriving minorities of certain rights connected with their number, as for instance the maintenance of schools or the use of the mother-tongue of the minority as a school-language.

It is also a very important innovation of this declaration that it claims the perfect equality of all citizens in the franchise as well as in the application of the land reform, without any restriction of race, religion or language. The emphasizing of this principle seemed necessary, because lately a widespread practice has arisen of setting aside the minorities with regard to the franchise and to the land reform, depriving them of rights granted to the majorities. Further it was stated in this declaration that the free use of the mothertongue should be granted to the minorities not only before the Tribunals, but also in the local boards and in their relations with the administration. It was requested in the declaration that the legal status of the schools maintained by the minorities should be equal to that of the schools maintained by the majorities. It was declared that the possession and the free use of the various endowments or properties intended for the

upkeep of their religions and educational institutions must also be assured to the minorities and if necessary, restored to them. The declaration contains further the earnest admonition to the different states to take into account in their political administration the state of feelings of nationals belonging to minorities and to establish a system of government which shall give satisfaction to all their nationals. Though this declaration implies no evolution beyond the political situation of the minorities as outlined in the treaties of 1919-1920 – it does not, for instance, deal with the question of self-government – yet it expresses more exactly the rights of minorities, as stated in the international treaties up to now, and proposes important safeguards against abuses of the majorities observed in the time which has intervened. The value of this declaration is greatly increased by its perfect impartiality, which is proved by the express stating of the principle, not contained even in the treaties of 1919-1920, that nobody belonging to a minority is liberated from the duties imposed by the Constitution and the laws of the state, and in this way the declaration emphasizes the lawful claims of the majority too. The last conclusions of the declaration are particularly valuable. These conclusions explicitly require that every state joining this convention should agree not only to recognize the fundamental principles included in this declaration, but also to adopt measures which shall ensure their execution.

Considering the barren work of the Council of the League of Nations in minority matters and in view of the fact that this Council meets but rarely, and is thus physically unable to deal adequately with all affairs and complaints of the minorities, the League of Nations Union as well as our Union has repeatedly requested the Council to appoint a Permanent Committee to study minority affairs, to investigate on the spot the complaints of the minorities and to make adequate proposals. In the resolutions of the Copenhagen Conference of our Union the respective principles are laid down. Our Conference proposed that this Committee should be formed of three members, of the Council of the League of Nations and officials of the Secretariat not being eligible. The sphere of activity of this Committee should comprise all minority matters from the

legal as much as from the social point of view. All matters – duly prepared by the Secretariat – should be transmitted to the Permanent Committee for examination and report to the Council. The Committee may, if necessary, institute an inquiry on the spot, and it shall submit its report in each case to the Council as soon as possible. The Council shall decide whether a complaint shall be considered to be unfounded, or whether it shall give rise to a recommendation.

The Copenhagen Conference dealt also with the question of the so-called Paritative Committees, to be formed as mixed commissions from the delegates both of the majority and minorities, with the task of settling all quarrels arising between them. These commissions should surely show the way to mutual understanding and would no doubt diminish the number of complaints presented to the League of Nations. The Conference directed the attention of its various parliamentary groups to this proposal.

The Vienna Conference of the League of Nations Union put forward the idea of a similar institution but of international importance, namely that several states interested in the same minority questions should form international mixed commissions and through them reach common agreements.

The League of Nations Union dealt in its Conference in Vienna and in Lyons with various other aspects of the question of minorities. Out of a number of resolutions regarding this question I will mention the following most important ones:

The League of Nations has repeatedly emphasized the peculiar importance that all cases should be put before the Permanent Court of International Justice, since this high judicial institution deals with perfect impartiality and independence, not being subject to any political influence. The League of Nations Union likewise called upon the Council of the League to ask for the opinion of the Permanent Court of International Justice in all minority cases of a legal character. Further, that the right of decision should be conferred upon the Permanent Court of Justice in all cases in which it was proved impossible to bring the parties to a compromise, as well as in all matters regarding the application or inter-

pretation of the Minority Treaties, if the members of the Council could not come to a unanimous resolution.

The resolutions passed by the League of Nations Union concerning the proceedings in minority cases, are also of the utmost importance. Starting from the fact of how insufficient and unsatisfactory the restriction is, that only the Council of the League of Nations, through its members, has the right to order proceedings in a minority case, the Union laid particular stress upon the necessity that the right of initiating an obligatory proceeding in some minority case should not be confined to members of the Council, but should be granted to all states members of the League of Nations and moreover to the minorities themselves or at least to their great central organizations. The Union also proposed that in all minority cases put forward by the Permanent Committee to be appointed to assist the Council of the League of Nations, there should be obligatory proceedings. Finally it was pointed out by this Union that the proceedings in all minority cases should provide for the hearing of both parties, and the necessity was accentuated that the Council of the League of Nations and the Permanent Court of Justice respectively should in minority cases from the beginning, that is, immediately after having received the complaint, take precautions against irreparable damages to the complaining minorities.

There are besides this some other details of the minority question with regard to which the League of Nations Union handed over several requests to the League of Nations. It emphasized its desire that minorities of the same race, living in well-defined and sufficiently homogeneous groups should be provided with the right of local selfgovernment. The Union expressed its desire that where minorities are living in considerable numbers the language of this minority should be used in every office parallelly with the language of the state, and wherever the minorities are living dispersedly every official communication should be made in their language. The League of Nations was also asked that where it is practically possible the children should be educated in their mother-tongue. Further, that it should put a stop to the tendencies of several agrarian legislations aiming at an unequal treatment

of the minorities. The Union urged very seriously that the falsifying of statistical facts or the false grouping of statistical data with the object of proving that the minorities do not attain the number required to introduce into the schools their mother-tongue as an educational language, should not be allowed.

There, ladies and gentlemen, are the proofs that the Interparliamentary Union and the League of Nations Union pay close attention to the fate of the minorities and urge with sufficient energy the League of Nations and in the first place its Council, the professional protector of the minorities, to fulfill their duties conscientiously and correctly.

And now we shall cast a look on the results of all these requests, petitions, proposals delivered to the League of Nations. Of course the result is very meagre.

The Council of the League of Nations refuses firmly to appoint a special Minorities' Committee for the more careful study and for local investigation of minority cases. Instead of this, the President of the Council, together with two members of the Council, takes from session to session a short survey of all complaints handed over to the Council and of the answers given to them by the respective states. By means of this survey it is decided whether the Council should discuss the case or not. The result of this survey is unfortunately always the same. The Commission after having dealt summarily with the complaints, invariably acknowledges the answers of the state whose action is complained of, and refuses to take any further proceedings. And with this the case is buried in the archives.

All the other proposals and initiatives of the two Unions were treated in the same way by the Council of the League of Nations and no suggestions were ever taken into consideration.

The Council of the League of Nations clings with the utmost rigidity to the existing regulations in minority matters. These regulations provide that any minority case can be dealt with by the Council only on the express desire of one of its members, and that any contested minority case can be transferred to the Permanent Court of International Justice only on

the initiative of the Council. And as the members of the Council have never made use up to the present of their privilege, neither the Council nor the Permanent Court of International Justice occupy themselves with minority cases. The complaints are made in vain, in vain the carefully prepared propositions; and all the paper and ink telling the tale of the sufferings of the oppressed minorities serve no other end than to enlarge the archives of the League of Nations. The complaints themselves remain unanswered.

It is natural that the minorities, having received no sympathy from the Council of the League of Nations, cease more and more to hand in any complaints, but the exasperation in the soul of the oppressed grows steadily and prevents the building up of the true spirit of peace.

And now we will have a look at the draft resolutions presented to this Conference by our Permanent Committee for the Study of Ethnic and Colonial Questions. There are two proposals. The first is a revival of the resolution concerning the Paritative Committees passed by the Copenhagen Conference, whereas the second urges the League of Nations to refer to the Permanent International Court of Justice all contested minority cases, particularly those relating to the application or interpretation of minority treaties, whether for its advice on litigious points or for a definite solution.

Of course both proposals will be passed.

Naturally I am ready to accept the first too, since it is nothing else but the revival of a former resolution of ours. I accept it notwithstanding the fact that in my opinion this resolution will have no result at all, even if these Paritative Committees should be appointed by the League. Of course I do not deny that the underlying idea is very good and useful and I acknowledge that the mutual understanding between majorities and minorities could be particularly deepened through these Committees. No, these Committees are worthy of all praise the rapporteur lavished upon them. But I think that all the same this institution will have no result at all, because the majorities, particularly the majorities of the Succession States, are already accustomed to the existing state of

affairs, i. e. that nobody cares for the rights of the minorities, as laid down in the international treaties, and the international institutions appointed for the purpose neglect their duty of control. Without international control these states are able to follow their imperialistic policy in oppressing their minorities and this policy cannot be stopped by Paritative Committees, subjected to the sovereignty of these states. I am convinced that only through a thoroughly organized international control and responsibility could they be induced to comply with their obligations. All Paritative Committees, if not internationally organized, would be feeble and ineffective against unchained imperialism.

As to the second proposal I accept it readily and with the deepest satisfaction. The only hope of the minorities was always this independent and unprejudiced International Court of Justice. They hoped and hope from this high legal institution for relief from their sufferings. But will this resolution of our Union have any result? Will it not share the fate of our former requests handed over to the League? It will be buried in the archives of the League as all our former petitions have been buried!

As to me, I have lost all my confidence in the League as the professional protector of the minorities. The League has shut itself up behind formal proceedings in all minority matters, and thus prevents all minority cases being handed over to the competent international organs. I think the time has come thoroughly to revise the organization of the League of Nations and to bring reforms about, in order to make this institution able to accomplish its great duties, particularly the protection of the minorities.

On the leading principles of this reform I have already stated my opinion in the General Debate, and so I do not wish to repeat myself. But I cannot finish my speech without proposing to you to make a last attempt to induce the League of Nations, even in its present organization, energetically to protect the rights of the minorities, and to do everything in order that all complaints of the minorities, all contested minority cases, and particularly all legal disputes relating to the application and interpretation of the minority treaties, should

be dealt with by the competent international organs, the Council of the League of Nations and particularly the Permanent International Court. The barricades by which these two international institutions are isolated from the minorities should be cleared away. This cannot be done by other means than by an adequate reform of the minority proceedings. The exclusive right of the members of the Council of the League of Nations to initiate obligatory proceedings in minority matters before the Council or the Permanent Court of International Justice should be extended to all members of the League of Nations and to the minorities themselves. Moreover the proceedings should be surrounded with every security for the hearing of both parties, in order that the minorities may freely report upon their wrongs and produce their proofs.

Without this reform of the proceedings in minority cases the treaties dealing with the protection of minorities will always remain scraps of paper, without any living and compelling force.

Should this last attempt of ours remain unsuccessful and should the Council of the League of Nations cling firmly to the existing procedure in minority matters which makes almost every national minority in Europe defenceless, then it seems impossible to maintain the League of Nations in its existing organization and the institution itself must inevitably be reformed.

Annex.

DRAFT RESOLUTIONS

presented by the Permanent Committee for the Study of Ethnic and Colonial Questions.

I.

Seeing that there exist in most European States mixed populations comprising majorities and minorities of race, language or religion;

seeing that these conditions are liable at times to create difficult and intricate problems which it is essential to solve as far as possible by direct agreement between the majority and the minorities;

seeing that the resolution of the XXIst Conference recommending the institution of *Paritative Commissions* for the solution of minority problems has not received the desired consideration,

the XXIIIrd Inter-Parliamentary Conference, in the interest of European peace and of good understanding between majorities and minorities in States having a mixed population,

again calls the attention of the Groups to the services which might be rendered in countries with minority problems by Paritative commissions composed of an equal number of representatives of the majority and of one or other of the minorities and adapted to the conditions and to the various needs of the country, with the task of suggesting just solutions of the questions under dispute with a view to appeasing conflicts.

In the opinion of the Conference paritative commissions might with advantage pursue their work either within local divisions, or in conjunction with the central institutions of the State, according to the nature of the question to be treated.

II.

Seeing that the International Court of Justice at The Hague, founded in 1921, enjoys general confidence and esteem,

seeing that the Council of the League of Nations has already applied to that Court for the solution of contestations relating to the situation of minorities, by soliciting its advice on disputed points; seeing that the treaties now in force provide for the reference of contested questions relating to the interpretation or the application of existing minority treaties to the International Court of Justice, at the request of one of the States represented on the Council of the League of Nations,

the XXIIIrd Inter-Parliamentary Conference expresses its desire that all contested questions suitable for such reference, and particularly those relating to the interpretation and the application of minority treaties, should be referred by the Council to the International Court of Justice, whether for its advice on litigious points or for a definite solution.

ADDRESS

pronounced the 9th October 1925.

(Hungarian-american banquet Waldorf-Astoria New York.)

Ladies and Gentlemen!

In the name of the Hungarian Group I respectfully salute you. Many are the cords binding us Hungarians to the people of the mighty Commonwealth of the United States of America. Some millions of Hungarians have founded new homes in that great country across the broad Atlantic and become loyal citizens of your famous Republic: the land which gave birth to *Washington* and *Lincoln* – names that will never perish so long as grateful hearts endure, nor while there are spirits embued with the holy fire of liberty: the land which struck the fetters from the slave and pronounced every man free to work out his destiny. But while our brethren have gone out from us, they are at the same time, through their relatives and friends who have remained in the old Motherland, so many connecting links between your country and *ours*, uniting together both nations with innumerable common ties and mutual interests.

We honour and love the great and free American people: that nation of *inventers*, to whose genius and tireless industry the whole world is indebted for so much that is useful – nay, even indispensable – in our daily lives. Such men as *Morse* and *Edison* have not lived and wrought in vain. And your *philantropists*, too, whose munificence has not been confined to your own side of the „Herring Pond”, but has overflowed in generous measure to the needy war-stricken peoples of Europe. Your noble men of this type are so numerous and their charity so universal that it were invidious to mention a single one of them by name: in their anonymity lies their glory.

This love and honour of ours to you-ward have been increased by the refusal of the American Legislature and Government to ratify the atrocious *Trianon Treaty* – that instrument which has so cruelly mutilated our land and inflicted such shameful injustice upon our already sorely afflicted people. And they have been increased moreover by the *Separate Peace* that you have concluded with us, in which the shocking outrage perpetrated by the Trianon Peace is not countenanced by you. And these sentiments felt on our part have been yet further strengthened by the noble and self-sacrificing conduct of your compatriots in the sad years of our downfall immediately following the war – in giving us so many proofs of your practical sympathy – and especially in supplying with bounteous hand the needs of our underfed and insufficiently clothed children.

Gentlemen!

Not one of us in Hungary ever desired the War. We were the victims of our peculiar political relations, and were forced into the vortex of mad human passions by circumstances altogether beyond our control.

In spite, however, of all the injustice inflicted upon Hungary by the iniquitous Trianon-Treaty; in spite of the fact that our beloved land has been robbed of *two-thirds* of her territory, and *two-thirds* of her population without the consent of the inhabitants of the severed parts whose fortunes are so fatally affected by the change; in spite of the injury done not only to Hungary but to *humanity* at large, in forcing millions of Hungarians of a high standard of culture under the yoke of inferior races: in spite of all these things Hungary is very far indeed from desiring to rekindle the dying embers of Hate – to rouse up again the War-Demon, who is (let us hope) beginning to slumber after so many years of ghastly activity.

With honest Labour at the helm and bright Hope at the prow, Hungary will endeavour to steer her barque out of the stormy seas of Adversity into the calm haven of National Reconstruction and Consolidation, and thereby seek to merit the approval and good-will of her neighbours and of the world in general.

In these efforts of ours the helpful sympathy of America will be very precious. In the early fifties of last century, when Hungary lay bleeding at the feet of a tyrant, stabbed to the heart by ruthless despotism and treachery, the noble American nation, who had in your very Senate listened to the burning eloquence of the homeless exile, *Louis Kossuth*, knew and understood our agony and despair. With your kindly sympathy Hungary rose as it were from the dead *then*; and with that same kindly sympathy she will arise *yet again*. As you understood us *then*, you will understand, us also *now*.

We cherish the sympathy of America in the past as a delightful memory; and therefore it is always a day of rejoicing to us whenever our nation is brought into friendly contact with the great American nation, whose Flag gladdens the eye wherever there are wrongs to be redressed, — as much as it is feared by the oppressor the world over, from the Atlantic to the Pacific, from Behring Straits to Cape Horn, from the snows of the Arctic to the sultry China Sea.

„Long may that star-spangled banner wave
O'er the land of the free and the home of the brave!”

DISCOURS

prononcé à Genève en séance du 28 août 1926 de la Commission pour les affaires ethniques et coloniales de l'Union Interparlementaire. (Exposé des motifs du projet de procédure concernant la protection des minorités de race, de religion ou de langue.)

Messieurs!

Chacun sait qu'après la guerre mondiale les Principales Puissances Alliées et Associées, guidées par un esprit aussi prévoyant que politique, ont réglé par diverses conventions la situation juridique des minorités que les divers rattachements de territoires ont fait naître dans les nouveaux Etats et dans ceux de l'Europe orientale. Ces conventions prouvent le plus clairement que la guerre mondiale qui a causé aux peuples des souffrances inouïes, n'a pas atteint son but. La plupart des Etats belligérants étaient convaincus que le manque de l'homogénéité des nombreux Etats européens était la cause principale des maux qui ont jailli dans les relations internationales avant la guerre mondiale et qui avaient constamment menacé la paix du monde. Malheureusement dans les nouvelles formations d'Etats la question des minorités se présente sous un jour plus menaçant qu'avant la guerre. J'admets tout loyalement que les Etats intéressés-grâce à leur sagesse et leur prévoyance politique, – ont compris tout d'abord ces nouveaux périls et, pour les écarter, ils ont cherché des remèdes nécessaires contre eux, en concluant des conventions spéciales pour la protection des minorités et insérant des stipulations correspondantes dans les traités de paix. Mais ces conventions et stipulations n'ont pas apporté la guérison, parce que les moyens employés à cet effet sont insuffisants. Il est vrai qu'on a assuré certains droits aux minorités et que leur situation juridique a été déclarée pour une affaire internationale qui ne relève pas exclusivement de la compétence des Etats auxquels elles appartiennent, mais on a omis d'assurer aux minorités tous les moyens nécessaires

pour *réaliser leurs droits*. C'est de là que proviennent les inconvénients et les dangers de la réglementation actuelle.

Il est incontestable que la protection efficace des minorités est un des moyens les plus surs de maintenir la paix du monde. La Société des Nations, en premier lieu s'est rangée à cette idée, en se déclarant gardienne de l'exécution des traités relatifs à la protection des minorités et en élargissant par là considérablement le sphère de son activité. Mais l'organisation et les moyens de cette protection sont jusqu'à présent loin d'être satisfaisants. Une de nos tâches les plus importantes est de les perfectionner dans la mesure du possible, afin que cette protection puisse répondre plus complètement à sa destination.

D'après les traités de paix et les conventions spéciales *seuls les membres du Conseil* de la Société des Nations ont la faculté de demander au Conseil la réparation des infractions aux traités assurant la protection des minorités, et seuls ils ont le droit de se présenter à ce sujet devant la Cour. Mais, comme l'expérience de plusieurs années nous l'a enseigné, c'est cela qui ne suffit pas. Je partage volontiers la noble opinion d'un illustre homme d'Etat suisse exprimée à la troisième Assemblée de la Société des Nations: que les membres du Conseil sont appelés en premier lieu à s'intéresser à la situation des minorités et qu'en leur prêtant tous les soulagements possibles, ils agissent dans le sens du „sentiment de la Société des Nations toute entière comme interprètes de la conscience de l'humanité”. Mais il serait faux d'en tirer la conséquence que ce soit leur droit exclusif. D'autres Etats portent aussi un vif intérêt à la situation des minorités. Et les minorités elles-mêmes sont à ce point de vue d'un intérêt tout particulier. Il faut donc leur accorder le droit de défendre leurs intérêts.

Le projet que nous venons de soumettre à votre délibération, a en vue de perfectionner, dans la mesure possible, la protection des minorités. Certes, il est très difficile d'atteindre ce but, parce que l'affaire n'est non seulement très importante mais aussi extrêmement délicate qui touche fortement la sensibilité des Etats intéressés. Mais je crois que le côté délicat de la question ne doit pas dominer son importance et qu'il ne doit pas nous empêcher d'en chercher la solution, susceptible d'assurer le développement pacifique du

monde dont l'idée nous inspire également tous. Notre projet est basé sur un double ordre d'idées. D'une part il adopte les principes de la réglementation actuelle de la protection des minorités, d'autre part il envisage son développement nécessaire. Un ordre tout nouveau de la protection des minorités, entièrement différent du droit international actuel, promettrait, en effet, aussi peu de succès qu'une réforme qui ne voudrait pas dépasser les limites du droit en vigueur. Pour rendre la situation des minorités plus supportable, il faut améliorer l'état actuel d'une façon tout à fait décisive.

Selon notre projet, les organes protecteurs resteront les mêmes qu'actuellement: le Conseil de la Société des Nations et la Cour Permanente de Justice Internationale. Les parties choisiront l'un ou l'autre, à leur gré. Une restriction qui obligerait la partie de s'adresser d'abord au Conseil et ne recourir à l'instance de la Cour que dans le cas où le Conseil aurait dénié la protection, ne serait pas avantageuse. D'une part elle retarderait la solution du différend, d'autre part elle rendrait la protection très incertaine; car, après le déni du Conseil, il ne serait pas vraisemblable que la Cour pût assurer à la partie une protection quelconque. La Troisième Assemblée de la Société des Nations elle-même, sans vouloir empêcher de recourir aux autres procédés de conciliation prévus par le Pacte, a recommandé aux parties, dans sa seconde résolution relative à la protection des minorités en cas de divergence d'opinion sur des questions de droit ou de fait concernant les stipulations des Traités des minorités, de s'adresser sans retard à la Cour.

La question la plus difficile de la protection des minorités est le règlement du *droit de demander protection*. L'état actuel, comme nous l'avons vu, est très insuffisant, car, les membres du Conseil, étant obligés de tenir compte de beaucoup d'autres intérêts, ne se décident que dans les cas les plus rares d'attirer l'attention du Conseil sur les infractions aux stipulations assurant la protection des minorités. Il est donc indispensable d'allouer ce droit *aux autres Etats aussi*. Tout Etat, membre de la Société des Nations ou non, comme membre de la grande famille des civilisés, a le droit naturel de s'intéresser aux idées humanitaires dont dépend la main-

tien de la paix du monde. De ces idées relève en premier lieu le bonheur des minorités. Il faut donc leur attribuer tous les moyens qui sont nécessaires pour l'exercice de ce droit.

Mais il faut reconnaître la faculté de demander protection aux *minorités elles-mêmes*. Les minorités ne tiennent pas seulement à bénéficier de la protection, mais encore elles la réclament. Ne serait-il pas injuste de priver du droit de demander protection ceux qui y portent un intérêt immédiat, ceux, dont les droits ont été lésés? Or, il n'y a pas vraie protection si celui dont le sort est au jeu, n'a pas le droit de se présenter devant les organes compétents et de leur demander personnellement la protection qui lui est assurée par les Traités. Il est certainement tout à fait contraire au sens de la justice que celui dont les droits ont été lésés, n'ait pas la faculté d'ester en justice et qu'il soit obligé de confier sa cause à d'autres personnes. Si ces dernières ne sont pas disposées à prendre les mesures nécessaires, ces droits restent lésés irrémédiablement. Les idées fondamentales du droit international sont la justice et l'équité. Or, ces idées exigent que tous ceux dont, les droits ont été lésés, puissent obtenir immédiatement la protection des organes compétents.

Inspiré de ces idées, le nouvel ordre du droit international reconnaît la juridiction internationale non seulement entre États, mais encore, dans certains cas, entre particuliers et États et même entre particuliers. Ce n'est donc pas la restriction de la faculté de se présenter dans les affaires de la protection des minorités devant les organes protecteurs qui est nécessaire, mais bien *l'extension de ce droit*. Voilà à quoi vise notre projet.

Quant à la procédure de notre projet je ne fais que souligner les principes généraux sur lesquels elle se base. Le principe „*audiatur et altera pars*” est rigoureusement observé. La procédure devant le Conseil est *contradictoire*, aussi bien que celle devant les organes judiciaires. Toute sorte de preuve est admise afin de connaître la vérité des faits qui composent l'infraction ou le danger d'infraction aux droits minoritaires. Pour rendre l'examen du Conseil plus approfondi et plus objectif, nous proposons de constituer au sein de la Société des

Nations une commission spéciale, chargée de s'occuper des questions de la protection des minorités.

On soulèvera, sans doute, contre notre projet l'objection qu'il propose une réglementation qui ne peut se faire dans la situation actuelle. Je ne saurais trouver juste cette objection. La réforme que nous envisageons, est non seulement possible, mais elle est absolument nécessaire pour assurer un meilleur sort aux minorités.

Il nous est totalement impossible de renoncer à ce que tous les membres de la Société des Nations ainsi que les représentations organisées des minorités aient la faculté de saisir le Conseil et la Cour. Si nous renoncions aux susdites stipulations, le projet de procédure perdrait de toute sa valeur. C'est que les règles de procédure devant la Société des Nations en affaires minoritaires en usage aujourd'hui, sont sans cela rassemblées dans le cahier intitulé „La Société des Nations et les Minorités”, publié ex officio par la Section d'information de la Société des Nations, notamment au chapitre V. du cahier, ayant pour titre: Procédure établie par la Société des Nations. Si nous nous restreignons à donner une forme peut-être plus parfaite, plus complète au recueil déjà existant des règles de procédure actuelle, nous ne rendrions par cela aucun service à la cause des minorités. Nous ne rendons un service véritable aux minorités qu'en leur ouvrant le chemin d'arriver avec leurs griefs devant les forums internationaux dont la tâche principale est de protéger les minorités, de les défendre contre les injures et de solutionner les cas contentieux en cette matière. Après la procédure actuelle les infractions aux stipulations pour la protection des minorités ne peuvent pas arriver devant les juges compétents. Étant donné que le Conseil de la Société des Nations ne peut être valablement saisi que par un membre du Conseil, et l'expérience démontrant que les membres du Conseil ne s'exposent pas volontiers dans l'intérêt des minorités, ne tenant pas à risquer leur relations amicales avec les puissances contre lesquelles sont adressées les plaintes des minorités. De plus, ces cas contentieux minoritaires ne peuvent non plus parvenir à la Cour permanente de Justice Internationale; car, seul le Conseil de la Société des Nations

a la faculté de déférer pareils différends à la Cour permanente de justice internationale. Et même l'autre voie qui conduirait à la Cour, doit être regardée comme entièrement barrée, voie qui consisterait en ceci que les Etats intéressés conviennent de soumettre la cause à la Cour. Malheureusement elle est barrée cette voie, vu que les Etats successeurs, contre lesquels les plaintes sont adressées pour infraction aux droits minoritaires, ne sont absolument pas disposés de soumettre pareils différends à la Cour, d'accord avec l'autre Etat qui prend la parole pour défendre la minorité lésée.

Donc si nous ne voulons pas que les droits assurés aux minorités dans les Traités internationaux restent lettres mortes, il est indispensable de réformer la procédure en vigueur de telle sorte que les plaintes des minorités et les questions contentieuses concernant les minorités, puissent arriver devant leurs forum compétents et que ces organes confèrent et décident dans l'occurrence selon les règles de la procédure contradictoire. Si nous ne sommes pas à même de le faire, il était tout-à-fait inutile de codifier le droit des minorités dans les Traités nommés minoritaires. Que vaut un droit qui n'est pas réalisable? A quoi bon la défense des minorités si les minorités sont incapables de porter devant les juges compétents les infractions à leurs droits?

On prétend que sans modifier les Traités minoritaires il n'est pas possible d'étendre à d'autres le droit qu'exerçaient jusqu'à ce jour exclusivement les membres du Conseil de la Société des Nations, droit de saisir le Conseil d'une affaire minoritaire. Cette thèse est insoutenable.

Les Traités de minorités (article 14 du Traité conclu avec la Tchéco-Slovaquie, article 12 du Traité conclu avec la Roumanie, article 11 du Traité conclu avec le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) assurent à chaque membre du Conseil le droit de signaler à l'attention du Conseil toute infraction ou danger d'infraction aux clauses des Traités minoritaires avec l'effet juridique de saisir le Conseil. Mais ce droit des membres du Conseil ne peut être interprété de façon que le Conseil n'aurait pas le droit des s'occuper d'affaires concrètes minoritaires que sur l'initiative d'un de ses membres.

Même le rapport Tittoni, adopté par le Conseil de la

Société des Nations le 22. Oct. 1920, souligne que ce droit d'initiative des membres du Conseil n'exclut point la faculté des minorités elles-mêmes ou bien des Etats non-représentés au Conseil de signaler à la Société des Nations toute infraction ou tout danger d'infraction, mais – poursuit ledit rapport – cet acte doit conserver le caractère d'une pétition ou d'une information pure et simple, elle ne peut pas avoir pour effet juridique de saisir le Conseil et de provoquer son intervention.

Donc le Conseil même reconnaît qu'une Puissance non-représentée au Conseil ou la minorité que la chose intéresse a la faculté d'attirer l'attention du Conseil sur toute infraction ou danger d'infraction aux droits minoritaires. En ce qui concerne ces appels, le Conseil ne leur a pas accordé jusqu'à présent l'effet juridique entraînant l'intervention forcée du Conseil, comme ce dernier est d'ailleurs obligé de le faire, si un de ses membres le propose. Mais, considérant que le Conseil est libre de s'occuper aussi d'affaires minoritaires sur lesquelles aucun de ses membres mais bien une Puissance non-représentée au Conseil ou une minorité que la chose intéresse a attiré son attention, – il va de soi que le Conseil a la faculté de décider péremptoirement qu'il traitera de toutes affaires minoritaires, qu'il s'occupera de tous les cas y relatifs sans exception.

Or le fait que les Traités de minorités assurent le droit d'initiative aux membres du Conseil de la Société des Nations, a bien pour conséquence d'obliger le Conseil au respect du dit droit, mais en aucun cas *de la stipulation précitée des Traités minoritaires il ne peut s'en suivre que le Conseil ne pourra procéder dans une affaire minoritaire quelconque sur l'initiative d'une autre personne qu'un de ses membres.*

Le Conseil n'a certes pas le devoir, mais bien le droit de procéder dans une affaire d'infraction ou danger d'infraction aux stipulations contenues aux Traités de minorités, même au cas où ce n'est pas un de ses membres mais une Puissance non-représentée au Conseil ou une minorité qui aurait attiré son attention sur une affaire de ce genre.

Et comme, ainsi que l'expérience l'a prouvé, les membres du Conseil n'usent guère du droit d'initiative en les affaires minoritaires, et que par conséquent les minorités restent sans défense dans la pratique, le Conseil s'il prend au sérieux la

tâche qu'il a assumée en se chargeant de la défense des minorités, aurait le devoir direct d'user du droit de s'occuper des affaires minoritaires même sur une initiative émanant d'une autre personne qu'un de ses membres. Plus, l'unique et vraie façon d'agir serait de rendre obligatoire même envers lui-même aussi l'initiative soit d'une Puissance non-représentée au Conseil soit des minorités elles-mêmes, et ce en sorte qu'il aurait à s'occuper sans exception de toutes les affaires d'infraction aux droits minoritaires lui soumises.

En outre la Cour permanente de justice internationale elle-même a déclaré dans l'affaire des colons allemands en Pologne (Série B. *M* 6.) que l'action du Conseil ne dépend pas nécessairement de l'initiative d'un de ses membres.

En vertu de ce qui précède je constate qu'il n'est pas nécessaire d'amendements aux Traités minoritaires pour pouvoir réformer la procédure en affaires minoritaires de telle sorte que le Conseil soit saisi non seulement sur l'initiative d'un de ses membres mais aussi sur celle d'une Puissance non-représentée au Conseil ou sur celle des minorités elles-mêmes.

Nous Hongrois dont le tiers est forcé de vivre sous des dominations étrangères, nous qui tenons la défense des minorités pour une question de la plus grande importance, nous ne pouvons reconnaître comme étant de valeur que la réglementation qui tend à mettre fin à l'impossible situation actuelle, situation qui empêche complètement les minorités de faire réellement usage de la défense qui leur a été assurée en principe, défense qui a pour but de permettre aux minorités de bénéficier effectivement de leurs droits qui jusqu'à présent n'existent que sur le papier.

L'Europe se vante d'avoir une civilisation ancienne, la plus précieuse de toutes, mais elle ne peut se vanter d'un esprit pacifique. Tandis que les peuples des deux Amériques font des progrès admirables vers l'organisation pacifique de leur continent, ceux de l'Europe vivent dans l'inimitié et en dangers perpétuels de guerre. Les Traités de paix n'ont pas assainé l'esprit des peuples européens. C'est à nous de le faire, non seulement que la civilisation européenne puisse faire des progrès, mais plutôt pour la sauver. C'est assainissement est basé sur le sentiment de la solidarité des peuples européens,

la conscience des intérêts communs qui sont plus précieux que les intérêts particuliers de chaque peuple. Pareil intérêt commun est la protection efficace des minorités. Il faut que nous soyons solidaires dans le sentiment que tout individu doit être également protégé et que les groupements minoritaires doivent aussi obtenir une protection juste. Notre projet est inspiré de ce sentiment de solidarité, c'est pourquoi nous vous prions de bien vouloir le voter.

Au nom du Groupe hongrois j'ai l'honneur de proposer le projet de résolution suivant:

Considérant que la protection des minorités de race, de religion ou de langue est indispensable pour assurer et maintenir la paix du monde;

que cette protection est la contre-partie du devoir de loyauté qui incombe à ces minorités envers les Etats dont leurs membres sont les ressortissants;

considérant que la S. d. N. trouve dans sa haute mission la protection des minorités et qu'en reconnaissance de ce rôle le Conseil de la S. d. N. a, par des résolutions spéciales, accepté la garantie de cette protection;

considérant que d'une part la procédure actuelle sur la matière ne constitue point une garantie suffisante de la protection des minorités, que d'autre part, sans une réglementation suffisante de la procédure les dispositions assurant le protection des minorités ne sauraient être efficaces:

l'Union Interparlementaire à l'honneur de recommander à la S. d. N. l'acceptation du projet suivant de procédure concernant la protection des minorités de race, de religion ou de langue.

DISCOURS

prononcé à Genève en séance du 30. août 1926 de la commission pour les affaires ethniques et coloniales de l'Union inter-parlementaire. (L'affaire Mello Franco.)

Messieurs!

L'Union interparlementaire poursuit entre autres le noble but de soutenir et de populariser l'institution de la Société des Nations, elle s'est donc aussi vouée à la tâche de soutenir le Conseil de la Société des Nations comme défenseur des minorités officiel et par vocation, en cette qualité également. Il est pourtant impossible que l'Union permette de passer sous silence une *déclaration de Mr. Mello Franco*, délégué du Brésil, rapporteur des questions minoritaires, faite en session du Conseil de la Société des Nations de décembre dernier.

A l'Assemblée de la Société des Nations de l'année précédente, le comte Albert Apponyi, délégué hongrois a émis quelques suggestions concernant la procédure à suivre dans les affaires minoritaires, mais non pas sous la forme concrète de projets de résolution. Il a préconisé la prise en considération d'étendre le droit de saisir le Conseil des affaires minoritaires à tous les membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux organes suprêmes des Églises ou des institutions culturelles et économiques des minorités, droit qui revenait jusqu'à ce jour uniquement aux membres du Conseil. En outre il a estimé indispensable que la procédure en affaires minoritaires s'effectue contradictoirement devant le Conseil. Enfin il a exprimé le désir que dans toutes les affaires minoritaires d'un caractère juridique soit demandé l'avis consulaire de la Cour permanente internationale. A l'Assemblée il a été fait une déclaration par voie compétente dans ce sens que le Conseil aura à s'occuper desdites suggestions.

En conséquence, Mr. Mello Franco comme rapporteur a proposé en session du Conseil de décembre dernier de prendre acte des suggestions présentées par le Comte Apponyi, suggestions – selon lui – n'étant pas conciliables avec les Traités de minorités.

Selon mon avis, le raisonnement de Mr. Mello Franco est erroné; ces idées n'étant aucunement en contradiction avec les Traités minoritaires. Malgré cela, je le reconnais, nous ne possédons aucun droit de critiquer la proposition de rejet de Mr. Mello Franco ni la décision du Conseil qui l'a acceptée. Mais ce que nous ne pouvons guère passer sous silence, c'est l'argumentation ultérieure dont Mr. Mello Franco a appuyé sa proposition.

Voici ce que dit Mr. Mello Franco:

Ceux qui ont conçu le système de protection des minorités, ne songeaient pas à créer, dans le sein de certains Etats, une miasse d'habitants se considérant perpétuellement étrangers à l'organisme général de la nation; mais au contraire, ils ont voulu, pour les éléments de cette masse, le statut de protection juridique capable d'assurer le respect de l'inviolabilité des personnes, sous tous les aspects, et de *préparer peu à peu les conditions nécessaires à l'établissement de la complète unité nationale.*

Certes, cette déclaration est stupéfiante dans la bouche d'un organe officiel du protecteur des minorités. Cette déclaration a causé la plus grande amertume dans l'âme des quarante millions de personnes appartenantes aux minorités Européennes, comme aussi dans le milieu des frères de race de ces minorités, vivant la vie d'Etats indépendants.

Mais alors! Le rapporteur du Conseil, Conseil qui a pour vocation honorable de défendre les minorités, prétend que la défense des minorités aspire à préparer graduellement la fusion complète des minorités avec la majorité!

Cette mentalité ne signifie pas moins que les Traités minoritaires ne sont que des machinations rusées destinées à induire en erreur les minorités. Suivant cette mentalité, les droits assurés aux minorités dans les Traités minoritaires ne servent qu'à apaiser les minorités transitoirement, de leur

cachez le vrai but final, qui n'est rien d'autre que l'assimilation complète des minorités!

Jusqu'à présent, nous étions persuadés que les Traités minoritaires n'assurent pas seulement l'inviolabilité personnelle aux individus des minorités, mais qu'ils garantissent aussi la liberté de se servir de la langue nationale, le libre exercice de la religion, le développement libre de la langue, de la littérature et de la culture nationale. La liberté de se développer économiquement, la possibilité de l'extension libre de l'individualité et des spécialités nationales.

Mais alors! La Société des Nations qui doit sa naissance à l'idée grandiose de la libre disposition des peuples, reconnaîtrait pour but la succion, l'amalgamation des nations minoritaires, l'anéantissement des individualités nationales et s'empresserait de faire disparaître de la surface de la terre les civilisations ayant une culture propre?

Les minorités font depuis des années l'expérience pénible que la Société des Nations est moins le protecteur des minorités que leur marâtre! Elles ont fait la pénible expérience que, par suite des règles impossibles de la procédure, des milliers de pétitions des minorités adressées au Conseil de la Société des Nations n'avaient que le triste sort d'être enterrées dans les oubliettes des archives, et que pendant de longues années, en tout trois ou quatre pétitions minoritaires ont été jugées dignes d'être discutées au Conseil. Elles ont fait l'amère expérience que malgré les règles juridiques internationales de la défense des minorités, les forums compétents dans l'exercice de cette défense, c'est à dire le Conseil de la Société des Nations et la Cour permanente à la Haye ne sont nullement accessibles aux minorités; les chemins y menants étant fermés hermétiquement par les règles inanimées de la procédure. Elles constatent avec chagrin que les Traités minoritaires, lorsqu'il s'agit des droits des minorités, sont toujours interprétés par le Conseil dans un sens étroit, par contre, le Conseil croit nécessaire de faire ressortir continuellement les obligations de loyauté des minorités envers leurs Etats.

Et après tout ce qui précède, quand l'âme des minorités déborde d'amertume à cause de l'attitude fermée de la So-

ciété des Nations, un membre du Conseil qui est même rapporteur des affaires minoritaires, estime le moment opportun d'exposer aux yeux des minorités la tragédie de leur assimilation comme un avenir inévitable, chose qui est en contradiction flagrante avec les Traités minoritaires.

Je veux croire que l'opinion de Mr. Mello Franco n'est pas celle de l'ensemble des membres du Conseil et que ce n'est que par suite d'une omission que l'argumentation de Mr. Mello Franco a pu passer au Conseil sans aucune contradiction.

Mais comme l'argumentation de Mr. Mello Franco a paru dans le Résumé Mensuel officiel de la Société des Nations et est devenue ainsi chose publique pour tout le monde: je me vois forcé exprimer la stupéfaction la plus profonde du groupe hongrois et je demande à notre commission de vouloir se déclarer contre les façons de voir de Mr. Mello Franco qui contredisent d'une manière évidente le système de la défense des minorités circonscrite dans les Traités minoritaires.

J'ai donc l'honneur de proposer le projet de résolution suivant:

La Commission pour l'étude des questions ethniques et coloniales de l'Union interparlementaire n'est pas d'accord avec les déclarations de Mr. Mello Franco rapporteur des affaires minoritaires, déclarations faites en session du Conseil de la Société des Nations tenue en décembre dernier, déclarations selon lesquelles le système de la défense des minorités n'aspirerait qu'à préparer graduellement la fusion complète des minorités avec la majorité. Tout au contraire, l'Union interparlementaire est profondément convaincue que le but des Traités minoritaires est de tendre à la conservation et au développement libre de la langue, de l'individualité et de la culture propre des nations minoritaires. Tout cela pour enrichir l'humanité universelle, alors que l'assimilation complète des minorités par la majorité à l'aide de moyens artificiels et violents constituerait la perte de valeurs si précieuses dont le manque aurait une répercussion fâcheuse sur l'humanité entière.

DISCOURS

prononcé à Vienne en séance inaugurale du 3 Oct. 1926 du
I. Congrès Paneuropéen.

Mesdames! Messieurs!

Les buts du mouvement paneuropéen sont en réalité les mêmes que ceux que la Société des Nations a inscrits à son drapeau. A savoir le mouvement paneuropéen s'efforce de créer et d'augmenter – comme la Société des Nations – le bon accord entre les nations, de développer la solidarité entre les peuples, d'assurer une paix durable et d'écartier la guerre du nombre des institutions humaines. La différence entre les deux mouvements ne consiste pas dans leurs buts, mais seulement dans leur extension. La Société des Nations est basée sur la solidarité *mondiale* comme principe fondamental, alors que le mouvement paneuropéen repose sur l'idée de la solidarité *européenne*. Et l'autre différence qui émane naturellement de la première, consiste en ce que le mouvement paneuropéen par suite de son extension resserrée tend à une intimité plus grande que le léger connexe rattachant les uns aux autres les peuples du monde au sein de la Société des Nations.

La Société des Nations en son organisation actuelle abonde en bien des erreurs et lacunes, de sorte que sans les réformes d'organisation nécessaires elle ne sera pas à même de remplir la noble tâche assumée par elle. La Société des Nations en son organisation primitive n'était pas autre chose que l'organe unilatéral des Puissances sorties victorieuses de la guerre mondiale et jusqu'à ce jour elle n'a pas cessé de perdre ce caractère.

D'une part se basant immédiatement sur le principe de la solidarité mondiale et éliminant l'étape intermédiaire de la solidarité continentale, elle a laissé de côté un degré dans son développement. D'autre part elle a posé la question de solida-

rite sur des bases erronées, ne s'appuyant pas sur l'égalité de toutes les nations et de tous les Etats, mais offrant à tous les points de vue des avantages aux Puissances victorieuses. De premier abord, l'admission au sein de la Société des Nations se fait avec la plus flagrante inégalité: les Puissances de l'ancienne Entente et leurs Alliés sont membres-nés de la Société des Nations, si je puis m'exprimer ainsi; les Puissances neutres pendant la guerre mondiale n'avaient qu'à exprimer le désir d'être enrayerées au nombre des membres; par contre les Puissances vaincues ne peuvent devenir membres de la Société des Nations que sur demande expresse, à condition de désarmement d'urgence, et ce à la majorité des deux tiers des membres, après que la Société des Nations se sera assurée préalablement de l'intention sincère de l'Etat en question de remplir ses obligations internationales.

Voici encore une autre faute fondamentale au point de vue de l'égalité: tous les pouvoirs sont absorbés par le Conseil présentant le caractère d'un organe privilégié, en sorte que l'Assemblée – organisée en vertu de l'égalité des membres – ne possède qu'un rôle accessoire auprès du Conseil.

De plus, voici la fatale clause d'unanimité qui tantôt complique excessivement les travaux du Conseil, tantôt les paralyse complètement. Notamment, les décisions du Conseil, pour être efficaces, doivent être prises à l'unanimité, ce qui revient au droit de veto des membres du Conseil: jusqu'à ce jour dans la pratique cela voulait dire que les vainqueurs pouvaient empêcher toutes les décisions ne répondant pas à leurs intérêts.

En outre, la règle qu'en général le Conseil ne peut être saisi que par un de ses membres, est nuisible au même point.

Est-il étonnant que par suite de toutes ces lacunes d'organisation et de beaucoup d'autres, la Société des Nations n'ait pu arriver à des résultats et ce au cours d'une existence de sept ans, aussi bien en ce qui concerne la limitation des armements que dans le domaine de la défense des minorités? Tout cela prouve qu'au moins en son organisation actuelle elle n'a pas pu parvenir jusqu'à présent à démontrer son aptitude à établir les garanties d'une paix durable.

Donc des réformes s'imposent.

Une des réformes les plus urgentes est celle à laquelle

tend tout particulièrement le mouvement paneuropéen, à savoir de réparer la faute principale de l'organisation de la Société des Nations d'avoir laissé de côté une échelle de développement en se reposant toute de suite sur la solidarité mondiale et en omettant l'étape intermédiaire de la solidarité continentale. Par cela l'Europe s'est placée – pour ainsi dire – sous la tutelle d'autres parties du monde qui se sont mêlées dans un sens décisif des questions européennes proprement dites, et ce – ainsi que la pratique le démontre – d'une façon défavorable pour pouvoir vivre en paix dans toute l'Europe. Qu'il me soit permis pour documenter ce qui précède, de me rapporter à un exemple récent.

Selon l'avis de nous tous, une évolution plus saine des relations germano-françaises constitue le problème central de la paix européenne. Après des combats et des efforts de longues années on a pu enfin arriver à faire écarter tous les obstacles pour permettre à l'Allemagne d'entrer à la Société des Nations et ce en qualité de membre permanent du Conseil. C'est uniquement à cet effet que l'Assemblée de la Société des Nations a été convoquée en session extraordinaire pour le mois de mars de l'année courante. Et voyez, le délégué du Brésil avec sa façon de voir contraire, à lui tout seul a pu empêcher qu'à l'Assemblée il fût faite une proposition par le Conseil, proposition qui aurait dû être unanime en vertu des prescriptions. En conséquence les délégués de cinquante Etats convoqués à cet effet furent obligés de partir de Genève bredouille, l'admission de l'Allemagne n'a pas eu lieu et partant les accords de Locarno ne purent pas entrer en vigueur, leur entrée en vigueur étant subordonnée à l'admission de l'Allemagne à la Société des Nations. Alors l'obstruction d'un Etat sudaméricain rendit impossible la décision dans une question éminemment européenne et la cause de la paix européenne ne put faire aucun pas en avant à cause du veto du Brésil.

Je puis aussi me référer à quelques exemples qui intéressent mon pays. En narguant ouvertement le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, les paix de Paris ont soumis tout le tiers de la race magyare à des dominations étrangères, la Hongrie est donc intéressée en premier lieu aux questions minoritaires. Comme tout le monde sait, à cause des lacunes de

la procédure actuelle en affaires minoritaires il est presque impossible de porter ce genre d'affaires devant le Conseil de la Société des Nations. Pendant sept ans on n'a pas pu porter devant le Conseil plus de deux affaires d'atteinte aux droits des minorités hongroises: l'affaire de retrait de propriété des optants pour la Hongrie en Transylvanie et l'affaire des colons hongrois également en Transylvanie. Au Conseil l'une de ces affaires a eu pour rapporteur un japonais, l'autre un brésilien. Malgré notre estime pour ces hommes d'état éminents le circonstance que des japonais et des brésiliens puissent avoir une influence décisive en ce qui concerne l'arrangement de nos affaires, ne peut guère nous rassurer. Le résultat donne raison à notre façon de voir: le Conseil a évité de donner une solution aux susdites affaires.

La solidarité continentale a certes une profonde signification. Il y a tant de liens géographiques, historiques, économiques, ethnographiques et culturels entre chacune des parties de l'Europe que les Européens peuvent pourtant mieux comprendre les affaires les uns des autres que ne peuvent le faire les habitants des continents étrangers.

Impossible de nier que la prétendue solidarité européenne repose de nos jours sur une base encore fragile; car l'esprit guerrier de la haine n'a pas encore pu être éliminé en sa totalité de l'atmosphère inter-européenne, mais c'est précisément *cette* mentalité que nous nous efforçons de faire disparaître au moment où nous faisons de notre mieux pour resserrer au possible les fils de l'entente et de la coopération pacifique, et ce en premier lieu entre les peuples européens, alors que nous tâchons de créer des traités d'arbitrage et des arrangements de garanties et de sûreté entre chacun de ces peuples.

Or il est plus facile d'organiser *par parties du monde* l'entente pacifique et civilisatrice que de reporter cette organisation sur le monde entier, et le problème de la coopération pacifique du monde devient beaucoup plus simple si nous pouvons le restreindre à la réglementation de la coopération des divers parties du monde déjà arrivées à se comprendre entre elles et déjà solidaires.

A la vue de la désorganisation, des inimitiés, de l'indivision et – comme résultat de tout cela – de la grande déroute

de l'Europe: d'elle-même nous vient l'idée qu'il faudrait peut-être chercher l'évolution saine de la façon que voici: que l'Europe se rapproche en une alliance continentale et qu'elle prenne sa place à Genève comme pareil groupement continental d'Etats au sein de la Société des Nations.

Dans la Pan-Amérique nous voyons un exemple frappant de l'organisation continentale. La solidarité continentale politique, économique et culturelle constitue le vrai secret et en même temps la garantie du grandiose épanouissement de l'Amérique. L'arbitrage inter-américain assuré par traités entre chacun des Etats de l'Amérique en particulier, les merveilleuses communications inter-américaines, la coopération intellectuelle inter-américaine par l'échange de professeurs et étudiants sur une grande échelle, les multiples institutions qui visent de plus en plus à développer la solidarité existante entre chacun des Etats de l'Amérique en particulier: voilà les succès de la coopération pan-américaine qu'on ne peut pas nier.

L'organisation continentale européenne doit reposer sur les mêmes bases que celles du panaméricanisme. Notamment elle doit avoir pour buts: l'élimination de la guerre, l'assurance de la prospérité économique, le relèvement de la civilisation. Puis, dans l'organisation pan-européenne il faut assurer l'égalité des droits à toutes les nations de l'Europe, on doit donc exclure toute tentative d'hégémonie au dedans, comme au dehors toute tentative d'agression.

L'Europe devrait également établir sa doctrine Monroe, c'est-à-dire qu'elle ne tolérera aucune immixtion étrangère, ainsi que le fait l'Amérique.

L'Europe a autant plus besoin de la solidarité que grâce à cette solidarité elle pourrait se défendre du péril menaçant du côté de la Russie soviétique qui tend à imposer à tous les Etats européens la constitution soviétique.

Donc la Société des Nations à Genève devrait se sectionner en groupements des fédérations continentales des Etats. L'Europe aussi constituerait un de ces groupements fédératifs d'Etats. Ainsi à la place du système de centralisation – en vigueur aujourd'hui dans la Société des Nations – viendrait le système de fédération entre Etats. A cette condition, les Etats Unis d'Amérique et l'empire mondiale russe s'empresseraient

probablement de faire partie de cette organisation nouvelle de la Société des Nations qui englobait le monde entier, en accaparant chacun des groupement continentaux d'Etats.

La société mondiale se groupant de cette manière serait vraiment à même de réaliser les garanties de la paix du monde. Chaque groupement d'Etats arrangerait en son sein les questions de la réduction des armements, de la sûreté comme condition du désarmement, de la défense des minorités et par voie d'arbitrage les questions de la solution des conflits surgissant entre les divers Etats. En suite les différents groupements continentaux d'Etats pourraient conclure entre eux des traités d'arbitrage grâce auxquels on pourrait assurer la paix du monde.

Ayant recueilli de Ce qui précède les principaux arguments qui plaident en faveur de la nécessité pour chacun des Etats de l'Europe de s'organiser sur la base de la solidarité particulière européenne comme groupement non seulement en harmonie avec la Société des Nations, mais constituant également une partie de cette dernière; j'éprouve le besoin de dire encore quelques mots des points de vue spéciaux de ma patrie hongroise qui réclament cette organisation également.

Nous autres hongrois nous avons attendu de la Société des Nations la solution satisfaisante tout spécialement de deux problèmes, mais sans résultat jusqu'aujourd'hui. L'un de ces problèmes est la réduction des armements générale et proportionnelle, l'autre est la défense efficace des minorités en ce qui concerne les droits qui leur sont assurés par les traités internationaux.

Dans la question du désarmement la Société des Nations n'a pu produire de résultats jusqu'ici. Tout au contraire, une situation s'est perpétuée, situation qui n'était envisagée que comme provisoire même par les Traités de paix de Paris, savoir que les anciennes Puissances centrales sont désarmées au point de ne posséder la force armée que pour maintenir l'ordre à l'intérieur, mais elles ne disposent d'aucune force armée pour leur propre défense, de sorte qu'elles sont à la merci de toute agression. Par contre les autres peuples et Puissances européens continuent de s'armer librement, ce qui fait que leurs effectifs dépassent notablement ceux d'avantguerre. Le Société des

Nations voit en toute impassibilité se perpétuer cette injuste façon d'agir et jusqu'à présent elle n'a abouti qu'à la recherche des garanties dont la création permettrait de mettre à l'ordre du jour la question du désarmement. Certes, on n'a point cherché de garanties lors du désarmement impitoyable des vaincus!

Quant à la défense des minorités, elle se réduit à néant, quoique les Traités minoritaires aient placé les minorités sous la protection du Conseil de la Société des Nations. Cette stérilité doit être principalement attribuée à la procédure actuelle en affaires minoritaires, procédure isolant des minorités injustement et artificiellement ces forums internationaux qui devraient être leurs défenseurs, à savoir: le Conseil de la Société des Nations et la Cour permanente de justice internationale.

J'espère qu'avec l'organisation de l'Union paneuropéenne la façon de traiter de tous les deux grands problèmes en question deviendra plus avantageuse. La réduction proportionnelle et juste des armements peut être effectuée plus facilement sur le continent européen et sur les autres continents séparément que dans le cadre du monde entier. De plus, Pan-Europe signifie une grande amélioration vers un traitement juste des affaires minoritaires, chose qui devient plausible du fait même que la principale caractéristique de l'institution pan-européenne est de diminuer fortement l'importance des frontières d'Etats.

Or la fédération pan-européenne aurait pour conséquence l'unité douanière ou constituerait tout au moins un grand pas en avant vers cette union, ce qui revient à la suppression des frontières économiques. Elle aurait pour conséquence aussi des communications sans entraves intercontinentales, ce qui signifie la fin de la contrainte des passeports, la fin de la retenue du libre transit des passagers et du libre trafic des marchandises aux frontières. Elle entraînerait encore le respect absolu des droits des minorités, leur liberté de se servir de la langue nationale et celle de développer leur propre culture, de plus, elle entraînerait le contact libre des minorités avec leurs frères de race résidant en d'autres pays, notamment dans la mère-patrie.

Donc les frontières des Etats viendraient à n'être que des frontières administratives tout simplement, mais ce ne seraient plus ni des frontières économiques, ni des frontières de transit, ni des facteurs isolants au point de vue culturel. Le moins elles resteraient des prisons comme le sont souvent aujourd'hui les frontières en Europe avec tous les ennuis et toutes les entraves à supporter.

En un mot, dans ce connexe des rapports solidaires, dans cette atmosphère plus libre de la compréhension mutuelle qui sont inséparables de l'organisation pan-européenne, — les majorités seraient contraintes par la nature des choses de rompre avec cette mentalité surannée et arbitraire pour laquelle Mr. Mello Franco, délégué brésilien a trouvé une expression stupéfiante au cours de la session du Conseil de la Société des Nations de décembre passé, n'osant pas prétendre moins que le but final des Traités minoritaires ne serait que d'assimiler complètement les minorités aux majorités.

Comme suite au nouvel ordre d'idées que signifie le pan-europisme, les majorités écarteront certes cette théorie vétusté et injuste, et finiront par avoir conscience de ce que le libre exercice de la langue des minorités et le développement sans entraves de leur propre culture n'est non seulement de l'intérêt des minorités, mais encore de celui de l'humanité entière, étant donné que cela contribuerait à enrichir toute l'humanité.

Pour finir, l'opinion publique en Hongrie est fortement convaincue de ce que l'organisation pan-européenne ne fera que donner de l'essor aux stipulations de l'article 19. du Pacte de la Société des Nations, selon laquelle les Traités devenus inapplicables doivent être révisés. Le Traité de Trianon nous a arraché à nous hongrois les deux tiers de notre pays au titre criminel que nous aurions provoqué la guerre. Tout le monde connaît déjà les documents officiels dont il ressort avec la clarté du soleil que la Hongrie ne peut être nullement accusée de ce crime. Tout au contraire, les facteurs hongrois responsables ont fait tout leur possible pour empêcher la guerre mondiale, et ce n'est que la force des choses qui nous a contraint d'entrer dans cette grande lutte dont nous n'attendions rien. Dans l'atmosphère plus élevée de Pan-Europe

notre juste cause trouvera une compréhension équitable, et sans aucune violence *seule la force morale de la justice* nous apportera la réparation des injustices commises envers nous, en premier lieu la révision juste et impartiale de la paix de Trianon. Nous attendrons donc de Pan-Europe entre autres aussi – en vertu d'un accord mutuel – la réparation équitable de la grande injustice historique que signifient le Traité de Trianon et les frontières de Trianon.

Comment donc ne saluerions nous pas avec empressement l'aurore de cette institution qui assurera la paix et la compréhension réciproque et qui signifie bonheur, progrès et justice pour l'Europe, cette malheureuse partie du monde?!

MAGYAR SZÖVEG

Helykímélés szempontjából magyar szövegben nincsenek közölve a következő beszédek: a nemzetek szövetségének tanácsában az erdélyi magyar optások birtokfosztásának ügyében, továbbá az interparlamentáris unió nemzetiségi és gyarmattügyi bizottságában a kisebbségi eljárás ügyében, valamint a Mello Franco ügyben tartott beszéd. (Francia szöveg: IV., XIII. és XIV. számai.) A magyar szöveg azért is mellőzhető volt, mert ezekről a kérdésekről magyar nyelven teljes felvilágosítást nyújtanak a III. kötet politikai részében a VII. és VIII. számok alatt (erdélyi magyar optások), a XIX. szám alatt (kisebbségi eljárás), végül a XXIV. szám alatt (Mello Franco-ügy) foglalt értekezések.

BESZÉD

1922. évi jún. 3-án P r á g á b a n , a népszövetségi ligák uniója közgyűlésének ünnepélyes megnyitásakor.

Uraim!

Noha minket magyarokat a nemzetek szövetsége még nem méltatott arra, hogy tagjai közé felvegyen, tehát ezidő szerint csak olyan másodrendű állam vagyunk, mely kötelesekkel bőven bír, viszonos jogokkal azonban kevésbé dicsekedhetik, mégis minden erőnkől támogatjuk a nemzetek szövetségének intézményét, mert az a megingathatatlan hitünk, hogy a nemzetek szövetsége egyoldalúságából fokozatosan kiemelkedve, azzá fog fejlődni, amivé fejlődnie hivatása a szabad nemzetek szabad egyesülésévé. Mint ilyennek azután könnyű lesz elérnie szent és magasztos célját: a nemzetközi béke és biztonság megvalósítását.

Mi magyarok békeszeretők vagyunk, semmi részünk a világháború előidőzésében. Történelmi okmányok bizonyítják, hogy a volt osztrák-magyar monarchia irányadó tényezői között az akkori magyar miniszterelnök, aki később mártírhálált halt nemzetéért, gróf Tisza István volt az, aki a magyar állam képviselőjében a végletekig tiltakozott a háború ellen. Akaratát nem tudta keresztülvinni, belekényszerítetek bennünket a háborúba, melyet aztán becsületesen végigküzdöttünk, de amelynek mi vagyunk a legszerencsétlenebb áldozatai. Noha lelkünk sajog meg nem érdemelt megaláztatásunk miatt és noha ezer sebből vérezünk ma is, mégis távol áll tőlünk még csak a gondolata is annak, hogy a háború fűria ját újból felidézzük. Elfogadtuk a reánk annyira megalázó és fájdalmas párizsi békét és annak alapjára helyezkedve kívánunk a megzavart világrend újjáépítésében tevékenyen és őszintén részt venni. Elfogadtuk a nemzetek szövetségének intézményét is, nem mintha azt tökéletesnek tarta-

nók, hanem mert egészséges magvát látjuk abban a nemzetközi béke felépítésének.

Humanizmusunkról tanúbizonyságot tettünk azzal, hogy a hosszú világháború alatt az ellenséges államok nálunk tartózkodó polgárait sem személyes szabadságuktól meg nem fosztottuk, sem semmi joghátránnyal nem sújtottuk. Bármily magasra csaptak is a háború hullámai, nálunk az idegenek, még ha ellenséges állam alattvalója volt is, hajaszála sem görbült meg. Ha a véres világháború folyamán meg tudtuk ezt cselekedni, hogyne állanánk a humanizmus szolgálatába most, amidőn a kimerült Európa talpraállításáról van szó!

Magyarország társadalma át van hatva azoktól a nemes céloktól, amelyek az Uniót vezérlik, annak munkájából részt kér magának, nevezetesen arra törekszik közrehatni, hogy a nemzetek szövetsége a veleszületett szervezeti hibáknak kiküszöbölésével az egész emberiség egyetemes nagy érdekeinek istápolójává legyen.

Ezekben a törekvésekben egyeknek tudva magunkat a különböző nemzeteknek a mostani tárgyalásra egybegyűlt társadalmi szervezeteivel, a magyar külügyi társaság nevében melegen üdvözlöm az Uniót és bejelentem készségünket az Unió munkájában való részvételre.

1022. évi jún. 6-án a népszövetségi ligák uniójának közgyűlésén
Prágában.

Uraim!

A magyar delegáció nevében kijelentem, hogy pillanatnyilag megelégszünk a kisebbségi bizottság által a közgyűlés elé terjesztett határozati javaslatokkal. Csupán első lépésnek tekintjük ezeket a javaslatokat a többségek és kisebbségek teljes egyenlősége, mint végső cél felé, amelyre az elnyomott kisebbségek törekszenek, elsősorban a magyar kisebbségek, amelyeknek szenvedései a legnagyobbak.

Amidőn tehát a magyar delegáció a jelen helyzetben elfogadja az előterjesztett határozati javaslatokat, egyben köszönetét fejezi ki a kisebbségi bizottságnak, amely valóságos úttörő munkát végzett ezen az annyira elhanyagolt területen. Köszönetünk elsősorban Sir Willoughby Dickinsonot illeti, aki a maga pártatlan és fáradhatatlan munkája révén a kisebbségi védelemnek mintegy szimbólumává lett, továbbá köszönetet mondunk Aeby svájci tanár úrnak, aki teljes tárgyilagossággal vitte a jogi előadó tisztét, és Ruyszen professzor főtitkár úrnak, vaki a különböző delegációk által előadott kisebbségi panaszok hű megrögzítésének nehéz szerepét oly eredménye-

Egyben – mély sajnálatunkra – kénytelek vagyunk megismételni már a kisebbségi bizottságok munkásságának megkezdésekor leszögezett azt a megállapításunkat, hogy a győző államok, nevezetesen Románia, Jugoszlávia és a csehszlovák köztársaság a főhatalmakkal kötött szerződéseiknek a kisebbségi jogok védelmére vonatkozó rendelkezéseit nemcsak hogy meg nem tartják, hanem ellenkezőleg a népszavazás mellőzésével hozzájuk csatolt kisebbségeket a legnagyobb mértékben elnyomják. Nem tagadjuk azt sem, hogy a kisebbs-

ségekkel való bánásmód aránylag a cseh-szlovák köztársaságban a legméltányosabb.

Öszinte megelégedéssel üdvözljük Sir Willoughby Dickin-son azon javaslatát, amely a nemzetek szövetségének kebelében a kisebbségi panaszokkal való foglalkozásra külön állandó bizottság létesítését célozza. Erre tannál nagyobb szükség van, mert a nemzetek szövetsége mindeddig nem teljesítette a kisebbségi jogok védelmére vonatkozó kötelességeit.

Egyébként a jelen alkalommal megismételjük azokat a javaslatainkat, melyeket már Münchenben megtettünk, amelyek azonban mindezeideig nem vétettek figyelembe. Ezek a javaslataink a következők: 1. az állandó nemzetközi bíróság kebelében külön osztály állíttassék fel a kisebbségek védelmére vonatkozó ügyekre, 2. az atrocitásokat meg kell szüntetni, 3. ugyancsak meg kell szüntetni a kisebbségekhez tartozók birtokainak elkobzását, 4. kártérítésben kell részesíteni a kisebbségeket a nekik okozott jogtalan károkról.

Amint látjuk, még sok a tennivaló, sok kérdés vár megoldásra, a kisebbségi probléma folyton nő fontosságban. Elkerülhetetlenül szükséges tehát, hogy uniónk kisebbségi bizottsága, amely eddig is oly érdemes munkát végzett, állandósíttassék. Amennyiben a közgyűlés ezen indítványunkat elfogadja, reméljük, hogy Sir Willoughby Dickinson hajlandó lesz megtartani a bizottság elnökségét.

Ami pedig a Magyarország ellen intézett támadásokat illeti, mindenekelőtt meg kell jegyeznünk, hogy ez a hang nem méltó ehhez a teremhez, amelyben azokat a szempontokat keressük, melyek közelebb hoznak bennünket egymáshoz, nem pedig azokat, amelyek szétválasztanak, amelyek mélyítik a meglévő szakadékokat.

Lehetségesnek tartják-e támadóink azt, hogy éppen mi térnénk az elnyomás útjára, mi, akik a kisebbségek sérelmeinek orvoslása érdekében szüntelenül vizsgáló bizottságok kiküldését kérjük és az állandó nemzetközi bíróság közbelépését sürgetjük? Feltételezik-e rólunk azt, hogy a nálunk megmaradt két-háromszázezer németet és szlávot el akarnók nyomni, éppen mi, akik idegen uralom alá kényszerített négymillió magyar testvérünk védelmében fáradozunk? Nem, uraim, a mi ellenünk intézett támadásoknak nincs más célja, mint az,

hogy alaptalan vádak koholásával kisebbsíték az igazi elnyomók ellen emelt vádaknak súlyát és hatályosságát.

Küldjenek ki, uraim, helyszíni vizsgálóbizottságokat és hassanak oda, hogy az állandó nemzetközi bíróság kebelében felállítsák a kisebbségi tanács, jöjjenek el Magyarországba, s menjenek el Jugoszláviába és Romániába a nép közé. és akkor konstatálni fogják a kisebbségekre vonatkozó bánásmódban való különbséget, és be fogják látni, hogy a Magyarország ellen intézett vádak minden alapot nélkülöznek.

BESZÉD

1922. évi aug. 29-én a XX. interparlamentáris konferencián
B é c s b e n . (Napirend: a nemzeti kisebbségek jogai.)

Uraim!

Nem árulok el titkot, hiszen közszájon forog, ha azt állítom, hogy a párizsi konferencián újjáalkotott Európa nagybeteg, hogy Közép-Európa nem tud nyugvópontra jutni, hogy Közép-Európából második Balkán lett s valamint a Balkán állandó forrása volt Európa nyugtalanításának, ugyanúgy állandóan súlyosan fenyegetik Európa békéjét a megzavart középeurópai viszonyok.

A világháború győztesei úgy találták, hogy azt a nagyhatalmat, amely a Duna mentén az egyensúlyozás feladatát századokon keresztül teljesítette, el kell söpörni Európa térképéről s helyébe a népek Önrendelkezése alapján új alakulatokat kell teremteni. Így lett a kifelé egységes nagyhatalmat alkotott osztrák-magyar monarchia két államából hat állam: a régi Ausztria romja, Csonka Magyarország és a négy utódállam: Lengyelország, Csehszlovákia, a szerbek, horvátok és szlovének állama és Románia. Sőt ebből a szempontból az utódállamok közé kell soroznunk Olaszországot is, amely szintén részesedett az örökségből. Az utódállamok között szétosztották a volt Ausztria és a volt Magyarország majdnem egész területét és népességét és életképtelen csonknak meghagytak egy kis Ausztriát és egy kis Magyarországot, ezt az utóbbit még külön megbüntette azzal, hogy ezer sebből vérző testéből még szomorú osztályos társának, Ausztriának is dobtak oda egy koncot. A világ intéző körei ugyanis megszánták Ausztriát és hogy életképessé tegyék, ajándéku odaadtak neki a másik roncs államnak, Magyarországnak megmaradt, agyonkínzott testéből még egy darabot. Van olyan verzió is, hogy az a titkos

célzat vezette az intézőket, hogy örökre éket verjenek Ausztria és Magyarország közé és ezzel örökre lehetlenné tegyék a volt monarchia feltámadását. Persze ez az alamizsna Ausztrián mit sem segített, Magyarországot pedig még jobban megnyomorította. Hogy Ausztrián nem segített, azt nem kell bizonyítanom, mert az interparlamentáris konferencia itt időző mélyen tisztelt tagjai színről-színre szemlélhetik ezt a haldokló országot, láthatják, miként biztosította a párizsi úgynevezett békemű az emberiség boldogulását. Azt sem kell bizonyítanom, hogy a Magyarország ellen elkövetett égbekiáltó igazságtalanságokat jelentékenyen fokozta az Ausztriával szemben tanúsított álkönyörületesség, mert ha a békét diktáló hatalmak szempontjából quantité négligeable is az, hogy Magyarország még elveszítse a négyzetkilométerek egy tekintélyes számát és népességének egy további hányadát, a halálosan megcsonkított Magyarországra nézve ez az utolsó megcsonkítás nemcsak gazdasági erővesztés, hanem helyrehozhatatlan erkölcsi capitis deminutiót is jelent, azt tudniillik, hogy Magyarországot még a rabszolgasorba is utolsónak taszították le, még rabszolgatársának szomjúságát is az ő véréből igyekeztek csillapítani!

Mélyen tisztelt konferencia! Az emberiség kultúrájának vezetői, azok a hatalmak, amelyeket a békeszerződések főhatalmaknak neveznek, úgy vagdosták darabokra szegény Magyarországot, mintha az élettelen test lenne, mintha kőzet vagy szikla lett volna, melynek mindegy, hogy egyes darbjait hova hasogatják szét. Nem tudtak, vagy nem akartak tudni arról, hogy a Kárpátoktól övezett ezeréves Magyarország a természet leggyönyörűbb autarkája, az Úristentől egységesnek teremtett haza, -amelynek erőszakosan darabokra szaggatása az egyes részek elhalását jelenti. Reclus, a nagy francia tudós mondotta azt, hogy Magyarország a világ legtökéletesebb földrajzi egysége. A világnak ezt a legtökéletesebb földrajzi egységét ezer éves összetartozás teljes közgazdasági és kulturális egységgé is tette.. A főhatalmak, melyek a párizsi békekonferencián az egész emberiség sorsának intézését vették kezökbe, elfeledték azt, hogy Magyarország századokon keresztül védőbástya volt a nyugateurópai keresztény civilizációnak a keletről előretörő pogány hatalom ellen, hogy Magyarország testével állott

őrt és tette lehetővé, hogy a nyugateurópai civilizáció nyugodtan és szabadon fejlődhessék és az emberiség vezetőjévé lehessen. Elfelelték a főhatalmak azt is, hogy Magyarország a viszontagságos középkorban a vallások szabad gyakorlatának mentsvára volt. Elfelelték, hogy Magyarország századokon keresztül a szabadságért vértett és hogy Magyarország - büszkén és emelt fővel merem mondani - a világháború folyamán háborúba keveredett összes népeknek és államoknak a humanizmus tündöklő példáját nyújtotta azzal, hogy amíg a mi külföldön rekedt honfitársaink ellenséges országokban a legmesszebbmenő atrocitásoknak, szabadságelvonásoknak és mindennemű károsításoknak voltak kitéve, addig Magyarországon az ellenséges államok egyetlen polgárának haja szála meg nem görbült. Nem vették figyelembe az emberiség sorsának intézői azt sem, hogy Magyarországnak a világháború előidézésében semmi része sem volt, hogy gróf Tisza István, Magyarországnak a háború kitörése idejében volt felelős miniszterelnöke, egyéniségének egész súlyát - fájdalom eredménytelenül - latbavetette a háború elkerülése érdekében, hogy Magyarország belekényszerítettett a háborúba, mely Magyarországra nézve kitörésének első percétől gyászos befejezésének utolsó pillanatáig kizárólag védelmi háború volt, hogy tehát Magyarország nem kezdeményezője, hanem belekényszerített részese és legszerencsétlenebb áldozata a háborúnak. Elfelelték mindezt és Magyarországot megjutalmazásául annak, hogy saját testével védte meg századokon keresztül a nyugateurópai civilizációt, megjutalmazásául annak, hogy a világháború folyamán humanizmusban mindenkor előljárt, szétdarabolták, világcsúfjára meghagytak belőle egy csonkot, területének és népességének kétharmad részét, kulturális és természeti kincseinek gyönyörű tárházát szétosztották az úgynevezett utódállamok között, szétosztották pedig a népek önrendelkezésére való képmutató hivatkozással olyformán, hogy egy rész jutott belőle a cseheknek, noha a régi Magyarország területén egyetlen cseh sem lakott, a másik két rész a szerbeknek és románoknak, akiknek a törökök által annak idején kiüldözött fiait Magyarország vendégszeretettel ölelte keblére és századokon keresztül testvérek gyanánt dédelgette.

Mindez ugyan csak Magyarországnak soha el nem múló

rettenetes fájdalma, ami azonban nemcsak Magyarország, hanem az egész emberiség ellen elkövetett soha helyre nem hozható bűn, az az, hogy a magyarság millióit a nyugateurópai magas színvonalú magyar kultúra emléiről leszakították és a sokkal alacsonyabb, nagy részben barbár balkáni kultúráknak vetették alá. A hatalmasoknak sok tévedésért adhat felmentést a történelem. Azért az irtóztató tévedésért azonban, mely a magyarság esetében történi, hogy t. i. a magasabb kultúrát tudatosan alárendelték az alantasabb kultúrának, mondhatnám kulturátlanságnak, alig hiszem, hogy bármikor felmentést adhasson a történelem azoknak, akik ezt a szörnyű tettet elkövették.

És mindennek mi az eredménye? A népek „önrendelkezése” nevében, népszavazás nélkül, Magyarország és a tőle elszakított részek megkérdezése nélkül olyan államok kötelékébe kény szerit ették bele az elszakított részeket, melyek sokkal nagyobb mértékben nemzetiségi államok, mint volt a régi Magyarország. Tehát, ha eltekintünk is attól, hogy a természetből egymásra utalt, hegy- és vízrajzilag összetartozó részeknek erőszakos szétválasztása a széttagolt részek közgazdasági pusztulását vonja maga után, ha eltekintünk is attól, hogy milyen mérhetetlen távolság van azon előzékeny bánásmód között, mellyel a régi Magyarország bánt a maga nemzetiségeivel és az üldözések és elnyomások ama módszere között, melyet az imperialista utódállamok saját nemzetiségeikkel szemben tanúsítanak, – Magyarország testének példátlan megcsonkítása mindenkép csődjét jelenti a népek önrendelkezési jogának. Azért is, mert a népek megkérdezése nélkül történt ez az erőszakolás, homlokegyenest ellentétben a wilsoni elvekkkel, melyek egyike akkép szól, hogy a népeket és országokat nem szabad élettelen testek gyanánt egyik államból a másikba átszigálni, – de főleg azért, mert a népek összekevertsége nemhogy enyhült volna, hanem mesterségesen fokoztatott.

A régi Magyarországon a magyarok abszolút többségben voltak, a mostani cseh államban hatmillió cseh áll szemben nyolcmillió nem csehvel, a román államban tízmillió román hét és félmillió nem románval és a szerb államban ötmillió szerb nyolcmillió nem szerbbel. Ezen a helyzeten mitsem enyhít az, hogy a cseh állam a maga címébe a szlovák nemzet nevét és a

szerb állam a horvát és a szlovén nemzetek nevét is felvette, mert hiszen mind a három utódállam imperialista politikát folytat és mind a három államban az uralkodó nemzet a többi nemzeteket, közöttük azokat a nemzeteket is elnyomja, melyek abban a megtszítettésben részesülnek, hogy nevöket az állam megnevezésébe felvették.

Mindezek dacára Magyarország beleilleszkedett a trianoni béke által teremtett új helyzetbe. Aláírta a gyilkos trianoni szerződést, azt eddig is megtartotta, ezután is meg fogja tartani. Erőszakosságra nem gondolt és nem gondol. Meg van róla győződve, hogy a viszonyok meg fogják érlelni azt a belátást, mely napról napra terjed és amely mind hangosabban követeli, hogy a párizsi békeművet, mely következményeiben Középeurópa összeomlásával fenyeget, revideálni kell. Nemcsak mi legyőzöttök mondjuk ezt; ezt mondják és írják mélyenlátó vezető entente államférfiak, publicisták, sőt politikai pártok is. Nevekre hivatkoznom fölösleges, mert azok köztudomásúak. Napról napra terjed annak a belátása, hogy az emberiséget nem lehet tartósan két kategóriára osztani: a győzőkére, akiknek javára monopolizálnak minden közgazdasági és kulturális előnyt és a rabszolgasorsba taszított legyőzöttökre. Az emberiség szolidáris nagy egészet alkot. Középeurópa tönkretétele szükségkép magával ragadja az elnyomókat is.

Addig is azonban, amíg be nem következik az a revízió, amelyet az események logikája ki fog kényszeríteni, kötelessége azoknak, akik a párizsi béke örei, hogy ennek a békének ne csak romboló hatása érvényesüljön, hanem végrehajtassék ama kevés üdvös intézkedése is, amelyek a letiport középeurópai országokat némileg talpraállíthatják s a lelkek békéjének helyreállítására alkalmasak.

Elsősorban a kisebbségek védelmére vonatkozó, az utódállamok által mindedig lábbal tiport intézkedések azok, amelyek becsületes végrehajtása elemi szükségesség.

Nem szólok a keserűség ama tengeréről, amellyel az embertelen trianoni békének a történelemben páratlanul álló területcsonkításai és kizsákmányoló gazdasági intézkedései bennünket magyarokat elárasztottak. Nem szólok arról, hogy a reánk parancsolt igazságtalan és gyilkos béke megrendítette hitünket az emberiségben s csupán az Istenben és a magunk

becsületos munkásságában való hitünket hagyta meg nekünk. Csupán azokról a keserű csalódásokról kívánok említést tenni, amelyek a békének egyes kivételesen reánk is emberséges intézkedései végrehajtása körül eddig érték bennünket. Azokról a tapasztalatokról, amelyek megérelték bennünk azt a meggyőződést, hogy amíg a trianoni béke minket tönkre tevő intézkedései könyörtelenül végrehajtnak, azt, ami reánk előnyös, vagy legalább nem hátrányos, elfelejtik végrehajtani.

Keserű kiábrándulásaink elseje a Millerand-féle kísérőlevél kiforgatása eredeti jelentőségéből.

Ez a levél, melynek kíséretében a trianoni szerződés aláírására vonatkozó parancsot megkaptuk, határozott ígéretet tartalmaz az iránt, hogy a békeszerződés legkirívóbb territoriális igazságtalanságai korrigálhatók lesznek. Semmi sem történt e részben, nem is történhetett, mert hiszen a határmegállapító bizottságok nemcsak hogy nem kaptak a Millerand-féle levél szellemének megfelelő utasításokat, hanem illetékes helyen a Millerand-féle levélnek ismételtelen olyan értelmezés adta, amely egyenes megtagadása az ezen levélben foglalt határozott ígéretnek és ridegen arra vall, hogy az egész Millerand-féle levél csak csalétek volt arra, hogy a gyilkos szerződést aláírjuk. Második nagy csalatkozásunk akkor állott elő, amikor 1921 őszén boldogult IV. Károly király Magyarországra történt váratlan visszaérkezésekor állig felfegyverzett két utódállam haddal fenyegette meg a teljesen leszerelt Magyarországot, ha haladéktalanul nem detronizálja a királyt és a dinasztiát, s amikor Magyarország a két utódállamnak a paktum egyenes rendelkezéseibe ütköző jogellenes cselekedete ellen a paktum 17. cikke alapján a nemzetek szövetségénél keresett utólagos orvoslást, a nemzetek szövetségének titkársága pedig a paktum 11. cikkére alapított álokoskodással kibujt a felelőség alól és a két utódállamnak a paktum által tiltott háborús fenyegetődzése megtorlatlan maradt.

Harmadik nagy csalódásunk, de ez a csalódás nemcsak a miénk, hanem mindazon népeké és néptörödékeké, melyeket a párizsi konferencia megkérdezések nélkül erőszakolt új állami fenhatóságok alá, harmadik nagy csalódásunk a nemzetek szövetségében az, hogy noha a nemzetek szövetsége a saját patronáiusa alá helyezte a fajit, nyelvi és vallási kisebbségek vedel-

mét, e tekintetben vállalt kötelességeit eddig egyáltalán nem teljesítette, annak dacára, hogy Középeurópában, az ú. n. utódállamokban a nemzetiségek elnyomása és sanyargatása a történelemben példátlan mérveket ölt és az utódállamok napnap után a legdurvábban sértik meg a főhatalmakkal 1919-ben és 1920-ban kötött szerződéseikben a minoritások jogainak biztosítása, a minoritások védelme tekintetében vállalt kötelezettségeiket.

A nemzetek szövetségének ezt az érdeklődés hiányát meg sokalta már a népszövetségi ligák uniója is, amelyet méltán tekinthetünk a nemzetek társadalmi szövetségének, és Prágában, a f. év júniusában tartott közgyűléséből megkereste a nemzetek szövetségét az iránt, hogy hatályosan vegye kezébe a kisebbségek védelmének ügyét és teljesítse az e részben feladatát képező felügyelő és ellenőrző kötelességeit. Hogyha már a nemzetek társadalmi szövetsége is szükségesnek találja a közbelépést, nem kötelességünk-e nekünk is, mélyen tisztelt konferencia, akik a nemzetek parlamentjeinek szövetségét alkotjuk, hogy a legbehatóbban foglalkozunk a kisebbségek védelmének kérdésével? És pedig azzal a kettős céllal, hogy egyfelől az egyes parlamenteket serkentsük e tekintetben akcióra, másfelől a nemzetek szövetségét igyekezzünk rábírní, hogy mint a nemzetközi szerződésekben biztosított kisebbségi jogok őre, mint a kisebbségek hivatott és hivatalos védője, hagyjon fel eddigi szemethunó politikájával és lépjen az aktivitás terére.

Nyílt titok, uraim, hogy a nemzetek szövetsége úgy, amint megalakult, a győzők egyoldalú hatalmi szindikátusa. Ma már mindenki belátja azt, hogy ez a szervezet a béke tartós biztosítékává csak akkor válhatik, ha fokozatosan átalakul és a világháborúban győztes nemzetek egyoldalú érdekképviseletéből azzá válik, aminek kezdetől fogva lennie kellett volna: a szabad nemzetek szabad egyesülésévé. Ennek az átalakulásnak meg kell történnie. Hitem, hogy a Nemzetek Szövetsége alkotmányának legalább is legkirívóbb, a szövetség céljaival, fogalmával, rendeltetésével ellentétes organikus hibái igen rövid időn belül ki fognak küszöböltetni.

Ki kell mondani, hogy minden állam részt vehessen a nemzetek szövetségében. Ki kell küszöbölni a szövetség alapszabályaiban a győzők és legyőzöttek között tett óriási megkü-

lönbötetéseket. Ki kell küszöbölni minden eredményes működést alapján ellensúlyozó azt a szabályt, hogy az eljárási kérdéseket kivéve, csak egyhangúlag lehet határozatokat hozni. Mellőzni kell a 10. cikk lehetetlen rendelkezését, amely a párizsi konferencia által megállapított birtokállományok változhatatlanságát örök időkre perpetuálja. Különösen pedig a nemzetek szövetségének végre hozzá kell fognia a minoritások védelme iránt vállalt kötelezettségeinek hatályos teljesítéséhez, amely mulasztásának pótlása annál sürgősebb, mert hiszen a kisebbségek folytonos provokálásából és rendszeres elnyomásából származó elégtelenség állandó veszélyeztetője a békének, melynek megóvására való törekvés hozta létre a nemzetek szövetségét.

Azok a jogok, melyeket a főhatalmak és az ú. n. utódállamok között 1919-ben és 1920-ban kötött nemzetközi szerződések az utódállamokban élő kisebbségek javára megállapítanak, voltaképpen szűkkörűek, csak a minimális kisebbségi védelem körét merítik ki. Szemben ezzel a magyar jogszabályok, nevezetesen a nemzetiségek egyenjogúságáról intézkedő 1868. évi 44. t.-c., továbbá az 1919. évi 4044. M. E. számú rendelet a kisebbségi jogoknak sokkal teljesebb körét biztosítják a nemzetiségeknek, egészen fölösleges tehát, hogy a trianoni békében Magyarországgal szemben is kikötötték azt a szűkebb körű kisebbségi védelmet, melyre az utódállamok is köteleztettek saját kisebbségeikkel szemben. A magyarországi jogszabályok oly széleskörű jogokat biztosítanak a kisebbségeknek, hogy ezek alapján a kisebbségek korlátlanul élhetik a maguk nemzeti és vallási életét, kultúrájukban szabadon kifejthetik minden nemzeti sajátosságukat, sőt nincsenek elzárva anntak az államnak társadalmi és közművelődési kapcsolatától sem, amely államban fajtestvéreik képezik az úgynevezett államalkotó elemet. A kisebbségi jogoknak az utódállamokban is legalább azon méretekig való kiterjesztését látnók ugyan szükségesnek, amelyek Magyarországon a kisebbségek jogai tekintetében irányadók, egyelőre azonban megelégednénk azzal, ha az utódállamokkal szemben nemzetközi szerződésekben megállapított minimális kisebbségi jogokat az utódállamok a gyakorlatban respektálnák, idevonatkozó nemzetközi kötelesegeiknek megfelelően és felhagynának azokkal az üldö-

zésekkel, jog- és birtokfosztásokkal, melyek az ottani kisebbségekkel szemben állandóan napirenden vannak.

Az utódállamokban levő kisebbségek sérelmeinek részletes taglalásától e helyütt és ezen alkalommal tartózkodom. Napokig lehetne beszélni, köteteket lehetne teleírni a kisebbségek ottani elnyomatásáról. Egy év óta folytat e részben széles körű tárgyalásokat a népszövetségi ligák uniója, amely a kisebbségek védelme kérdésében folyó évi prágai közgyűlésén igen fontos határozatokat hozott. Ezekhez a határozatokhoz nekünk, interparlamentáris konferenciának is hozzá kell járulnunk, sőt továbbmenő határozatokkal is ki kell azokat bővítenünk. Nevezetesen az interparlamentáris unió magyar csoportja a maga részéről szükségesnek tartja a népszövetségi ligák uniója által hozott határozatoknak többirányú pótlását.

Kimondatni óhajtja a magyar csoport, hogy földreform címén a kisebbségekkel szemben alkalmazásba vett vagyonekobbzások abban hagyassanak, hogy úgy a vagyonekobbzásokból, mint egyéb atrocitásokból kifolyólag a kisebbségekhez tartozó egyéneknek és jogi személyeknek okozott vagyoni károk megtéríttessenek, hogy végül a nemzetközi állandó bíróság kebelében a kisebbségi sérelmek elbírálásra alakíttassék egy kisebbségi bíróság, amely előtt való actoratus necsak azokat az államokat illesse meg, amelyek a nemzetek szövetségének tagjai, hanem valamennyi államot és állami jellegű autonóm alakulatot is.

A magyar csoportnak vonatkozó határozatai javaslati nyomtatásban megtalálhatók a jelen konferenciának az iroda által kiadott okmánytárában a 108-110. lapokon.

Nagyon boldog volnék, ha ezeket a javaslatokat az interparlamentáris konferencia már most magáévá tenné. Elismerem azonban mindazoknak az érveknek igazságát és helytállóságát, melyek alapján Adelswaerd báró, mélyen tisztelt előadó úr beadta a főtanács által is elfogadott azt a határozati javaslatot, hogy az interparlamentáris konferencia egyelőre csak a kisebbségek védelmének ügyével foglalkozó speciális bizottságot küldjön ki, mely a kisebbségek védelmének kérdését a maga egész komplexumában vegye tárgyalás alá és a következő konferencia elé terjesszen javaslatot a kisebbségi jogokhoz az összes államokra kiható nemzetközi szabályozása iránt.

Adelwaerd bárónak a tanács által is magáévá tett javaslatához csak két megjegyzést fűzök. Az egyik az, hogy a speciális bizottságban az interparlamentáris unió tanácskozásaiban résztvevő minden parlamentáris csoport képviselve legyen, a másik pedig az, hogy a bizottság azonnal fogjon munkához és szorgosan dolgozzék, mert a késelemben veszély van. A kisebbségek elégedetlensége a béke állandó veszélyeztetése.. A segítség e részben tehát sürgős.

Van szerencsém ezek után a magyar csoport nevében Adelswaerd báró határozati javaslatához való hozzájárulásukat bejelenteni. Egyszersmind tisztelettel kérem a konferenciát, hogy a magyar csoportnak általam előadott határozati javaslatait méltóztassék a kiküldendő külön bizottságnak tárgyalás végett kiadni.

BESZÉD

1023. évi augusztus 16 án a XXI. interparlamentáris konferencián
K o p e n h á g á b a n .

(Napirend: a nemzetiségi és gyarmatügyi bizottság jelentése a nemzeti kisebbségek jogairól és kötelességeiről.)

Uraim!

A kisebbségi bizottság javaslataihoz való hozzájárulást van szerencsém bejelenteni.

Ebből az alkalomból lehetetlen egy tekintet nem vetnem a nemzetek szövetségének működésére, nevezetesen a nemzetek szövetsége működésének azon fogyatékoságaira, melyek elkerülhetlenné teszik azt, hogy úgy az interparlamentáris konferencia, mint a népszövetségi ligák uniója folyton emlékeztesse a nemzetek szövetségét azon kötelességei teljesítésére, melyeket a paktumban, valamint azokban a nemzetközi szerződésekben, melyeket a kisebbségi szerződések neve alatt szokás emlegetni, magára vállalt. Immár három éves működésre tekinthet vissza a nemzetek szövetsége, és noha azóta bizonyos javítások is történtek szervezetén, sajnálattal kell konstatálnunk, hogy a hozzá fűzött várakozásoknak eddigi munkálkodásával nem tett eleget. A nemzetek szövetsége a nemzetek békéjének és biztonságának garántálója s azonfelül a faji, nyelvi és vallási kisebbségek jogainak protektora. Sajnos, mindkét rendbeli hivatásának csak nagyon fogyatékosan felel meg. Az olyan kérdésekben, melyek alkalmasak arra, hogy a nemzetek békéjét megzavarják, nem foglal állást, vagy kitérő nyilatkozatokra szorítkozik, a kisebbségek védelme tekintetében pedig egyáltalában nem áll feladata magaslatán, mert az e részben hozzá intézett megkeresések legnagyobb részével egyáltalában nem foglalkozik, azon kevés idevágó konkrét kérdésben pedig, melyeket tárgyalás alá

vesz, összes tevékenysége bizonyos egyeztetés megkísérlésére szorítkozik, aminek sikertelensége esetében az illető ügyeket rendszerint elintézés nélkül hagyja.

A nemzetek szövetségének ezen meddő működését legyen szabad hazámra vonatkozó néhány esettel megvilágítanom. Millerand elnöknek kísérő irata, mellyel annakidején a trianoni béke végleges szövegét a magyar béke delegáció elnökének megküldötte, azt az ígéretet tartalmazta, hogy a nemzetek szövetsége tanácsának gondja lesz rá, hogy a faji és gazdasági érdekeknek meg nem felelő igazságtalan határmegállapítások kiigazíttassanak.

Noha ebből az Ígéretből merített az a remény, hogy az idegen uralmak alá kényszerített három és fél millió magyarának legalább egy része hazájához visszakerülhet, nagyban hozzájárult ahhoz, hogy a magyar törvényhozás a szinte a megsemmisítéssel egyértelmű trianoni békét annak idején elfogadta, a kilátásba helyezett határkiigazítások nemhogy meg nem történtek, hanem a Millerand-féle kísérőlevélnek hivatalosan olyan magyarázat adatott, mely kizárta minden határigazításnak lehetőségét. Ridegen arra vall ez, hogy az egész Millerand-féle levél csak csalétek volt arra, hogy a gyilkos szerződést aláírjuk. Nagyot csalatkozott Magyarország a nemzetek szövetségében akkor is, amidőn 1921. év őszén néhai Károly király meglepetésszerű megjelenésekor a szomszéd államok a nemzetek szövetségének alapszabályaiban foglalt tilalom dacára mozgósítottak, haderejükkel felvonultak Magyarország határaitra és háborúval fenyegették meg Magyarországot. A nemzetek szövetsége pedig nemhogy védelmet nyújtott volna a lefegyverzett Magyarországnak a jogosulatlan háborús készülődések és fenyegetések ellen, hanem a magyar kormány egyenes felszólítása elől kitért és így a két utódállamnak a paktum által tiltott háborús fenyegetőzése megtorlatlan maradt.

Vagy utalok a magyar optások ügyére. Románia napról napra állandóan megsérti a közötte és a főhatalmak között 1919. évi dec. 19-én kötött nemzetközi szerződésnek azt a határozmányát, mely teljesen egyezik a trianoni békeszerződéssel, amelynek Románia is egyik aláírója, hogy t. i. a magyar optásoknak szabadságukban áll megartani a Romániához

csatolt volt magyar területeken bírt birtokaikat, A romániai hatóságok ennek dacára nap-nap után konfiskálják ezeket a birtokokat. Magyarország mint a nemzetek szövetségének tagja, ezzel a szerződészegéssel szemben a nemzetek szövetségének védelmét kérte, a nemzetek szövetségének tanácsa azonban ezúttal is kitért az érdemleges intézkedés elől, sőt még azt a minimális kérelmet sem teljesítette, hogy ezt az ügyet elintézés végett az állandó nemzetközi bíróság elé utalja, vagy legalább is ennek véleményét hallgassa meg. Pedig a paktum, valamint az imént idézett nemzetközi szerződések egyenesen akkép rendelkeznek, hogy a nemzetközi szerződések értelmezését igénylő vitás jogi kérdésekben a nemzetek szövetségének kötelékébe tartozó államok között felmerülő vitás ügyekben az állandó nemzetközi bíróság döntsön.

Nem akarok további rekriminációkba bocsátkozni és nem akarok kiterjeszkedni a nemzetek szövetségének arra a mulasztására sem, hogy noha a világháborúban vesztes közép-európai államok már évek óta teljesen le vannak fegyverezve, a nemzetek szövetsége úgyszólván semmit sem tesz a paktum 8. cikkében előírt általános és arányos lefegyverzés érdekében, hanem nyugodtan túri, hogy a háborúban győztes államok ne csak fentartsák, hanem még az eddiginél is nagyobb méretekben fejlesszék a néphadseregek intézményét.

Csak azért említettem fel mindezeket, hogy ezzel a helyzetképpel is illusztráljam annak eminens szükségét, hogy a nemzetközi béke fentartásának minden őszinte barátja megtegye a lehető a végből, hogy a nemzetek szövetsége fenséges feladatait több lelkiismeretességgel és odaadással teljesítse, mint eddigelé tette.

Mi magyarok a békének meggyőződéses és lelkes apostolai vagyunk. Bizonyítja ezt az is, hogy a világháború lefolyása után nyilvánosságra került államiratok beigazolták, hogy nekünk magyaroknak semmi részünk nem volt a világháború előidőzésében. De igazolja az is, hogy noha a világháború folytán az összes hadviselők között mi magyarok szenvedtük a legnagyobb veszteséget területben, népességben, gazdasági és kulturális javakban egyaránt, mégis aláírtuk a trianoni békeművet, melynél kegyetlenebbet a történelem nem ismer, aláírtuk, mert azt tartjuk, hogy a béke a legfőbb emberi jó, s mert nekünk

csak egy törekvésünk van: békés munkával és szorgalommal kifejteni nemzeti egyéniségünket és haszonhajtó tényezőjévé válni a szolidáris emberi kultúrának és a világgazdaságnak.

Éppen ezért abból a sajnálatos tényből, hogy a nemzetek szövetsége lazán és kevés eredménnyel teljesíti magasztos feladatát, nem azt a következtetést vonjuk le, hogy szembehelezkedjünk ezzel az intézménnyel, hanem azt, hogy minden erőnkkel igyekezzünk annak fogyatékoságain javítani, azt tökéletesíteni, mindjobban kiemelni egyoldalúságából, mely szerint az még mindig veszedelmesen hasonlít a győzők egyoldalú szövetségéhez, és azzá tenni, amivé lenni hivatása: a szabad nemzetek szabad egyesülésévé.

Ezen szempontok szerint ítélem meg a kisebbségi bizottságnak előttünk fekvő javaslatait, és különösen a II. és III. számú javaslatokat.

A III. számú javaslatnak az a célja, hogy hatékonyabbá tegye a nemzetek szövetségének kisebbségi ügyekben való eljárását. Evégből újból sürgeti azt, amit az interparlamentáris konferencia már a múlt évben is javasolt s aminek szükségét a népszövetségi ligák uniója is állhatatosan hirdeti, hogy t. i. a nemzetek szövetségének tanácsa mellett a kisebbségi ügyek előkészítő tárgyalására és a szükséges helyszíni vizsgálatok megtartására állandó kisebbségi bizottság alakíttassék. A nemzetek szövetsége mindezideig állhatatosan elutasította egy ilyen állandó bizottság létesítése iránt hozzá intézett megkereséseket. Remélnünk kell, hogy a folytonos sürgetések elől többé már nem fog kitérni és honorálni fogja a kisebbségi ügyekben való eljárás tökéletesítésére irányuló ezt a javaslatot. A magam részéről nagyon üdvösnek tartottam volna, ha egyúttal az iránt is történnék kezdeményezés, hogy az állandó nemzetközi bíróság kebelében is létesíttessék külön osztály a kisebbségi ügyek tárgyalására, mert hiszen az állandó nemzetközi bíróság hovatovább fontosabb szervévé növi ki magát a kisebbségek védelmének, mint aminő a nemzetek szövetségének tanácsa. Mindazonáltal idevágólag ezúttal nem teszek indítványt, mert abból indulok ki, hogy a nemzetek szövetségéből, mely nagyon nehezen szánja rá magát újításokra, tanácsosabb egyszerre csak keveset kérni.

Ami a paritásos bizottságokra vonatkozó II. számú javas-

latot illeti, nézetem szerint annak szüksége is csak azért merült fel, mert a nemzetek szövetsége nagyon nehezen hozzáférhető kisebbségi ügyekben. Noha a nemzetközi szerződésekben körvonalozott kisebbségi jogok és kisebbségi védelem immár a nemzetközi jog terére tartoznak s a felmerülő jogviták elintézése is nemzetközi fórumok elé van utalva, mégis a célszerűség szempontjából helyes ezeknek a jogvitáknak elintézését előbb állami keretben, a többség és kisebbség paritásos bizottságai előtt megkísérlem. Remélnünk kell, hogy többség és kisebbségek között idővel bizonyos kölcsönös megértés fog kifejlődni, ami lehetővé fogja tenni a felmerülő vitás kérdések egy részének egyetértő elintézését a nélkül, hogy internacionális fórumok döntését kelljen igénybevenni. Olyan államokban, melyekben az uralkodó faj a kisebbségekre vonatkozó jogkérdéseket hatalmi szóval akarja eldönteni, természetesen hiábavaló marad ez a kísérlet. Márcsak ezért is feltétlenül szükséges tehát, hogy a paritásos bizottságok eljárásával szemben feltétlenül fenmaradjon a lehetőség az illetékes nemzetközi fórumok döntésének igénybevételére.

Ami már most a kisebbségek jogainak és kötelezettségeinek nemzetközi kodifikációját illeti, az erre vonatkozólag előterjesztett I. számú határozati javaslat voltaképpen csupán azt célozna, hogy a kisebbségekre vonatkozó azok a jogszabályok, melyek eddig a főhatalmak és az ú. n. utódállamok között kötött nemzetközi szerződésekbe foglaltattak bele, kiterjesztessenek a többi civilizált államokra is. A tendencia helyes. A kodifikáció szabatos. Részemről egyetlen módosítást mégis bátor vagyok javasolni, azt t. i., hogy az I. pont bővítették ki oly formán, hogy az állam lakosainak nemcsak életét és szabadságát, hanem tulajdonát is tartozik megvédeni.

Az előadottak alapján a bizottsági javaslatokat készségesen elfogadom, mert azokban előrelépést látok. Már pedig a kisebbségi jogok védelme tekintetében minden előrelépést annál melegebben üdvözlök, mert büszkeséggel mondhatom, hogy az én hazám a kisebbségek jogainak, a kisebbségek védelmének klasszikus hazája. Magyarországon a kisebbségek védelme jelentékenyen túl megy azokon a kereteken, amelyeket a békeszerződések és ezek között a trianoni szerződés megállapít. Magyarország már akkor megalkotta a legliberálisabb

szellemtől áthatott törvényt a nemzetiségek egyenjogúságáról (1868-ik évi 44. te), amikor a kisebbségi jogok kodifikációjáról más államokban még szó sem volt. Ez a törvény ma is él. És a gyakorlatban való kibővített alkalmazásáról a folyó év június hó 21-én, 4800-ik szám alatt kiadott részletes kormányutasítás intézkedik. Ez az utasítás méltó arra, hogy vegyes lakosságú államok kormányai tanulmányozzák és intézkedéseit a maguk körében megvalósítani igyekezzenek, mert ez a szabályzat mintája annak, hogy jogos, igazságos és méltányos bánásmóddal miként kell a nyelvi, faji és nemzetiségi kisebbségekkel nemcsak respektáltatni, de meg is szerettetni azt az állapotot, melynek keretében a sors rendelése szerint élniök kell.

BESZÉD

1924. évi augusztus 23-án a XXII. interparlamentáris konferencián
Bernben.

(Napirend: általános vita.)

Uraim!

Amidőn az általános vitában szót emelek, abban a sajátos helyzetben vagyok, hogy a bureau jelentésének leginkább ahhoz a részéhez kívánom megjegyzéseimet fűzni, amely negatívumot konstatál, azt, hogy uniónk közgyűlését előkészítő szerveink a letűnt év folyamán Európa politikai helyzetének legvitálisabb kérdésével, a kisebbségek kérdésével nem foglalkoztak, következésképp erre a kérdésre vonatkozó határozati javaslatok sem terjesztettek ezen közgyűlés elé.

A nemzetiségi és, gyarmatügyi bizottság a lefolyt évben kizárólag koloniális kérdésekkel foglalkozott és ezekre vonatkozó igen értékes javaslatokat terjeszt elő. Kisebbségi kérdésekkel azonban egyáltalában nem foglalkozott a bizottság a lefolyt évben és minket sem kíván ez alkalommal ilyenekkel foglalkoztatni.

Részemről ezt az eljárást nem helyeselhetem. Szilárd meggyőződésem az, hogy Európa legégetőbb kérdése ezidőszerint is a *kisebbségek kérdése*, és hiú remény az, hogy a lelkek békéje – pedig csak ez az igazi béke – bekövetkezhessek mindaddig, amíg ebben a mindennél fontosabb kérdésben megnyugtató állapotot nem teremtünk. S meggyőződéssel állítom, hogy első sorban nem az elnyomott nemzeteknek, nem az elnyomott kisebbségeknek érdeke az, hogy ezen a téren megnyugvás teremtsék, hanem érdeke első sorban azoknak az uralkodó nemzeteknek, azoknak a többségeknek, amelyek nem hajtják végre a világháború befejeztével létrejött nemzetközi szerződéseket, hanem kijátsszák azokat, elnyomják kisebb-

ségeiket és szinte már intézményesen képezik ki kisebbségeiket a másodrendű állampolgárok kategóriájává. Éppen ezeknek a többségeknek, amelyek a világháború eredményeképpen lettek önálló államokká, illetőleg nyertek rendkívüli területi gyarapodást, éppen ezeknek az érdeke a kisebbségek nemzetközileg garantált jogainak respektálása, mert ez a kulcsa annak, hogy mai területi integritásuknak, a világháború következtében más államok rovására nyert hatalmas területi gyarapodásuknak birtokában tartamosán megmaradhassanak. A kisebbségek könnyörtelen elnyomása végeredményben a lelkek olyan elkeseredését váltja ki, amely háború nélkül is a mai mesterséges határok, a mai kényszerhatárok megváltoztatására fog vezetni, mert a világ közvéleménye be fogja látni, hogy ezek a kíméletlen többségek nem érdemesek arra a világtörténelemben páratlanul álló kedvezményezésre, amelyben a párizsi békekonferencia őket részesítette.

Nem újságot mondok, mindenki, aki hasonló kérdésekkel foglalkozik, jól tudja, hogy a főhatalmak és az ú. n. utódállamok között 1919-ben és 1920-ban kötött úgynevezett kisebbségi szerződések csak papiroson léteznek, hogy az utódállamok az ezekben a szerződésekben rájuk szabott kötelességeket napról napra megszegik, hogy ezekben az utódállamokban a kisebbségek elnyomása háborítatlanul tart és az ellenőrzés teljes hiánya következtében ezek az utódállamok nem is tartják szükségesnek, hogy eddigi politikájukon változtassanak. Egy kis csokrot állítottam össze az utódállamokban élő magyarság elnyomásáról, a magyar kisebbségek folytonos szenvedéséről. Nem akarom ennek az összeállításnak előadásával a közgyűlés idejét igénybe venni, kérem azonban a közgyűlést, hogy ezt a rövid és indokolt összeállítást, mely a három és fél millió magyarnak az utódállamok területén való szakadatlan elnyomásáról tanúskodik és melynek minden szaváért felelek, jelen tanácskozásaink mellékletei közé felvenni és további eljárás végett a nemzetiségi és gyarmatügyi bizottságnak kiadatni méltóztassék.

A világháború befejeztet követő öt év keserves tapasztalatai adják ajkaimra azt a fájdalmas kijelentést, hogy a gyakorlatban nincs fórum, amely a kisebbségek sérelmét orvoslóná. Igazolni tartozom ezt a kijelentésemet.

Igazolom azzal a köztudomású ténnyel, hogy nemzetközi megállapodások szerint volnának ugyan fórumok, melyeknek feladata, hogy a kisebbségek sérelmeivel foglalkozzanak, csak-hogy – öt év keserves tapasztalatai igazolják – a kisebbségi panaszok nem juthatnak el ezek elé a fórumok elé.

A kisebbségi szerződések mindegyike azt a határozimányt tartalmazza, hogy a faji, vallási és nyelvi kisebbségekre vonatkozó rendelkezések nemzetközi érdekű kötelezettségek és a nemzetek szövetségének védelme alatt fognak állani. Mindezekben a szerződésekben bennfoglaltatik az is, hogy a nemzetek szövetsége tanácsának minden egyes tagja azzal a joggal bír, hogy a tanács figyelmét felhívja a kötelezettségek valamelyikének megsértésére vagy megsértésének veszélyére, hogy a tanács oly intézkedéseket foganatosíthasson és oly utasításokat adhasson, amelyek az adott esetben alkalmasaknak és hathatósaknak mutatkoznak. Végül kimondják a szerződések azt is, hogy ha kisebbségi ügyekben jogi vagy ténykérdésben az érdekelt állam és a nemzetek szövetsége tanácsának valamely tagja között véleménykülönbség támad, ez a véleménykülönbség a nemzetek szövetsége alkotmányának 14. cikke értelmében nemzetközi jellegű vitának tekintendő, amely fölött a nemzetek szövetsége tanácsának illető tagja kérésére a nemzetközi állandó bíróság dönt fellebbezés kizárásával.

Amint tehát kitűnik, a kisebbségek részére nemzetközileg biztosított jogoknak hivatott védője van: a nemzetek szövetsége. A kisebbségi panaszok elintézésének és a kisebbségi vitás esetek eldöntésének hivatott fórumai pedig: a nemzetek szövetségének tanácsa és az állandó nemzetközi bíróság.

Elméletben tehát a kisebbségi jogok megvédésének és érvényesítésének szépen kiépített rendszere áll fenn. De mit ér ez az elméletben kiépített rendszer, ha az a gyakorlatban nem érvényesülhet?

Öt év szakadatlan tapasztalatai igazolják, hogy a kisebbségi ügyek a nemzetek szövetségében nagyon mostoha protektorra tettek szert. A nemzetek szövetségének az a szerve, amely ezen protektorátust gyakorolni hivatott volna: a tanács. Kisebbségi ügyet csak a tanács valamely tagja vihet a tanács elé azzal a hatállyal, hogy, a tanács köteles legyen foglalkozni az illető kisebbségi kérdéssel, valamint hogy annak is, hogy a

nemzetközi állandó bíróság dönthessen kisebbségi vitás ügyekben, az az előfeltétele, hogy a tanács valamely tagja vigye a vitás ügyet a bíróság elé.

A nemzetek szövetségének tanácsa kezébe van tehát letéve a kisebbségi jogok védelme, a kisebbségi jogok érvényre juttatása, a kisebbségi panaszok és mindennemű kisebbségi vitás kérdések elintézése, illetőleg az állandó nemzetközi bíróság elé vitele,

A nemzetek szövetségének tanácsa – sajnos – a kisebbségi protektorátust egyáltalában nem gyakorolja, az eléje terjesztett panaszokkal pedig -alig vagy éppen nem foglalkozik. A kisebbségi kérdések tárgyalásába való bocsátkozás elől a tanács rendszerint kitér. Kibúvója nagyon egyszerű. Csak valamely tanácstag fellépése bír azzal a jogi hatállyal, hogy a tanács az illető kisebbségi kérdéssel foglalkozni köteles legyen, a tanács tagjai pedig könnyen zárkóznak el a kisebbségek minden panaszától, nem érzik magukat indítatva arra, hogy kezdeményezőleg lépjenek fel a tanács előtt. Következésképpen azt sem kezdeményezik, hogy az egyes vitás kérdések a nemzetközi állandó bíróság döntése alá kerüljenek. A sanyargatott kisebbségek panaszai számtalan, viszont egyik kezem ujjain megszámlálhatnám azokat a kisebbségi panaszokat, melyekkel öt év alatt a tanács foglalkozni jónak látta. Nem mondom, hogy a tanács avagy a bíróság minden egyes panasszal foglalkozzék. Ez talán fizikailag nehezen volna keresztülvihető, noha ez volna az az igazi kisebbségi védelem, amelyet a nemzetközi szerződések kontemplálnak. Mégis az ellen, hogy szelekció történjék, nem lehet kifogásunk. Nem is nehéz szabatosan meghatározni azokat az objektív előfeltételeket, amelyek a panaszok elfogadhatóságát megállapítanák. Nem nehéz felállítani azokat a kritériumokat sem, amelyek révén biztosítható, hogy könnyelmű vagy hamis vádaskodások elől a komoly jogorvoslás útja elzárassék. Azon elv felállítása ellen sem lehet kifogás, hogy a kisebbségi panaszok csak akkor legyenek nemzetközi térre vihetők, ha belföldön hiába kísérelték meg azok orvoslását. Ezt az engedményt az állami szuverenitásnak meg lehet tenni. De természetesen csak annak feltétele mellett, hogy az illető állam köteles legyen a panaszok tárgyában határozni, tehát szuverenitását ne hasz-

nálhassa fel visszaélésre akár azáltal, hogy a panaszokat nem intézi el, akár azáltal, hogy a panaszokat erőhatalommal csírájukban elfojtja.

De az már aztán igazán teljes védtelenségét jelenti a kisebbségi jogoknak, ha az az álláspont emelkedik érvényre - pedig, sajnos, ez a mai helyzet -, hogy a kisebbségi panaszokat az elintézésükre hivatott nemzetközi fórumnál agyon kell hallgatni. E mellett a rendszer mellett éppen csak véletlen szerencse az, ha néha napján egy-egy panasszal valamilyen módon foglalkoznak.

A nemzetek szövetsége tanácsának ez a részvétlensége egyenes kötelességsértés. Maga a tanács 1920. évi okt. 22-iki határozatában magyarázatát adta annak, hogy mit kell érteni a minoritási szerződések azon megállapítása alatt, hogy ezen szerződések rendelkezései a nemzetek szövetségének garanciája alá helyeztetnek. Nemcsak jogot - állapította meg a tanács -, de *egyenes* kötelességet is jelent ez a nemzetek szövetsége szempontjából, t. i. azt a kötelességet, hogy a nemzetek szövetsége ellenőrizze azt, hogy a kisebbségek védelmére vonatkozó rendelkezések végre vannak-e hajtva?

Voltaképpen tehát a nemzetek szövetségének hivatalból lenne kötelessége a felügyeletet, az ellenőrzést teljesíteni arra vonatkozólag, hogy végrehajtnak-e a kisebbségek védelmére vonatkozó nemzetközi jogi rendelkezések avagy nem? A nemzetek szövetségének tanácsa azonban távol áll attól, hogy hivatalból, külön kérelem nélkül megfeleljen ennek a kötelességének, sőt a hozzá intézett tömeges panaszok elől is szinte teljesen elzárkózik. Gondoskodása arra irányul, hogy mennél távolabb tartsa magától ezeket a panaszokat. Ezért nemcsak a legszűkebb értelemben magyarázza azokat a rendelkezéseket, melyek a kisebbségek védelmére igénybe vehető jogorvoslatokra vonatkoznak, hanem mind fokozottabban zárkózik el a kisebbségi panaszok elől. Sőt lassanként olyan gyakorlat kezd kifejlődni a nemzetek szövetsége tanácsánál, hogy a tanács a minoritások protektorátusát fokozatosan félretéve, azon az úton van, hogy inkább a többségek protektorává alakuljon át. Erre a mentalitásra vall az is, hogy a nemzetek szövetségénél újabban mind sűrűbben hangoztatják a minoritások loyaltási kötelességét a mai államhatalmakkal szemben. Kétségtelen,

hogyan ez a loyális kötelesség fenforog, de honnan van az, hogy a minoritások hivatott protektora a kisebbségeknek ezt a kötelességét újból és újból előtérbe állítja, arra azonban nem fordít gondot, hogy azok az államhatalmak, melyek a minoritások loyális kötelességére olyan nagy súlyt helyeznek, teljesítik-e a minoritásokkal szemben fennálló nemzetközi jogi jelentőségű kötelezettségeiket? Mert a kisebbségek loyálisának ellenszolgáltatása van: a minoritások jogainak tiszteletben tartása, és amely állam ezeket a jogokat lábbal tiporja, annak nincs jogos igénye a minoritások loyálisára.

Hányszor intézett már kérelmet a népszövetségi ligák uniója meg a mi uniónk is a nemzetek szövetségének tanácsához, hogy szervezzen *külön bizottságot* a minoritási ügyekkel való foglalkozásra, olyan bizottságot, amelynek tagjai szakszerűen és állandóan foglalkozzanak a minoritások panaszaival és helyszíni vizsgálatokat is tartsanak ezen panaszok tárgyában! A nemzetek szövetségének nagyszámú bizottsága van a különböző fontos kérdések tanulmányozására és tárgyalására. Ebben a legfontosabb kérdésben azonban a nemzetek szövetsége következetes ridegséggel elzárkózik külön szakszövetség alakításától. És elzárkózik minden egyéb célszerű reform elől is, amely a kisebbségek védelmére, nevezetesen azon szinte önkényszerű eljárás reformjára vonatkozik, amelyet kisebbségi ügyekben a nemzetek szövetségének tanácsa követ. A nemzetek szövetségének tanácsa nemhogy tökéletesítené a kisebbségi ügyekben való eljárást; nemhogy arra törekednék, hogy ne csupán a tanács tagjait illesse meg az a kizárólagos jog, mondhatnók privilégium, hogy kisebbségi ügyeket a tanács, avagy a bíróság elé vihessen, hanem az actoratusnak ez a joga kiterjesztessék a tanácsban nem képviselt államokra is, és ami fő, kiterjesztessék magukra a kisebbségekre, legalább azoknak hivatott legfőbb képviselőire is; nemhogy arra törekednék, hogy a panaszok illetékes bírójuk elé juthassanak; nemhogy a kisebbségi védelem végrehajtása terén a nemzetek szövetségét terhelő felügyeleti és ellenőrzési jogot hivatalból is mennél hatályosabban gyakorolná: ellenkezőleg a kisebbségi jogok érvényesítése terén fennálló szűkkeblű és fogyatékos eljárási szabályokat még mindinkább megszorítja. Így például a tanács 1920. évi okt. 22-iki ülésének azon határozatát, hogy

a kisebbségi jogsérelmekre vonatkozó kérvények egyszerre közöltessenek a kérvény által érintett állammal és a tanács tagjaival, valamint a többi államokkal is, már a következő év jan. 29-én és 1922. évi szept. 5-én tartott üléseiben oda szűkítette, hogy a kérvények a tanácsban nem képviselt államokkal egyáltalában ne közöltessenek, a tanács tagjaival pedig csak akkor, amidőn a kérvény által érintett (panaszolt) állami észrevételei már beérkeztek. Minden súly a panasztól állam észrevételeire van fektetve. Hogy ez nem túlzott állítás, kitűnik magának a nemzetek szövetségének információs osztálya által „A nemzetek szövetsége és a kisebbségek” cím alatt kiadott ismertető munkából, amely egyebek között közli azt az adatot is, hogy a kisebbségi kérdésekben a nemzetek szövetségéhez intézett számos kérvény legtöbbszörrel vonatkozólag *az érdekelt állam által adott észrevételek folytán* a tanács egyik tagja sem látta indokoltnak a tanács figyelmét azokra felhívni, s csupán *két esetet* vitetett a tanács elé. Ily rideg eljárás mellett, amidőn a kisebbségi panaszokat a panasztól állammal szinte kénye-kedvére szolgáltatják ki, mert hiszen annak ellenvetései alapján a panaszokat a limine elutasítják, anélkül, hogy azok illetékes fórumaik – a tanács, avagy a nemzetközi állandó bíróság – elé jutnának: lehet-e szó komoly kisebbségi védelemről? Mi más ez, mint a világháborúban győztes államok további protegálása, mint annak az egyetlen korlátozásnak, amely a nagy területekkel gyarapított államokra reá rovatott, hogy t. i. az új területekkel uralmuk alá került kisebbségeket el ne nyomják, – a gyakorlatban való feloldása, minden ereszben való ellenőrzésnek a gyakorlati életből való kiküszöbölése? Mi más ez, mint tovább sanyargatása a legyőzötteknek, akikre csupa carthagói békéket kényszerítettek reá, tovább sanyargatása azáltal, hogy az anyaországtól idegen uralom alá kényszerített testvéreik az új uralom önkényének korlátlanul kiszolgáltatnak?

A nemzetek szövetségének ezt az eljárását nem menthetik az állami szuverenitásnak szempontjai sem, amelyeket az ú. n. utódállamok folyton előtérbe állítanak. Azt állítják ezek az államok, hogy a kisebbségek védelme terén nemzetközileg tett minden lépés szuverenitásukat sérti, belügyeikbe való beavatkozást jelent. Teljesen helytelen álláspont, mert hiszen

ezek az államok szerződésileg ismerték el, hogy az általuk a kisebbségekkel szemben vállalt kötelezettségek nemzetközi jelentőségűek, szerződésileg ismerték el, hogy a kisebbségekre vonatkozó rendelkezések a nemzetek szövetségének garanciája alá helyeztetnek és hogy a kisebbségi jogok megsértése, sőt már a megsértés veszélye is a nemzetek szövetsége tanácsának, avagy a nemzetközi állandó bíróságnak beavatkozását, illetőleg ítélkezését involválja. A szuverenitás előtérbe állítása tehát csak ürügy arra, hogy a kisebbségek minden nemzetközi jogorvoslattól elzárhatók legyenek. Ez pedig egyértelmű azzal, hogy azok az államok, amelyek nemzetközi szerződésben garantálták a kisebbségi jogokat, felszabadulnak minden ellenőrzés alól, tetszésükre, önkényükre van tehát bízva, hogy megtartsák-e az általuk kötött szerződéseket, avagy nem.

Magyarország a világháborút követő békekötések leg-szerencsétlenebb áldozata. Területének és népességének kétharmadától, a tősgyökeres magyar fajnak egyharmadától, gazdasági erőforrásainak és kulturális kincseinek túlnyomó nagy részétől fosztották meg, és mindezt idegen uralmak alá rendelték. Tették pedig ezt büntetésből azért, mert Magyarország részes lett volna a háború előidőzésében. Rettenetes tévedés. A háború után napfényre került államiratok bizonyítják, hogy Magyarországnak a háború kitörésekor volt miniszterelnöke a magyar nemzet nevében minden lehetőt elkövetett a háború megakadályozására és hogy Magyarország csak az akkori osztrák-magyar monarchia szervezetéből folyó kényszer folytán lett a háború részesévé. Ám a békekonferencia nagy történelmi tévedését már nem lehet jóvátenni. De arra igenis joga van Magyarországnak, hogy azok a volt polgárai, akiket megkérdezésük nélkül idegen uralmak alá kényszerítettek, ezen új uralmak által garantált védelemben részesüljenek, hogy új hazájukban ne elnyomottak, ne másodrendű állampolgárok legyenek, hanem részesüljenek mindazokban a jogokban, melyeket nekik immár a nemzetközi jog biztosít. Magyarország soha sem fog megszűnni éberen örködni elszakított véreinek kisebbségi jogai fölött és mindenkor fel fogja emelni tiltakozó szavát a jogtalan elnyomások ellen. Annál inkább, mert Magyarország ezer éven keresztül testvéreként bánt az uralma alatt állott nem magyar ajkú polgáraival, mert

Magyarország már 1868-ban, amidőn a kisebbségi jogok még szinte ismeretlenek voltak, olyan törvényt alkotott a nemzeti-ségek egyenjogúságáról, amely a kisebbségeknek sokkal több jogot biztosít, mint amennyivel az 1919-ben és 1920-ban kötött nemzetközi szerződések a kisebbségeket felruházzák.

Magyarország mai szerencsétlen helyzetében is becsületesen megtartja minden nemzetközi kötelességét. Honnan veszik tehát maguknak a privilégiumot azok a szerencsés államok, a sors azon kegyeltjei, amelyek a történelmi Magyarország kétharmadát felosztották maguk között, hogy kedvező helyzetüket még arra is kihasználják, hogy a kisebbségek nemzetközileg vállalt védelmi kötelezettsége alól magukat önkényesen mentesítsék? Magyarország belenyugodott mai szerencsétlen helyzetébe és minden megmaradt erejét belső konszolidációjára és arra fordítja, hogy az emberi társadalom munkás és hasznosító tagja legyen. Miért keserítik hát az utódállamok folyton Magyarországot az elszakított magyarság elnyomásával? Miért szigetelik el hermetikusan a magyar kultúrától a mai Magyarország határain kívül élő három és félmillió magyart az utódállamok még ma is? Talán bizony félnek Magyarországtól, amely lefegyverzett állapotában mindössze 35.000 önkéntesből toborzott sereggel rendelkezik, amely fegyveres erő a belső rend fentartására és a határrendészeti teendők teljesítésére sem elégséges, holott a három utódállam 565.000 fegyveressel rendelkezik, amely számot az általános védkötelezettség alapján – amelytől Magyarország el van tiltva – minden percben 5 millióra emelhetnek? Nem, uraim, nem Magyarországtól, nem annak materiális erejétől, hanem az igazságtól félnek. Csak így lehet megmagyarázni azt a béke ötödik évében szinte komikus elővigyázatot, hogy nyomtatott magyar betű ma sem hatolhat át az utódállamok határain. Mi magyarok nyugodtak vagyunk. A sors megalázott, erőforrásainktól megfosztott, leszegényített, de van egy nagy erőnk, mely többet ér minden hadseregnél, amely hatalmasabb velünk szemben alkalmazott minden erőszaknál: az igazság!

Ennek az igazságnak nevében kérem, követelem az elnyomott kisebbségek jogainak érvényesítését. És kérem az interparlamentáris konferencia minden tagját, hogy egyfelől

saját parlamentjeikben szószólói legyenek a kisebbségek jogainak, megakadályozói a kisebbségek elnyomásának, másfelől ne szűnjenek meg a nemzetek szövetségét folyton figyelmeztetni azokra a nagy, azokra a szent kötelességekre, melyeket magára vett akkor, amidőn a kisebbségi jogok védelmét elvállalta!

BESZÉD

a népszövetségi ligák uniójának kisebbségi bizottságában Brüsszelben 1925. évi febr. 10-én. (Napirend: a községi illetőség Szlovákiában.)

A trianoni békeszerződés 61. cikke következőleg rendelkezik: „Mindazok a személyek, akiknek illetősége (pertinenz) oly területen van, amely azelőtt a volt osztrák-magyar monarchia területeihez tartozott, a magyar állampolgárság kizárásával *annak az államnak állampolgárságát szerzik meg, amely az említett területen az állami főhatalmat gyakorolja.*”

Ugyanezt állapítják meg a főhatalmak és az ú. n. utódállamok között létrejött szerződések is. Nevezetesen a főhatalmak és Cseh-Szlovákország között 1919. évi szept. 10-én kötött szerződés 3. cikkének intézkedése a következő: „Cseh-Szlovákország cseh-szlovák állampolgároknak ismeri el jogérvényesen és mindennemű alakiság nélkül mindazokat a német, osztrák vagy magyar állampolgárokat, akiknek *a jelen szerződés életbelépésének idejében* az eset körülményei szerint lakóhelyük vagy illetőségük (pertinenz, Heimatsrecht) oly területen van, amely a Németországgal, Ausztriával, vagy Magyarországgal kötött szerződésekben Cseh-Szlovákország alkotórészeként ismertetett el, vagy fog elismertetni.” Különös figyelmet érdemel az is, hogy a főhatalmak és Cseh-Szlovákország között kötött idézett szerződés 1. cikke szerint „Cseh-Szlovákország kötelezi magát arra, hogy a jelen szerződés 2-8. cikkeiben foglalt rendelkezéseket alaptörvényekül ismeri el, hogy semmiféle törvény, rendelet vagy hivatalos intézkedés ezekkel a rendelkezésekkel nem lesz ellentétben s hogy ezekkel szemben semmiféle törvény, rendelet vagy hivatalos intézkedés nem lesz hatályos.”

Alapelv tehát, hogy mindazok, akik a régi magyar Felvidéken, a mai Szlovákiában, községi illetőséggel bírtak, akkor, amikor ez a terület Magyarországtól a cseh-szlovák köztársá-

sághoz csatoltatott, elvesztették magyar állampolgárságukat és cseh-szlovák állampolgárokká lettek. Hogy a kérdéses időpontban kik bírtak községi illetőséggel a mai Szlovenszkóban, azt természetesen a magyar törvények szerint kell eldönteni, mert hiszen a jelzett időpontig csak a magyar törvények szerint lehetett községi illetőséget szerezni. A kérdés rendkívül egyszerű volna, ha a községi illetőséggel bírók felől Magyarországon közhitelű lajstromok vezettek volna. Ilyen nyilvántartást azonban a magyar törvények nem ismertek és ma sem ismernek azon egyszerű oknál fogva, mert a magyar községi jog szerint a községi illetőséget *hallgatólágosan* is meg lehet szerezni, a nélkül, hogy a község kötelékébe való felvétel tekintetében kifejezett hatósági határozat lenne szükséges. Sőt a magyar jog szerint a községi illetőségnek egyenesen kifejezett kérelem alapján való megszerzése a kivételes esetek közé tartozik. Mert a magyar állampolgárok nagy zöme vagy annak folytán szerzi meg a községi illetőséget, hogy olyan ősöktől származik, akik illetőséggel bírtak az illető községben, vagy pedig hallgatólág azáltal szerzi meg, hogy négy évig egyfolytában lakik valamely községben s ezen idő alatt rövidebb vagy hosszabb ideig vagy pedig állandóan a községi közterhekhez is hozzájárul. Van az illetőség szerzésének olyan módja is, hogy a község a folyamodó kifejezett kérelmére adja meg a községi illetőséget, ez azonban, amint említettem, csak szórványosan fordul elő. A községi illetőségnek hallgatólág, szakadatlan négyévi helybenlakás és a községi közterhekhez járulás által való megszerzése egyenesen alapvető rendelkezése és sajátosága a magyar községi jognak. Ezt a hallgatólágos megszerzési módot ismeri és szabályozza az egymásután következett községi törvények valamennyi. Nevezetesen az 1871. évi XVIII., az 1876. évi V. és végül az 1886. évi XXII. tcikk, amely ma is életben van. Az utolsó és ma is érvényben álló községi törvénynek, az 1886. évi XXII. tcikknek 10. §-a ezt a hallgatólágos illetőségszerzési módot a következőleg szabályozza:

„Aki azon községből, melynek kötelékében volt, más községbe költözik át, ezáltal a régi községi kötelékből még nem lép ki. Ha azonban az új községben *négy évig folytonosan lakik, ennek községi terheihez járul* és ezen község ellene a 9. §. a), h), c) pontjaiban megállapított kifogásokat (bizonyos

erkölcsi kifogások vagy teljes elszegényedés) ezen idő alatt nem érvényesíti, *ezen község kötelékébe tartozónak* s az előbbi községi kötelékből kilépettnek *tekintetik* még azon esetben is, ha letelepülési szándékát be nem jelentette, kivévn, ha azon községben, amelyből átköltözött, a községi terhekhez ezen idő alatt is folytonosan hozzájárult, vagy ha ily hozzájárulás nélkül az ő maga előbbi községi illetőségét ugyanezen község beleegyezése mellett fentartani akarja.”

Kitűnik ebből a szövegből, hogy bizonyos tények folytán, t. i. négyévi állandó lakás és a község terheihez való hozzájárulás folytán ipso facto, automatikusan, hallgatólag megszerztetik a községi illetőség. Hogy a törvény valóban *hallgatólagos* megszerzést akart szabályozni, annak világos bizonyítéka a törvényszakasznak az a kifejezése, hogy az illetőség ilyen módon még akkor is megszerztetik, ha az illető nem jelenti be letelepülési szándékát. Az illetőség megszerzése tehát tények önkéntes folyamánya és nincs szükség arra, hogy a község az ilyen egyént külön, kifejezetten, határozatilag felvegye a maga kötelékébe. Az ilyen módon való illetőségszerzéshez tehát nem szükséges a község hozzájárulása. Ellenben igenis ahhoz, hogy valaki annak ellenére, hogy rendelkezik azokkal a kellékekkel, melyek az új községi illetőség hallgatóság megszerzéséhez szükségesek, mégis megmaradhasson régi községének kötelékében, ennek a régi községének kifejezett hozzájárulása szükséges.

A magyar községi törvénynek a hallgatólagos, ipso facto illetőségszerzésről szóló rendelkezései teljesen világosak. De még jobban megvilágítja a törvényhozó szándékát a törvényjavaslat indokolása, amely a szóban forgó illetőségszerzési módot kifejezetten az illetőség hallgatagon való megszerzésének nevezi.

A törvény világos rendelkezései a magyar uralom idejében egyáltalában nem vonattak kétségbe. Az összes közigazgatási hatóságok, valamint a közigazgatási bíróság is mindig olyan értelemben alkalmazták a törvényt, hogy négy évi kvalifikált tartózkodással az illetőség ipso facto megszerztetik és nem kell az illetőségi jogért folyamodni. Az összes közjogi szakkönyvek, az összes közjogi és közigazgatási írók (dr. Vita Emil, dr. Kampis János, dr. Ladik Gusztáv, Horváth János,

Nagy Ernő, Grünwald Béla, dr. Kovács Pál, dr. Lechner Ágost, dr. Kmety Károly, Csiky Kálmán, dr. Concha Győző) egyértelműleg így magyarázzák a törvényt. Csupán aziránt merült fel itt-ott kétség, hogy a négy évi időtartam csak a lakásra, avagy a községi terhek viselésére is vonatkozik-e? Ezt a kételyt is teljesen eldöntötte a közigazgatási bíróság akképpen, hogy miután a törvényhozás a négyévi jogfolytonosságot csak a lakásra nézve követeli meg, a községi terhekhez való hozzájárulás tekintetében azonban nem, ennél fogva a községi illetőség automatikusan megszereztetik akkor is, ha a négyévi ottlakás egész ideje alatt az illető nem járult is folyton a községi közterhekhez, elegendő, ha ezen időszakon belül akár csak egyszer is hozzájárult a községi közterhek viseléséhez.

A magyar területeknek Cseh-Szlovákiához történt átcsatolása után a cseh-szlovák hatóságok eleinte tényleg akképp alkalmazták a magyar törvényt, amint azt a magyar hatóságok egy félszázadon keresztül magyarázták és alkalmazták, t. i. felmerülő konkrét esetekben mindenkor elismerték, hogy a magyar községi törvény 10. §-a alapján való illetőségszerzés automatikus természetű, amelyhez a község kifejezett hozzájárulása nem szükséges és elismerték azt is, hogy az adózásnak nem kell a négy éven keresztül folyton tartónak lennie.

A magyar törvények ilyen alkalmazásán, amely a törvény szavainak és szellemének és a törvényhozó intenciójának egyaránt megfelel, az első rést a prágai legfelsőbb közigazgatási bíróságnak 1921. évi 16.213. számú határozata ütötte, amely olyképp magyarázta az 1886. évi XXII. tcikk 10. §-át, hogy az illetőség hallgatólagos megszerzéséhez a négyévi lakás mellett *négyévi megszakítás nélküli teherviselés szükséges*. A cseh-szlovák közigazgatási hatóságok azonnal alkalmazkodtak ehhez a közigazgatási bírósági döntvényhez. Majd következett a közigazgatási bíróságnak 1923. évi dec. 28-án 16.455. szám alatt hozott döntése, amely teljesen szakított a magyar községi törvény alkalmazása körül fennállott félszázados gyakorlattal és azt mondta ki, hogy a magyar községi törvény alapján *nem lehet hallgatólag*, ipso facto, automatikusan *megszerezni* a községi illetőséget, mert még az 1886. évi XXII. tcikk 10. § a esetében is szükséges az illetőség megszerzéséhez a község azon kifejezett akaratnyilvánítása, hogy az illető sze-

mélyt a község kötelékébe felveszi. Ezen felfogás szerint a négyévi ottlakásnak ténye és a községi terhekhez való hozzájárulás a polgárnak csak igényt ad arra, hogy őt a község saját kötelékébe felvegye, tehát csak igényt az illetőségre, maga az illetőség pedig csak a község részéről való felvétel tényével áll be. A prágai közigazgatási bíróság határozatának indoklásában maga is elismeri, hogy a 10. § egymagában olvasva megengedné az ipso facto megszerzés értelmezését, azonban a törvény egyéb szakaszaival való egybevetésből vezeti le azután a közigazgatási bíróság azt az értelmezési, mely teljesen szakít egy félszázad állandó gyakorlatával. A közigazgatási bíróság érvelésének tarthatatlanságát egész jogi irodalom mutatta ki úgy Szlovákiában, mint Magyarországon. Különösen ki kell emelni dr. Dérer Iván, volt szlovenszkói teljhatalmú miniszter nagy tudással és a kérdés teljes jogi ismeretével megírott tanulmányát, mely meggyőzően mutatja ki a bíróság indokolásának hiányait, hézagait, teljes tarthatatlanságát. Anélkül, hogy a részletekkel foglalkoznám, mert hiszen ez nagyon messze vezetne, a magam részéről elégnék tartom arra utalni, hogy a törvénymagyarázatnak az egész világon elfogadott szabályai szerint a törvényt mindenekelőtt *szavai* szerint kell magyarázni, s csak akkor van helye az *értelem* szerint való magyarázatnak, ha a törvény szavai nem világosak. Minthogy pedig a magyar községi törvény 20. §-ának rendelkezései félreérthetetlenül világosak, a prágai közigazgatási bíróság vétett a törvénymagyarázat világszerte elfogadott szabályai ellen, amidőn a betű szerinti jelentőség minden kételyt kizáró teljes világossága ellenére a betű szerinti magyarázat félretételével az értelem szerinti magyarázat ingatag talajára kalandozott el. Ezen döntvény meghozatala óta a közigazgatási hatóságok is ezen döntvény szerint magyarázzák a magyar községi törvényt s mind több esetben tagadják meg az illetőség elismerését azon okfejtéssel, hogy a négyévi lakás és az adózás igazolva van ugyan, azonban a község által való kifejezett felvétel hiányzik. Mindezen esetekben az illetőség elismerésének megtagadása egyszerismind a cseh-szlovák állampolgárság elismerésének megtagadásával jár együtt, mert hiszen aki Cseh-szlovákia területén nem bír községi illetőséggel, az nem is cseh-szlovák állampolgár.

Nagy veszedelem ez a szlovákiai magyarságra, mert ilyen okfejtéssel a magyar kisebbség legnagyobb részétől meg lehet vonni a cseh-szlovákiai községi illetőség és állampolgárság elismerését. Mert a községi kötelékbe a község által külön határozattal való felvételt igen kevesen tudnak felmutatni, miután legtöbbször hallgatólag szerezték meg azon területen a községi illetőséget. Az ekkép hontalanokká válók a legsúlyosabb helyzetbe jutnak, mert úgy a nemzeti kisebbségi jogokban való részesítésnek, mint közhivatalok viselésének, sőt magánfoglalkozások gyakorlásának is – amilyenek például az orvosi, ügyvédi vagy mérnöki foglalkozás – előfeltétele a cseh-szlovák állampolgárság. Akinek csehszlovák állampolgárságát nem ismerik el, annak megszűnik az igénye a kisebbségi jogvédelemre, azt elbocsátják állásából, az a magán keresetforrások legtöbbszörétől is el van tiltva. Sőt még nyugdíját is elveszti. Ezen a módon az ottani autochton lakosság helyzete egyszerre bizonytalanná válik, mindenkinek feje fölött lóg a Damokles kardja, hogy egy szép napon megállapítják róla, hogy nem odavaló állampolgár, elveszti minden keresetforrását, sőt ki is tiltható a köztársaság területéről.

A törvénytárgyalásban való ez a megingás teljes jogbizonytalanságot idézett elő Szlovákiában, egyszersmind pedig a nemzetközi szerződések erejébe és tiszteletébe vetett hitet alapjában rendítette meg. A békés polgárok tízezreinek helyzete máról holnapra megingott és teljesen bizonytalanná vált.

Ezen a súlyos helyzeten segíteni kell. S minthogy a szlovéniai érdekeltség eddig hiába vett igénybe minden jogorvoslatot és az érdekeltek részéről a köztársaság elnökéhez is hiába történtek kérvényezések: a létérdekeiben fenyegetett kisebbségek szempontjából sürgősen szükséges, hogy a kisebbségek hivatott protektora, a nemzetek szövetségének tanácsa, foglalkozzék ezzel a kérdéssel. Nevezetesen arra kellene felhívni a nemzetek szövetsége tanácsának figyelmét, hogy a prágai legfelsőbb közigazgatási bíróság 1923. évi 16.455. számú döntvénye tekintetében, nevezetesen abban a tekintetben, hogy beleütközik-e az a fennálló nemzetközi szerződésekbe avagy nem, az állandó nemzetközi bíróság sürgősen adjon véleményt, hogy a nemzetek szövetségének tanácsa a kifejledőkhöz képest a szükséges intézkedéseket megtehesse.

BESZÉD

a népszövetségi ligák uniójának kisebbségi bizottságában Varsóban 1925. évi július 4-én. (Napirend: a honatlanság kérdése.)

Uraim!

Kétségtelen az, hogy a volt osztrák-magyar monarchia szétbomlása folytán és annak folytán, hogy a volt Ausztria és a volt Magyarország területe hét állam között osztatott szét, a vitás állampolgárság eseteinek egész tömege merült fel a gyakorlati életben. A vitás esetek szaporítását előidézi az a körülmény is, hogy a békeszerződések, valamint a főhatalmak és az utódállamok között kötött úgynevezett kisebbségi szerződések nem egyöntetűen állapítják meg azt a jogalapot, amely szerint a változott helyzetben az állampolgárság kérdése eldönthető. Ugyanis részben az állandó lakás (domicile), részben az illetőség (Heimatsrecht) van ilyen jogi alap gyanánt a szerződésekben megállapítva. Például Magyarország és Cseh-Szlovákország, valamint Magyarország és Jugoszlávia között való vonatkozásban az illetőség a döntő, azaz azok a magyar állampolgárok, akik a Magyarországtól Cseh-Szlovákországhoz, avagy Jugoszláviához átcsatolt területeken bírtak községi illetőséggel, ipso facto megszerezték a cseh-szlovák, illetőleg jugoszláv honosságot, amíg másfelől Magyarország és Románia közötti vonatkozásban az állandó lakás az irányadó szempont, azaz azok a magyar állampolgárok, akik a Magyarországtól Romániához átcsatolt területeknek állandó lakosai voltak, ipso facto román állampolgárságot szereztek. Komplikálja a kérdést az is, hogy noha az volna a természetszerű, hogy a területátcsatolások folytán az állampolgárságban előálló változások a területátkapcsolás idejéhez legyenek fűzve, azaz az utódállamokbeli új állampolgárságot azok szerezzék meg, akik a területátcsatolások *idejében* bírtak az átcsatolt területen községi illetőséggel, illetőleg állandó lakással, mégis Cseh-Szlovák-

ország és Jugoszlávia javára a trianoni, valamint a st.-germaini béke még azt a külön kedvezményt is tartalmazza, hogy Cseh-Szlovákország és Jugoszlávia »nem kötelesek a maguk polgárai gyanánt elfogadni azokat, akik 1910 után szerezték meg a községi illetőséget azokon a területeken, amelyeket a békeszerződések hozzájuk csatoltak, az 1910 után illetőséget szerzettekre nézve tehát ezeknek az államoknak szabad választási joguk van, ezek közül csak azokat fogadják el állampolgárokkul, akiket elfogadni hajlandók, akiket pedig nem hajlandók elfogadni, azokat visszautasítják. Hasonló, sőt szélesebb körű jog van biztosítva Olaszországnak Ausztriával szemben. Ha már most hozzávesszük ehhez azt, hogy az úgynevezett községi illetőség sokkal komplikáltabb fogalom, mint például a lakás (domicile) kérdése, úgy hogy a régi Ausztriában és a régi Magyarországon is jelentékeny számban forogtak fenn mindenkor illetőségi vitás kérdések, – s ha hozzávesszük mindehhez, hogy az utódállamok, amidőn az illetőség kérdését a régi államok jogszabályai szerint vizsgálják, nagyrészt ismeretlen terrénumon járnak el, mert hiszen a régi államok jogszabályainak alkalmazásában való gyakorlottság náluk hiányzik, sőt pénzügyi okokból előszeretettel karolják fel ezen különben is nehéz és komplikált, reájok nézve pedig idegen jogszabályoknak okszerű magyarázatát, melynek révén megszabadulhatnak új állampolgáraik egy részétől, nevezetesen azoktól, akik fizetési hivatalnokok, avagy állami nyugdíjasok és így szabadulhatnak a fizetések, illetőleg nyugdíjak terhétől; ha mindezt a sok szempontot összevesszük, megérthetővé válik előttünk, hogy miért van az, hogy állampolgársági kérdésekben oly sok a panasz és a vitás kérdés a régi államok és az utódállamok között, valamint világossá válik előttünk az is, hogy ezen a helyzeten föltétlenül segíteni kell, mert igen nagy a száma azoknak, akik már megszűntek a régi államok állampolgárai lenni, azonban az utódállamok nem ismerik el őket saját polgáraiknak, így hontalanokká lettek, a hontalanságnak minden keserűségével és jogi hátrányával, amelyek közé tartozik az, hogy elvesztik hivatalukat, elvesztik nyugdíjukat, nem gyakorolhatnak ügyvédséget, mérnöki, orvosi vagy egyéb foglalkozást, s általában ki vannak zárva a kereső munkásság legtöbb teréről, sőt mint alkalmatlan idegenek, ki is tilthatók az állam területéről.

Föltétlenül szükséges ilyen körülmények között a megoldást keresni, amely a jogosult panaszoknak véget vessen. Éppen ezért nagy örömmel üdvözlöm az előterjesztett javaslatot. Legyen szabad azonban arra észrevételeimet is megtenni.

A javaslatnak azt a részét, amely oda irányul, hogy a volt Magyarország és a volt Ausztria területén ezidőszert szuverenitással bíró összes államok, tehát úgy Magyarország és Ausztria, valamint az öt utódállam a nemzetek szövetsége részéről hatályosan kéressenek fel arra, hogy a római konferencián 1922-ben az állampolgárságra vonatkozólag közöttük létrejött megegyezést haladéktalanul ratifikálják, – készséggel teszem magamévá. Ami hazámat illeti, meg kell jegyezmem, hogy ebben a konvencióban Magyarország a szenvedő fél, t. i. az ő olyan volt állampolgáiról van szó, akiket az utódállamok nem akarnak elfogadni, cselekvő felek gyanánt pedig az utódállamokat kell tekinteni, mert hiszen az utódállamok utasítják vissza az elismerést kereső polgárokat, – Magyarország tehát bénán áll ebben a kérdésben, és amíg az utódállamok részéről nem történik meg a ratifikálás, Magyarország részéről tárgyaltan a ratifikálás kérdése, illetőleg nincs értelme az általa való egyoldalú ratifikálásnak. Mihelyt azonban azon államok közül, amelyek magyar területtel gazdagodtak a békeszerződés folytán, csak egy is ratifikálja a konvenciót, Magyarország természetesen haladéktalanul elvégzi a ratifikálást, ami ránézve kizárólag formáság, mert hiszen az ő ratifikálási szándékát józan ésszel nem lehet kétségbevonni. Hiábavaló lépést azonban nem akar tenni Magyarország és míg az utódállamok, legalább is egy közülök, szuverenitásuk feltéséből eredő vonakodásukat le nem győzik, céltalannak tekinti a maga részéről való egyoldalú eljárást.

Ha tehát a javaslat vonatkozó részét elfogadom is, bátor vagyok felvetni a kérdést: nem volna-e célszerűbb, nem volna-e gyorsabban célravezető az az eljárás, ha nem a nemzetek szövetségéhez való fordulásnak hosszadalmas és kilátással alig kecsegtető útjára térnénk, hanem ahelyett közgyűlésünk direkte keresné meg az érdekelt összes államok kormányait a ratifikálás érdekében, kifejtve előttük a ratifikálás megtörténének sürgős és közérdekű voltát? Minthogy pedig én ezt a most megjelölt utat látom eredményt ígérőnek, van sze-

renesém javasolni, hogy közgyűlésünk ne a nemzetek szövetség útján, hanem direkt forduljon a kormányokhoz.

Ami már most a javaslat második részét illeti, amely szerint a nemzetek szövetsége megkeresendő volna az iránt, hogy az utódállamokat buzdítsa arra, hogy a római konvenciót ne csak ratifikálják, hanem egészítsék ki egészen új megállapodásokkal, amelyeket a javaslat mindjárt szabatos tervezetbe is foglalt, – errenézve legyen szabad véleményemnek a következőkben adni kifejezést.

A javaslatnak ezt a részét időelőttinek tartom. Hiszen az égető kérdéseken teljesen kielégítőleg lehetne segíteni azáltal is, ha a római konvenció minden oldalról elnyerné a ratifikálást és így végrehajtás alá kerülne. A legfontosabb szabály benne van ebben a konvencióban, nevezetesen annak negyedik pontjában, amely kimondja, hogy a régi Magyarország vagy a régi Ausztria és az utódállamok között felmerülő állampolgársági vitás kérdésekben az érdekelt államok egy-egy kiküldöttjéből és a svájci köztársaság elnöke által kiküldött elnökből álló bizottság végérvényesen dönt. Ez a kérdés lényege. Sajnos, még ez sincs érvényre emelve, mert a konvenció mind-egyedíg nincs ratifikálva. Amíg a ratifikálás meg nem történik, teljesen hiábavaló minden további lépés. Bármily tetszetős, mondhatnám tökéletes is tehát az a kiépítés, amelyet a javaslat az új konvenció tervezete gyanánt előterjeszt, ezidőszerint arra semmi szükség nincs, csak komplikálja a helyzetet. Az 1922-ik évi konvenció ratifikálása az illető államok részéről gyorsan és minden különös nehézség nélkül megtörténhetik, ha megvan bennük a ratifikálási szándék. Egy új konvenció létrehozása tömérdek akadályba ütközik. Meg kell indítani azt a nehéz gépezetet, amelyet hét állam kiküldöttjeinek konferenciára összehozása, a konferencia eredményes lebonyolítása és mindezek után a ratifikálás igényel. Látjuk, három év sem volt elég arra, hogy egy η egyszakaszos egyszerű kis konvenció ratifikáltassék. Ezt az elsődleges, sürgős célt, a római konvenció ratifikálását, veszélyeztetné tehát az, ha komplikációul egy egészen új, terjedelmes szabályozás tervezetével állanánk elő. Félek, hogy ez inkább azoknak a tényezőknél malmára hajtaná a vizet, amelyek a kérdést elposványosítani szeretnék. Nézetem szerint jobban szorgáljuk az ügyet, inkább van kilá-

tásunk eredményre, ha megelégszünk az első lépéssel, t. i. ha ezúttal csupán a római konvenció ratifikálását sürgetjük.

Ezen alaki indokolás után legyen szabad még arra is kitérnem, hogy érdemileg sem tartom sürgősnek a második javaslatot.

Két főszempont domborul ki a javaslatba hozott új konvenció-tervezetben. Az egyik a lelikvidálás szempontja. Tudniillik az arra való törekvés, hogy a monarchia hét felé bomlásából származott új helyzet az állampolgárság szempontjából mindenkire nézve véglegesen tisztáztassék. Nos, én megvallom őszintén, ez a tervszerű, definitív lelikvidálás nem felel meg az én ízlésemnek. Elvégre azok a békeszerződések, amelyek ezeket a terület-szétosztogatókat szankcionálták, hogy egészen szenvedélytelenül szóljak, a volt győzők egyoldalú hatalmi megállapításai, amelyek egyoldalúságuknál fogva természetesen hibákkal és igazságtalanságokkal teltek. Mi magyarok soha fel nem adjuk a reményt, hogy a jobban informált világfelfogás békés úton, a békeszerződések revíziójának az útján ezeket a hibákat és igazságtalanságokat korrigálni fogja. Mi tehát a történelem múltó epizódjának tartjuk összetartozó területeknek azt a rendszertelen szétdobálását, amely egyik-másik békeszerződésben, nevezetesen a trianoniban jelentkezik, természetesen tehát, hogy nem lelkesedünk olyan irányzatokért, amelyek ezen állapotok petrifikálására törekszenek. Már pedig az állampolgársági kérdéseknek az a bizonyos lelikvidálása, amelyet a javaslat kontemplál, ennek a petrifikálásnak a célzatát szolgálja, noha meg vagyok róla győződve, hogy a javaslat szerzőit nem vezette ilyen cél. Nem arra van szükségünk, hogy a volt két állam polgáraitól hét katasztert készítsünk a hét utódállam szerint való szétosztásban, hanem csak arra van szükségünk, hogy a gyakorlat nyomorúságain segítsünk, arra van szükségünk, hogy segítsünk azoknak a szerencsétleneknek sorsán, akiket hontalanokká tettek az újabb fejlemények, hogy tehát a felmerülő *vitás állampolgársági kérdéseket elintézzük*. Ezt pedig kellőleg elintézhetjük a római konvenció segélyével.

A másik főszempontja az új javaslatnak az, hogy állampolgársági vitás kérdésekben az aktorátus ne csak az érdekelt államokat illesse, hanem a sértett személyt is, azaz azt az

egyént, akinek állampolgársága vitássá vált, akit nevezetesen az az állam, amelynek ő polgárának tekinti magát, nem akar elismerni a maga polgára gyanánt. Az ilyen sértett egyéni érdek képviselőjében illetné meg a tervezet szerint az ügyészt az a jog, hogy a kérdést a választott bíróság elé terjessze döntés végett. Ha valaki méltányolni tudja azt, hogy a kisebbségeknek maguknak megadassék a jog, hogy a rajtok elkövetett sérelmek orvoslása végett nemzetközi döntőbíróság előtt felléphessenek, mi magyarok vagyunk azok, mert hiszen a tősgyökeres magyarság teljes egyharmad része ma idegen uralom alatt él és legkülönbözőbb nemű elnyomások alatt szenved. Amidőn a/onban az államhoz való tartozásnak, az állampolgárságnak kérdése válik vitássá, nem látszik fontosnak a sértett egyént magát, illetőleg annak képviselőjében az ügyészt felruházni aktorátusi joggal, mert hiszen az állampolgársági hovatartozás vitás kérdésében mindenkor felek az érdekelt államok maguk, tehát pozitív viták, azaz a többszörös állampolgárság eseteiben azok az államok, amelyek a maguk polgárának tekintik az illető egyént, negatív viták, azaz az állampolgárság hiánya esetében pedig egyfelől a régi állam, melynek az illető polgára volt, de amely a terület átcsatolás folytán többé nem tekintheti őt a maga polgárának, másfelől az az utódállam, amely nem akarja elismerni azt, hogy a területátcsatolás következtében az illető egyén az ő polgárává vált. A pozitív állampolgársági viták esetében, amilyenek különben alig fordulnak elő, nem kell tartani attól, hogy a vitás eset nem kerül a döntőbíróság elébe, mert hiszen mihelyt egy állam igényli valamely egyén hozzátartozását, az ügy már az állam ügyévé lett, amely hivatva fogja magát érezni arra, hogy az ügyet végleg tisztába hozza. Annak veszélye, hogy az ügy nem vitetik döntés elé, csak negatív viták esetén foroghatna fenn, t. i. oly esetekben, amidőn egyik állam sem vállalja az egyént polgárának. Ezekben az esetekben igenis feltételezhető az, hogy az elismeréstől vonakodó utódállam a maga negatív döntésével elintézettnek tekinti az ügyet és nem viszi azt döntőbíróság elé, azonban ilyen esetekben a régi állam föltétlenül erkölcsi kötelességének fogja ismerni azt – amint a gyakorlat is mutatja –, hogy a tőle imperative elszakított régi polgárának ügyét végleg tisztáztassa, azaz a vitás kérdést döntő bíráskodás elé vigye. Tehát az

állampolgárság vitás kérdéseit illetően nem igen van számbavehető aggály a tekintetben, hogy ahhoz, hogy a vitás ügyek döntőbírószám elé kerülhessenek, ne lenne elegendő az érdekelt államoknak aktorátusi joga, hogy t. i. szükséges volna kisegítő aktorátusról is gondoskodni.

Szerény felfogásom szerint tehát az új szabályzat készítésének indokául szolgált két főszempont egyike sem teszi szükségessé azt, hogy amíg a római konvenció különben kielégítő rendelkezései is függőben vannak, új szabályozáshoz forduljunk, amely lehet tökéletesebb, azonban mindenesetre időelőtti, sőt egyenesen veszélyezteti azon lépéseknek sikerét, amelyeket föltétlenül meg kell tenni avégből, hogy az alapvető szabályozás, a római konvenció, életre keltsék.

Mindezek alapján a magyar föderáció nevében azt javaslom, hogy elégedjünk meg a tisztelt javaslattevő első javaslatával, és a második javaslatról való discussiót hagyjuk jobb időkre, esetleg akkorra, amidőn a római konvenció már életbe lesz léptetve.

BESZÉD

1925. évi október 1-én a XXIII. interparlamentáris konferencián
Washingtonban. (Napirend: általános vita.)

Uraim!

Az évi jelentés, amely különben briliáns mű és melynek minden sora dicséretére válik illusztris szerzőjének, az interparlamentáris unió köztiszteletben álló főtítkáranak, – jelentékeny részt szentel a *nemzetek szövetsége* intézményének, vázolja a nehézségeket, melyek között ennek az új intézménynek működnie, az akadályokat, amelyekkel megküzdenie kell és kiemeli, hogy a sok nehézség ellenére is rövid működése alatt is mennyi eredményt tudott ez az intézmény felmutatni.

Azok közé tartozom, akik lelkesednek azokért a nagy eszmékért, amelyek a nemzetek szövetségének zászlajára vannak írva, s lelkem mélyéig át vagyok hatva attól a meggyőződéstől, hogy a nemzetközi megértés, a jog és az igazság érvényesítése a nemzetközi viszonylatokban s a háborúnak mindörökre való kikapcsolása az emberi intézmények sorából és helyébe a nemzetközi bíraskodás eszméjének diadalra juttatása: a legmagasabb eszmények, amelyek megvalósításáért küzdeni dicsőség, s amelyek megvalósulása az emberi életet meg fogja nemesíteni.

De a legmélyebb sajnálattal vagyok kénytelen konstatálni azt is, hogy a *nemzetek szövetsége* mai szervezetében teljesen alkalmatlan egyes nagy horderejű feladatai megoldására, főképpen teljesen alkalmatlan ama hivatásnak betöltésére, amelyeket, mint a *faji, nyelvi és vallási kisebbségek védője* önként vállalt magára. Amerika szabad földjén – valljuk meg őszintén – sokan nem bírnak érzékkel az európai kisebbségi probléma megértésére és méltánylására. Legyen szabad a kisebbségi probléma fontossága szempontjából az amerikai közönség előtt reámutatnom arra, hogy Európában 40 millió ember tartozik a kisebbség fogalma alá, azaz negyvenmillió ember

van idegen állami főhatóságnak alárendelve. A kisebbségi probléma miként való megoldásától függ tehát Európa lakossága jelentékeny részének nyugalma, békéje, szabadsága és fejlődése. Lehet-e hát Európában a lelkek békéjéről beszélni mindaddig, amíg a kisebbségi probléma kellőleg megoldva nincs?

A másik szempont pedig, amelyet az amerikaiak figyelmébe vagyok bátor ajánlani, az, hogy a fajoknak, népeknek és vallásoknak Amerika földjén való keveredése teljesen elütő az Európában e tekintetben fennálló állapotoktól, s talán éppen ez magyarázza meg azt az idegenkedést, amellyel az amerikaiak nagy része az európai kisebbségi kérdéssel szemben viselkedik. Az amerikai bevándorlók önként, saját akarat elhatározásukból jöttek ide, önként kerestek maguknak új hazát régi hazájuk helyett, természetes tehát, hogy az ide bevándorlóknak teljesen be kell olvadniuk, teljesen amerikaiakká kell lenniök és nem lehet szó arról, hogy az egységes amerikai állampolgárság keretében külön jogállásuk legyen. Az európai kisebbségek azonban legnagyobb részben ős lakói az általok lakott területeknek, s az ő akaratuktól független történelmi események (új államok alakulása, régi államok határainak megváltoztatása) folytán jutottak idegen állami fenhatóság alá, a nélkül, hogy ők a maguk akaratával is szentesítették volna ezt a helyzetet. Sőt az esetek többségében nem csak saját akarat hozzájárulásuk nélkül, hanem egyenesen annak *ellenére* jutottak idegen uralom alá. Például, hazámról szólva, az én hazám lakosságának kétharmad részét kényszerítette a trianoni igazságtalanság a magyar államból való kiválásra és a tősgyökeres magyarság egyharmad részét teljesen akarata ellenére rendelték alá idegen uralmuknak. Hát már most ezek az őslakók, például azok a magyarok, akik ezer év óta lakják az illető területeket, szabadon legyenek kiszolgáltatva az idegen hatalmak akaratuk ellenére reájuk kényszerített önkényének? Megfelelhet-e az ilyen állapot a XX. század tisztultabb szellemének, megfelelhet-e a szabadság azon eszményének, amelyet Amerikában tudnak leginkább megérteni és méltányolni?

Ilyen szemszögből méltóztassanak az európai kisebbségi kérdést tekinteni, és akkor annak roppant hordereje Amerika nagy nemzete előtt is teljesen világossá válik.

A világháborúban győztes főhatalmak érezték a kisebbségi probléma roppant fontosságát és ennek a belátásnak hódoltak akkor, amidőn az új avagy megnagyobbított államokat, amelyek más államok területéből gazdagodtak, a kisebbségek védelmére kötelezték. Ezeknek az új, avagy szertelenül megnagyobbodott államhatalmaknak illetően kötelezésére annál nagyobb szükség volt, mert a terület-átcsatolásokat megállapító békék egyoldalú diktátumok, amelyekbe sem a megcsontított államoknak, sem az átcsatolt területek lakosságának semminemű beleszólást meg nem engedtek.

Azoknak a kisebbségi szerződéseknek, melyeket a főhatalmak az ú. n. utódállamokkal 1919-ben és 1920-ban kötöttek, nagy jelentősége abban áll, hogy ezek a szerződések a faji, nyelvi és vallási kisebbségek ügyét *nemzetközi* ügyé tették. Ugyanis az úgynevezett utódállamok nemcsak az iránt vállaltak kötelezettséget, hogy a kisebbségi szerződésben foglalt határozmányokat alaptörvényeik közé iktatják, amelyekkel ellenkező minden akár törvényhozási, akár kormányzati intézkedés hatálytalan, hanem hozzájárultak ahhoz is, hogy a kisebbségek javára garantált jogok nemzetközi védelem alá helyeztessenek és ezt a nemzetközi védelmet a nemzetek szövetsége részben tanácsa útján, részben az állandó nemzetközi bíróság útján gyakorolja.

Ami magát azt a jogkört illeti, amely a kisebbségekhez tartozók javára ezen nemzetközi szerződésekben meg van állapítva, az nagyban és egészben megfelelő, noha elég sok tartalmi fogyatkozásban is szenved. Ilyen fogyatkozás például az, hogy a kisebbségi nyelveknek a bíróságok előtt való használati jogát általánosságban biztosították ugyan, azonban elfeledték ugyanezt megtenni a közigazgatási hatóságok előtt való eljárásra vonatkozólag is, ami pedig még fontosabb, mint az előbbi. Vagy ilyen hiányosság például az, hogy a kisebbségi szerződések egyes kifejezései nagyon határozatlanok, például ki mondják ezek a szerződések, hogy azon nyelvi kisebbségeknek, amelyek jelentékeny arányszámot képviselnek, megfelelő könnyítéseket kell engedélyezni a végből, hogy a gyermekek saját nyelvükön tanulhassanak, de sem a jelentékeny arányszám nincs közelebről meghatározva, sem az nincs megmondva, hogy a könnyebbitések miben állanak, szóval ezek a

határozatlan kifejezések az esetleges erőszakos többségek önkényszerű magyarázatának vannak kiszolgáltatva. Az elégtelen szabályozás eklatáns jele az is, hogy ezen nemzetközi szerződések a tömören együtt lakó kisebbségek részére önkormányzati jogokat nem biztosítanak, amely szabály alól csak egy-két kivétel van egedélyezve, például a ruthének javára a cseh-szlovák köztársaságban, az erdélyi székelyek és szászok javára Romániában, megjegyezvén mingyárt, hogy ezek a kivételek is teljesen értéktelenek, mert nincsenek megvalósítva. Nem folytatom, de már ebből a néhány észrevételből is megállapíthatjuk, hogy a kisebbségi szerződésekben kodifikált anyagi kisebbségi jog hiányos és meglehetősen szűk. Hiszen például a magyar állam még a múlt század derekán, 1868-ban a nemzetiségek egyenjogúságáról alkotott törvényében sokkal kiterjedtebb jogokat biztosított önként, minden külső nyomás nélkül a maga nemzetiségeinek, mint aminők a főhatalmak bölcsesége által az utódállamokra reá oktrojált kisebbségi jogok. Mindezek ellenére, első nemzetközi lépés gyanánt meg lehet elégedni az anyagi kisebbségi jogoknak ezzel a minimumával is, mert a kisebbségi jogok ezen körében benne van az élet és a szabadság védelme, a jog arra, hogy a kisebbségekhez tartozók az állam polgárai gyanánt elismertessenek, a törvény előtti egyenlőség, a nyelv használatának, az iskolaállításnak, a kulturális fejlődésnek bizonyos mértékű szabadsága, szóval azok az alapjogok, amelyek valóságos élvezete lehetővé teszi azt, hogy a kisebbségi nemzetek a maguk önálló kultúráját legalább bizonyos mértékig kifejleszthessék és ezzel úgy saját államukat, mint az egész emberiséget is gazdagíthassák. A sajnálatos a dologban az, hogy ezek a kisebbségi jogok nagyobb részben a papíron maradtak, mert ezen jogok biztosítására nemzetközi úton mindössze annyi történt, hogy azok a nemzetek szövetségének védelme alá helyeztetek. A gyakorlat pedig sajnosán beigazolta azt, hogy *ez a védelem teljesen értéktelen*, mert a nemzetek szövetsége saját kezdeményezéséből nem gyakorolja ezt a védelmet, az érdekelt kisebbségeknek pedig sem joga, sem módja ennek a védelemnek követelésére avagy kikényszerítésére.

Az ú. n. utódállamok, amelyek egytől-egyig imperialista politikát követnek, a kisebbségi szerződéseket mely szívesen

vállalták, de kénytelenek voltak azokhoz hozzájárulni, mert területi gyarapodásuknak ez volt a főhatalmak által kikötött előfeltétele. Minthogy azonban a nemzetek szövetsége nemcsak semmi ellenőrzést sem gyakorol a tekintetben, hogy az utódállamok tényleg részletetik-e a kisebbségeket a nekik biztosított jogokban, hanem az elnyomatóról panaszkodó kisebbségek panaszainak meghallgatása és orvoslása elöl is következetesen kitér, – az utódállamok szuverenitásuknak a kisebbségi szerződésekben foglalt jogosult korlátozásai alól mindenkép menekülni igyekeznek, a kisebbségekkel teljesen önkényesen járnak el és ezt egyelőre bátran tehetik is, mert a kisebbségek a jogorvoslás minden útjától-módjától teljesen elvannak zárva.

A kisebbségi szerződések ugyanis a nemzetek szövetsége tanácsa minden egyes tagjának megadják azt a jogot, hogy a tanács figyelmét a kisebbségi szerződésekben az utódállamok által vállalt köteleességek valamelyikének megsértésére, vagy megsértésének veszélyére felhívja avégből, hogy ezen alapon a tanács oly módon járhasson el és olyan utasításokat adhasson, amelyek az adott esetben alkalmasaknak és hathatósaknak mutatkoznak. Ezenkívül kimondják a kisebbségi szerződések azt is, hogy a kisebbségi ügyekre vonatkozó vitás kérdések a tanács valamely tagjának kívánságára a nemzetközi állandó bíróság elé terjesztendők, melynek döntése ellen nincs fellebbezésnek helye. Ezen határozmányok szerint tehát csakis a nemzetek szövetsége tanácsának tagjai bírnak azzal a joggal, hogy a kisebbségi sérelmeket a tanáccsal kötelezőleg tárgyalassák, valamint azzal a joggal is, hogy vitás kisebbségi ügyeket a nemzetközi állandó bírósággal döntessenek el.

A nemzetek szövetségének tanácsában, amint tudjuk, a főhatalmakon kívül a kis-entente és egynéhány volt semleges állam foglal helyet, egyáltalában nincsenek azonban képviselve a volt középeurópai hatalmak, már pedig a mai minoritások java része az ezen hatalmak által szenvedett területi megcsontítások folytán keletkezett. Érthető tehát, hogy a tanács tagjai általában nem érzik magukat indíttatva arra, hogy a kisebbségi kérdésekben exponálják magukat, egyik-másik méltányosabb tanácsstag pedig, még ha volna is hajlandósága arra, hogy a tanácsot a kisebbségi panaszos ügyekkel foglalkoztassa, erre

végeredményben mégsem vállalkozik, mert nem akarja az utódállamoknak neheztelését magára vonni, mint amelyek ellen t. i. a kisebbségi panaszok irányulnak. Így aztán megtörtént az a komikum, hogy dacára a kisebbségi panaszok ezreinek, öt éven keresztül mindössze két kisebbségi üggyel foglalkozott a tanács érdemlegesen, amint az a Nemzetek Szövetsége titkárságának kiadásában megjelent *La Société des Nations et les minorités* című munka 31. lapján hivatalosan konstatálva van.

Tárgyilagosan megállapíthatjuk tehát, hogy *járhatatlan az az út, amelyen a kisebbségi panaszok a tanács mint illetékes védelmi fórum elé kerülhetnének*. Hogy ez a járhatatlan út járhatatlan is maradjon, sőt ha lehetséges, még járhatatlanabbá váljék, arról a tanács nagy körültekintéssel gondoskodik. Számtalan oldalról kérték a tanácsot, hogy alkosson a maga kebelében állandó kisebbségi bizottságot, amely szakszerűen foglalkozzék a kisebbségi ügyekkel és kisebbségi panaszokkal. Hiszen a tanács a kisebbségek hivatalos védője, tehát kötelessége volna a kisebbségek ügyeivel rendszeresen foglalkozni. A tanács azonban állhatatosan vonakodik ilyen szakbizottság alakításától. Ehelyett azt találták ki, hogy a tanács elnöke maga mellé vesz két tanácstagot és hárman időnként átnézik a beérkezett kisebbségi panaszokat, hogy ezen futólagos sommás átnézés alapján állapítsák meg azt, vajjon alkalmas-e valamelyik beérkezett panasz arra, hogy a tanács valamely tagja annak a tanács által leendő tárgyalását követelje? Ezen sommás átnézési procedura során először abban döntenek, vajjon egyáltalában elfogadható-e a panasz? Az elfogadhatóságnak vannak szigorú, sőt nem egyszer komolytalan feltételei is, aminő például az is, hogy a panasz ne legyen szenvedélyes hangon tartva. Ha a panasz elfogadható, akkor azt nyilatkozattételre kiadják a panaszlott államnak s annak nyilatkozatát a panasszal együtt közlik a tanács tagjaival avégből, hogy ha netalán valamelyik az üggyel a tanácsot foglalkoztatni kívánná, ebbeli szándékának kifejezést adhasson. Amennyiben egy tanácstag sem árul el ilyen szándékot, az ügy nem kerül a tanács elé és ezzel végkép el is van intézve. Minthogy pedig a tanács tagok *mindig* megelégszenek a panaszlott állam nyilatkozatával és soha sem kívánják az ügy napirendre tűzését, a

tanácshoz beérkező összes kisebbségi panaszok *szinte kivétel nélkül*, minden elintézés nélkül maradnak, azokkal a tanács sohasem foglalkozik, hanem valamenyi irattárba kerül.

Ilyen százalmas szerepre adta oda magát a nemzetek szövetségének tanácsa, mint a faji, nyelvi és vallási kisebbségek hivatalos és hivatott védője!

Amíg így a tanács a legnagyobb apáthiával szemléli a sanyargatott kisebbségek vergődését, ellenirányban igenis van gondja arra, hogy időnként megismételje azt az elvet, hogy a kisebbségeknek kötelességük, hogy mostani államaik lojális polgárai legyenek. A lojalitási kötelem únos-untalan hangoztatására tehát reáér a nemzetek szövetségének tanácsa, azzal azonban nem törődik, hogy vájjon azok az államhatalmak, melyek annyira megkövetelik a lojalitási kötelem betartását, maguk teljesítik-e kisebbségeikkel szemben fennálló nemzetközi jellegű kötelezettségeiket?

És most hadd hivatkozhassam a kisebbségi panaszok elől való szisztematikus elzárkózásnak legújabb, szinte már beteges tünetére. A lapokból értesültünk, hogy a nemzetek szövetségének tanácsa legutóbbi ülészakájában f. évi június 25-én kimondta azt, hogy a kisebbségi panaszok sommás átvizsgálásának hármás bizottságában, melyről az imént szólottam, nem vehet részt a tanácsnak olyan tagja, amely a panaszkozó kisebbséggel érdekeltségi viszonyban van, vagy azért, mert azzal fajilag rokon, vagy pedig, mert annak szomszédja. Ez az intézkedés elébeharangozás annak az időnek, amidőn bejut a tanácsba valamelyik volt középeurópai hatalom is, hiszen például előrelátható, hogy Németország rövidesen tagja lesz nemcsak a nemzetek szövetségének, hanem a tanácsnak is. Előre elveszik tehát a lehetőségét annak, hogy a tanácsba netalán bejutó, legyőzött középeurópai hatalom mint tanácstag felkarolhassa a kisebbségek ügyét. Egyelőre ugyan még csak azt mondták ki, hogy a kisebbségi panaszok sommás átvizsgálásában nem vehet részt a kérdéses érdekeltségi viszonyban levő tanácstag. Valószínűleg követni fogja azonban ezt egy újabb döntés, az tudniillik, hogy az ilyen tanácstag nemcsak az előkészítésben nem vehet részt, de nem gyakorolhatja azt a jogot sem, hogy az ügyet kötelező tárgyalás végett a tanács elé utal-

hassa. Szóval, a nemzetek szövetségének tanácsa, a kisebbségek védője, rendszeresen halad a kisebbségek védelme elől való elzárkózásnak és a többségek mesterséges védelembevételének útján. Meddig lesz még a nemzetek szövetségének tanácsa olyan tényezők döntő befolyása alatt, amelyek azt hivatásával homlokegyenest ellenkező irányban befolyásolják?

Ezek a befolyásolások azt akarják szuggerálni a nemzetek szövetségének, hogy a kisebbségeknek biztosított jogok az államok szuverenitását veszélyeztetik. Szép szuverenitás, amely a kisebbségekre alkalmazott erőszakkal az emberi jogok megtagadására és elnyomására törekszik! Hiszen az állami szuverenitás nem öncél, hanem eszköz annak a célnak elérésére, hogy az egyeseket és a népeket fölemeljük és boldogokká tegyük. A szuverenitásnak nem a kisebbségeknek adott állampolgári és emberi jogok a korlátai, hanem legerősebb és legveszedelmesebb korlátozása a szuverenitásnak az állam polgárainak elégedetlensége! A szuverenitás kérdésének a kisebbségek jogaival kapcsolatban minduntalan előtérbe toléása tehát csak leplezése a más fajok elnyomására alapított imperialista törekvéseknek.

Szóltam arról, hogy a kisebbségi sérelmek nem tudnak eljutni a nemzetek szövetségének tanácsa elé. Hiszen végeredményben még ez sem volna baj, ha a kisebbségek legalább a másik fórumot, mely nem politikai fórum, hanem kizárólag jogi fórum, és már csak ennél fogva is több bizalmat gerjeszt, mint a tanács, tudniillik a *hágai nemzetközi állandó bíróságot* elérhetnék. Sajnos azonban az ehhez a magas és elfogulatlan bírói testülethez vezető út is járhatatlan. Ugyanis az odajutas egyik módja az, hogy valamelyik tagjának kezdeményezésére a nemzetek szövetségének tanácsa utalja az illető kisebbségi ügyet mint nemzetközi jogi vitás kérdést az állandó nemzetközi bíróság elé, az odajutas másik módja pedig az, hogy amennyiben az illető ügyben két állam van érdekelve, ezek egyetértőleg vigyék az ügyet a nemzetközi állandó bíróság elé. Az imént már taglaltam, hogy a nemzetek szövetségének tanácsa mesterségesen és mesterien kerüli a kisebbségi ügyekkel való foglalkozást, így tehát azt is, hogy egyes kisebbségi vitás ügyeket az állandó nemzetközi bíróság elé utaljon. Ami pedig az illető érdekelt államok egyetértő fellépését illeti, mint az

állandó nemzetközi bíróság elé jutás módját, a mai viszonyok közt ezt is teljesen kizártnak kell tekinteni, mert az utódállamok mindegyike a legmerevebben megtagadja azt, hogy önszántából a bíróság elé menjen. Így történt például az erdélyi magyar optások birtokfosztásának ügyében is, amidőn Magyarország hiába egyezett bele, hogy ebben a vitás kérdésben az állandó nemzetközi bíróság döntsön, Románia nemcsak ehhez nem járult hozzá, hanem még ahhoz sem, hogy a bíróságtól legalább véleményt kérjenek.

A vigasztalan valóság tehát az, hogy a *kisebbségi jogok tényleg csak papiroson vannak garantálva, mert lehetetlen a kisebbségi panaszok és kisebbségi vitás ügyek eldöntésére hivatott nemzetközi fórumok elé jutni*. Egész Európa hangos a panaszoktól, hogy az utódállamok a kisebbségi szerződéseket nem tartják meg, de nincs aki meghallgassa a kisebbségek panaszait, mert az illetékes fórumok elé vezető út el van torlaszolva olyan eljárási szabályok által, melyek csak arra való, hogy gúnyt űzzenek a kisebbségek jogaival, mert mestersegesen megakadályozzák azt, hogy a vitás és panaszos ügyek illetékes bíróságok elé juthassanak.

Ez a systematikus elzárkózás a kisebbségekre valósággal terror gyanánt nehezedik. A kisebbségek védtelenül ki vannak szolgáltatva az akaratuk ellenére reájuk kényszerített államhatalmak korlátlan önkényének és elnyomásának. Állítom és velem együtt milliók állítják, hogy a kisebbségi szerződéseknek mondhatnám egyik pontja sincs betartva, hogy a kisebbségeket elnyomják, másodrendű állampolgárokká degradálják, a nyelv használat körül nekik biztosított jogoktól megfosztják, birtokaikból agrárreform címe alatt erőszakosan kiforgatják, iskoláikat bezárják, vagy elnemzetlenítik, a kisebbségekhez tartozó egyéneket hivatalaikból kimozdítják, fizetésüket, nyugdíjukat elvonják, őket szabad életfoglalkozásukban akadályozzák, más államokban élő faj testvéreikkel való szellemi és kulturális érintkezésüket lehetetlenítik, sőt számos esetben még állampolgárságukat sem ismerik el és őket seregestől kiüldözik. Ezek így elmondva csak általános szólalomoknak tetszenek, pedig ezeknek a jogfosztásoknak százezer és százezer konkrét esetét lehet perrendszerűleg bebizonyítani, de hiábavaló minden igyekezetemért nem lehet eljutni az illetékes nem-

zetközi fórumok elé, amelynek kötelessége volna igazságot szolgáltatni.

Ha tehát a nemzetek szövetsége nem akarja teljesen elveszteni a bizalmat, melyet a népek milliói beléje helyeztek, feltétlenül fel kell hagynia azzal az obstrukciószerű eljárással, melyet a kisebbségi ügyekben tanúsít. Ha vállalta a kisebbségek védelmét, akkor ennek az elvállalt kötelességének meg is kell felelnie. Mindenekelőtt pedig *szakítani kell a kisebbségi eljárás mai rendszerével*, amely nyílt kigúnyolása a kisebbségi jogoknak és a kisebbségi védelemnek. A kisebbségi eljárás tovább már nem halasztható reformjának az a sarkpontja, hogy a kisebbségi vitás ügyekben az aktoratus, azaz a jog az illető ügyeknek az illetékes fórumok által való kötelező tárgyalására ne csak a nemzetek szövetsége tanácsának tagjait illesse, ne csak ezeknek fentartott joga, mondhatnám privilégiuma legyen, hanem, hogy gyakorolhassa ezt a jogot minden állam, legalább is azok az államok, melyek tagjai a nemzetek szövetségének. Elengedhetetlen továbbá, hogy az aktoratus magukat a faji, nyelvi, vagy vallási kisebbségeket, legalább is azok országos képviselőit is megillessen. Mert hiszen csak akkor van igazi kisebbségi védelem, ha a kisebbségek mint önálló jogalanyok maguk felléphetnek jogaik megóvása érdekében. Nem lehet azt a rendszert tovább fentartani, hogy csak *kegyelmi tény* révén lehessen elérni azt, hogy valamely kisebbség panasza nemzetközi megvizsgálást nyerjen, mert hiszen a mai rendszer szerint a kisebbségek valamely ügye csak akkor juthat az illetékes fórumok elé, ha sikerül az illető kisebbségnek *kikölnia* a nemzetek szövetsége tanácsának valamely tagjánál azt, hogy az ügyet illetékes bírāja elé vigye. El kell ismerni a kisebbségeknek önálló jogi személyiségét az államon belül, valamint nemzetközi jogilag is és meg kell adni nekik a jogot és a lehetőséget arra, hogy az illetékes nemzetközi fórumok előtt közvetlenül panaszosokként felléphessenek és kontradiktórus eljárás során önválasztotta képviselők útján maguk adhassák elő sérelmeiket és bizonyítékaikat.

A világháborút befejező békék a wilsoni elvek kigúnyolásával jöttek létre. Nem a felek megegyezése alapján létrejött békék, hanem egyoldalú békeparancsok azok. Az erőszak ezen lékői által teremtett helyzetet csak úgy lehet ideig-óráig fen-

tartani, – és ez nem a mi érdekünk, hanem a győzők érdeke – ha az akaratuk ellenére anyaországuktól elszakított népek és néprészek mint kisebbségek új államaikban méltányos elbánásban részesülnek, aminek a minimuma az, hogy a kisebbségi szerződésekben nekik biztosított jogokban tényleg részesüljenek is. A nemzetek szövetsége vállalta, de eddig nem hajtotta végre ezt a feladatot. Ha ezután sem lesz képes ezt a feladatot megfelelően megoldani, akkor elemi erővel fog előtérbe nyomulni a *békék revíziójának* a lelkekben lappangó követelése. Az elégedetlenek millióit csak úgy lehetne némileg megnyugtani és a mai helyzetnek egyelőre való elviselésére reá bírni, ha a kisebbségi szerződések becsületesen és méltányosan végrehajthatnának. Ennek hiányában ellenálthatatlanul fog előtérbe nyomulni a revízió követelése, a békék rettenetes igazságtalanságainak reparálására irányuló kategorikus imperativus. A kisebbségi szerződések végrehajthatatlansága, a kisebbségek Európaszerte tapasztalható kíméletlen elnyomása teljesen megérlették a nemzetek szövetsége paktumának 19. cikkében kontemplált reform szükségességét. Nem én mondom ezt csupán és nem az elnyomott kisebbségek csupán, hanem napról-napra tömegesen szaporodik a többségek soraiban is az olyanoknak száma, akik belátják, hogy nincs megvalósítva a nemzetek szövetsége paktumának bevezetésében említett az a követelmény, hogy a szervezett népek egymás közötti érintkezésében az igazság uralma és mindennemű szerződéses kötelezettségnek lelkiismeretes tiszteletbentartása biztosítva legyen. A dilemmából kivezető alternatíva egyik módja az, hogy a nemzetek szövetsége siessen megnyugtani a kisebbségeket azáltal, hogy sérelmeik orvoslására utat nyit, a másik mód pedig az, hogy a békeszerződéseket igazságosan és egyetértéssel revideálni kell. Ha a nemzetek szövetsége késedelmeskedik az orvoslással, a megoldás második módja fog szükségkép bekövetkezni. Követelni fogja ezt a tudatra ébredt világ közvéleménye.

A *revízió*nak kettős irányúnak kell lennie. Ki kell terjednie a *békék revíziójára* és ki kell terjednie a nemzetek szövetsége paktumának revíziójára. A békék eredendő bűne az, hogy nem a népek határoztak a maguk sorsa fölött, hanem egy pár hatalmas politikus erőszakolta rá a maga akaratát a világra. Figyelmen kívül hagyták a békekötésnél azt a tilalmat, hogy

nem szabad területeket átcsatolni egyik államtól a másikhoz az érdekelt népesség akarata és érdekei ellenére. A revízió alapeszméjéül nem szolgálhat más, mint a népek önrendelkezésének Wilson által hirdetett eszméje, mely akkép szól, hogy minden területi avagy szuverenitási kérdést az azáltal közvetlenül érdekelt nép szabad elhatározása szerint kell megoldani.

A revíziónak ki kell terjednie a *nemzetek szövetsége alapszabályainak* átdolgozására is. A nemzetek szövetségét azzá kell tenni, amivé lenni hivatása: a szabad nemzetek szabad egyesülésévé. Mai szervezetében a nemzetek szövetsége még mindig a győzők egyoldalú érdekszövetsége, amely főfeladatát abban látja, hogy mereven konzerválja azt a világrenDET, amelyet háborús psychosisban, tudatlanul és elsietve az erőszak megteremtett és amelynek célszerűtlenségét és tarthatatlanságát Európa összes népeinek állandó és szünni nem akaró szenvedései bizonyítják. Ennek a merev konzerválásnak célzatát szolgálják a paktum egyhangúsági klauzulája, a paktum 10. §-ába iktatott örök érvényű mozdulatlanági parancs, a tanács egyoldalú szervezete és tulhatalmassága és még egy sereg célszerűtlen intézkedés, melyek mindannyia végeredményben arra tendál, hogy a legyőzöttek állandó elnyomatásban tartassanak és hogy a párizsi erőszakos békediktátumok által teremtett helyzet haszonélvezete a győzők javára perpetuáltassék. Szót kell adni a nemzetek szövetségében maguknak a népeknek is, és ha a szövetség végrehajtó hatalma továbbra is maradna a kormányok képviselőinek kezében, szervesen ki kell egészíteni a Nemzetek Szövetségét a népek küldötteiből alakuló világparlamenttel is, és ezáltal pótolni az intézménynek azt a nagy szervezeti hiányát, hogy az csak a kormányok szövetsége, a népek élő lelkiismeretének megszólaltatására alkalmas szerve azonban mindezeideig nincsen.

Az ekkép megreformált nemzetek szövetsége tartósan és eredményesen szolgálhatná az emberiség egyetemes nagy érdekeit, a nemzetközi megértés szent ügyét és a háború kiküszöbölésének nagy eszméjét. Ha így lenne megszervezve a nemzetek szövetsége, akkor a világ nem volna hangos a kisebbségek jajszavától, és nem fordulhatna elő az az igazágtalanság, hogy a legyőzöttek évek óta teljesen le vannak fegyverezve, a győzők pedig szinte cinikusan ma is fokozzák fegyverkezésüket.

BESZÉD

1925. évi október 6-án a XXIII. interparlamentáris konferencián
Washingtonban. (Napirend: a fegyverkezések csökkentése.)

Elnök úr! Hölgyeim! Uraim!

A békeszerződések a világháborúban legyőzött országokat teljes lefegyverkezésre kényszerítették. Következésképpen ezek az országok nemcsak arra nem képesek, hogy szomszédjaikat megtámadják, de még attól a lehetőségtől is meg vannak fosztva, hogy saját határaikat esetleges támadás ellen megvédjék. Ezenfelül kényszerültek eltörölni a kötelező katonai szolgálatot, felhagyni a légi fegyverkezésekkel és lemondani a tengeralattjárók használatáról, holott a győzők minden megszorítás nélkül megtarthatták hadiszervezetük rendszerét. Így hát a népek ezidőszertig igazságtalanul két kategóriába vannak sorolva: a felfegyverezett és a lefegyverzett, a fenyegető és a fenyegetett országok kategóriájába.

Avégből, hogy ez a különböző elbánás megszűnjék, sürgősen szükséges az, hogy a Nemzetek Szövetsége paktumának 8. szakaszában foglalt elv kivétel nélkül minden államra alkalmaztassák. Az idézett szakasz megállapítja, hogy minden államnak jog van arra, hogy olyan fegyveres erővel rendelkezzen, amely elégséges arra, hogy nemzeti biztonságát megóvhassa és hogy a nemzetek közös eljárása során reáhárított köteleességeknek megfelelhessen. Nem lehet tagadni, hogy ezidőszertig a győztes államok oly nagy fegyveres erővel rendelkeznek, amely messze meghaladja a paktum 8. §-ában körülírt maximális mértékét, viszont azonban a legyőzöttek nemcsak ettől amaximumtól vannak megfosztva, hanem még az is meg van nekik tiltva, hogy csekély fegyveres erejüket önvédelemre használják, mert a békeszerződések arra kötelezik őket, hogy kizárólag csak a belső rend fentartására használják fegyveres erejüket.

Megtámadás esetén ezek az államok nem védekezhetnek fegyveresen.

A legyőzött országok teljesen lefegyverkeztek, ellenben a győztes államok nem is gondolnak fegyverkezésük korlátozására. Ellenkezőleg tovább fokozzák, tovább fejlesztik fegyveres erejüket, oly mértékben, hogy fegyverkezésük már nem csupán a lefegyverzettekre, hanem mindazokra az államokra is kezd fenyegetővé válni, amelyek hadiereje szerényebb, mint az övék. Ennek az az eredménye, hogy Európában ez idő szerint több ember van felfegyverkezve, mint a világháború előtt.

Milyen joron követelik a győzők a legyőzöitektől a békeszerződések szigorú betartását, míg ők teljesen mellőzik a békeszerződéseknek azt a legfőbb kikötését, mely szerint a fegyverkezéseket korlátozni kell? Nemcsak mellőzik a fegyverkezések mérséklésére vonatkozó rendelkezéseket, hanem folyton fokozzák fegyverkezésüket, ami pedig flagrans ellentétben áll a békeszerződésekbe becikkelyezett ígérétekkel.

Annak bizonyítására, hogy minő óriási különbség van a győzők és legyőzöttek között fegyveres erő dolgában, legyen szabad csak arra hivatkoznom, hogy a cseh-szlovák, a jugoszláv és a román haderő mozgósított állapotban felülhaladja az 5 millió létszámot, sőt békeidőben is 600.000-re rüg az említett utódállamok tényleges hadilétszáma, míg az ezen államok által körülölelt Csonka-Magyarország fegyveres ereje 35.000-ben mint maximumban van megszabva, amely számot meghaladni tiltva van.

Rendkívül sürgős tehát, hogy a győztes államok ugyanolyan arányban mérsékeljék le fegyveres erejüket, mint a legyőzöttek, amelyeknek fegyveres erejét a békeszerződések le-mérsékelték. Ez az egyedüli igazságos megoldás, egyben a legegyszerűbb is, mert ilyen módon a lefegyverzés kérdése tárgyát veszti, maga az általános lefegyverzés pedig a legnagyobb biztosíték minden nemzet számára atekintetben, hogy megtámadtatásoknak nem lesz kitéve.

Mindannyian át vagyunk hatva a nemzetek szövetsége iránt való tisztelet és megbecsülés érzésétől, elismerjük nagy tekintélyét és azokat a jelentős szolgálatokat, amelyeket már eddig is tett a világrend helyreállítására, főképen a leginkább

leromlott államok gazdasági asszanálása által. De hogyha a nemzetek szövetsége alul marad abban a küzdelemben, amely a fegyverkezések csökkentésének megtagadását irta zászlajára, ha nem tud megbirkózni azzal a frazeológiával, amely hangosan hirdeti, hogy akarja a lefegyverzést, a valóságban azonban akadályt akadályra halmoz, csakhogy lefegyverkeznie ne kelljen, akkor semmi más téren elért sikerei nem fogják megmenteni tekintélyét és nem fogják biztosítani számára a világ bizalmát. Annál sajnálatosabb ez a mostani helyzet, mert hiszen a paktumban a fegyverkezések csökkentése semmi más kérdéssel nincs összekapcsolva, most azonban junktimba van hozva a kölcsönös biztonság kérdésével, amely kérdést pedig rendkívül nehéz megoldani.

Ami ezekután az előterjesztett két határozati javaslatot illeti, azokat készséggel elfogadom, mert olyan, habár nagyon is szerény lépéseknek tekintem, amelyek helyes irányban törekcszenek azon cél felé, amelyet el kell érnünk, de amely célt talán soha sem fogunk elérni, ha továbbra is a tétovázásnak azon az útján haladunk, melyen a nemzetek szövetsége eddig-élé haladt.

BESZÉD

1925. évi október 13-án a XXIII. interparlamentáris konferencián
O t t a w á b a n . (Napirend: nemzeti kisebbségek.)

Uraim!

Ugyanúgy mint a nemzetek szövetsége, a nemzetközi megértés és a béke eszméjének szolgálatában áll a mi interparlamentáris uniónk is, valamint a népszövetségi ligák uniója is. Közös eszményeket és célokat szolgálnak tehát a nemzetek szövetségében a kormányok hivatalos képviselői, a mi uniónkban a különböző nemzetek parlamenti csoportjainak küldöttei, a népszövetségi ligák uniójában pedig a különböző nemzetek társadalmainak meghatalmazottjai. A korunkat mozgató nemzetközi nagy kérdések a világ népeinek ezt a három különböző szervezetét egyaránt foglalkoztatják, amely szervezetek állásfoglalásában jut kifejezésre a kormányokon, a parlamenteken, illetőleg a társadalmakon keresztül nyilvánuló világ-felfogás.

Gyakorlattá vált úgy a mi uniónkban, mint a népszövetségi ligák uniójában, hogy a nemzetek szövetségét foglalkoztató kérdésekben a magunk álláspontját körvonalazzuk és gondosan megszerkesztett határozatainkat a nemzetek szövetségével informálási célból annál is inkább közöljük, mert ezek a határozatok nagyobbára a nemzetek szövetségéhez intézett tanácsadás jellegével is bírnak. A jövő fogja megmutatni, hogy a nemzetek szövetsége és ezen két unió között idővel nem fog-e bizonyos organikus összefüggés kifejlődni, hiszen újabban mind sűrűbben esik szó különösen arról, hogy a mi interparlamentáris szervezetünk bizonyos átalakulással hivatva volna szerves egységbe lépni a nemzetek szövetségével olyformán, hogy a nemzetek szövetségének mostani szervezete az intézmény végrehajtó szerve volna, a mi uniónk pedig a világparla-

ment bizonyos formájában a nemzetek szövetségének törvényhozó szervévé alakulna át.

Eltelktve a jövő fejlődés eshetőségétől, érdekes és tanulságos az általam említett két uniónak a nemzetek szövetségével párhuzamos működését megfigyelni és pedig egy tekintetvetni arra, hogy az emberiséget egyetemesen összefoglaló ezek a különböző szervezetek miként vélekednek a kor vezető nagy problémái felől. Rövid átnézetet kívánok nevezetesen arról nyújtani, hogy a faji, nyelvi és vallási kisebbségeknek kérdésében, mint amely kérdés immár a nemzetközi jog alkotó része, hogyan vélekedik a mi uniónk és a népszövetségi ligák uniója, minő álláspontok emelkedtek érvényre ebben a fontos kérdésben ez ideig, illetőleg milyen irányban kívánja a mi uniónk és a népszövetségi ligák uniója elsősorban a nemzetek szövetségét, azután általában a nagy közönséget e tekintetben befolyásolni.

Azokban a nemzetközi szerződésekben, melyeket az 1919. év folyamán a világháborúban győztes főhatalmak az ú. n. utódállamokkal kötöttek és amelyeket általában kisebbségi szerződéseknek szokás nevezni, a kisebbségek részére biztosított jogok a nemzetek szövetségének védelme alá helyeztetek, amelynek ezen feladata teljesítésére két speciális szerve is van, az egyik a nemzetek szövetségének tanácsa, a másik az állandó nemzetközi bíróság Hágában.

Arra, hogy a nemzetek szövetsége mennyire lazán teljesíti a kisebbségeknek általa elvállalt védelmét, jellemző adat gyanánt szolgál az, hogy úgy a népszövetségi ligák uniójának 1922. évi prágai közgyűlése, mint a mi unióknak ugyancsak 1922. évi bécsi huszonegyedik konferenciája szükségesnek látta nyomtatékosan felhívni a nemzetek szövetségének figyelmét azon kötelességének teljesítésére, hogy *ellenőriznie* kell azt, vajjon a kisebbségi szerződések betartatnak-e és a kisebbségek tényleg részesülnek-e azokban a jogokban, melyek őket megilletik? A népszövetségi ligák uniója még az ellenőrzés iránya tekintetében is véleményt nyilvánított, kifejezésre juttatva, hogy a kisebbségi jogokat szabályozó szerződések alkalmazásakor az emelkedettség, békülékenység és mérséklet szellemében kell eljárni.

Úgy a mi uniónk, mint a népszövetségi ligák uniója be-

látta annak szükségességéi is, hogy nem elegendő az, hogy csak azon államokban legyenek megvédve a kisebbségek jogai, melyek eddigelé idevonatkozó nemzetközi szerződéseket kötöttek, hanem szükséges, hogy az összes államok között létesüljön egyetemes megegyezés a kisebbségek védelme tekintetében. Mind a két unió megkereste ilyen irányban való eljárásra a nemzetek szövetségét és pedig a mi uniónk 1923. évi kopenhági huszenegyedik konferenciájából, a népszövetségi ligák uniója pedig 1922. évi prágai és 1923. évi bécsi közgyűléseiből. A népszövetségi ligák uniója csak bizonyos elvek körvonalozására szorítkozott ezen általános konvenciót illetőleg, ami uniónk azonban Usteri svájci delegátus kollegánk kitűnő munkálata alapján a kisebbségek jogait és kötelességeit pontonként egybefoglaló deklarációt készített, amelyet a nemzetek szövetségén kívül a kötelékünkbe tartozó összes parlamenti csoportoknak is megküldött saját államukban kifejtendő megfelelő propaganda érdekében. Ennek a deklarációnak magvát az 1919. és 1920. évi kisebbségi szerződések lényeges tartalma alkotja, azonban igen nevezetes javításokkal. Így például ez a deklaráció érvényre emeli minden állampolgárnak azt a jogát, hogy szabadon, kényszer nélkül és a nélkül, hogy emiatt bármi hátránnyal lenne sújtható, önmaga határozhassa meg, hogy a többséghez vagy valamelyik kisebbséghez tartozik-e? Erre azért van szükség, mert gyakoriak a visszaélések a tekintetben, hogy az államhatalom olyan egyéneket, akik valamely kisebbséghez tartoznak, akár neveknek hangzása folytán, akár az államhatalom által önkényesen felállított más kritérium alapján a többséghez tartozóknak nyilvánít azzal a nyilvánvaló célzattal, hogy a többségi statisztikát a kisebbségek hátrányára javítsa meg vagy pedig azzal a célzattal, hogy a kisebbségeket bizonyos numerikus kritériumhoz kötött jogoktól (pl. iskolaállítás, az iskola nyelvének meghatározása stb.) elüsse. Nevezetes újítása ennek a deklarációnak annak kifejezett feltüntetése is, hogy az állampolgári jogegyenlőség a választójogra, valamint az agrár törvényhozásra való vonatkozásban is mindenkire egyaránt kiterjedjen, fajra, nyelvre és vallásra való tekintet nélkül. Azért volt szükséges ezt kimondani, mert gyakorlattá vált a kisebbségeket úgy a választójog tekintetében, mint az agrár reform keretében hátrányosabb elbánás alá

vonni, mint aminőben a többséghez tartozók részesülnek. Továbbá, az érvényben levő kisebbségi szerződések idevágó hiányainak pótlására kimondatott a szóbanforgó deklarációban, hogy a kisebbségek nyelve használatának szabadsága a helyi közületek üléseire is kiterjesztik, valamint hogy a nyelvhasználat szabadsága biztosíttatik nemcsak a bírósági, hanem a közigazgatási eljárásban is. Kimondatott a deklarációban, hogy a kisebbségek által fentartott iskolák jogi helyzete ugyanolyan legyen, mint a többség által fentartott iskoláké. Kimondatott, hogy a kisebbségek meghagyandók alapítványaik szabad élevezetében, illetőleg abba visszahelyezendők. Kifejezésre jut a deklarációban az államokhoz intézett az az intelem is, hogy politikai eljárásukban legyenek tekintettel a kisebbségek érzelmeire és hogy olyan kormányzati rendszert kövessenek, amely az állam valamennyi polgárát kielégíti. Kitűnik mindezekből, hogy ha a deklaráció az 1920. és 1921. évi kisebbségi szerződéseken túlmenő fejlődési fokozatot nem jelent is a kisebbségek helyzetében, így például nem terjeszkedik ki az önkormányzat kérdésére sem, – mégis sokkal szabatosabban juttatja kifejezésre az eddigi kisebbségi szerződésekben körülírt kisebbségi jogokat és jelentékeny kautálékát tartalmaz a többségek részéről időközben tapasztalt visszaélésekkel szemben. Nagyban emeli a munkálat értékét teljes elfogulatlansága, ami például abban is megnyilvánul, hogy kifejezetten kodifikálja az 1920. és 1921. évi kisebbségi szerződésekbe bele nem foglalt azt az elvet is, hogy valamely kisebbséghez tartozás senkit fel nem old az állam alkotmányából és törvényeiből folyó állampolgári köteleességek alól. A deklaráció tehát érvényt biztosít a többségek jogosult érdekeinek is. Végül különösen értékes a munkálat záró határozmánya, amely kifejezésre juttatja azt, hogy a konvencióhoz hozzájáruló állam nemcsak a deklarációban foglalt elveknek, hanem azoknak az intézkedéseknek elfogadására is kötelezettséget vállal, amelyek az egyezmény végrehajtásának biztosítására szolgálnak.

Látva a nemzetek szövetsége tanácsának kisebbségi ügyekben való meddő munkásságát, és méltányolva azt is, hogy a ritkán összejevő tanácsülések fizikailag nem fordíthatnak kellő időt a kisebbségi ügyekkel és kisebbségek panaszai-val való foglalkozásra, úgy a népszövetségi ligák uniója prágai

és bécsi, valamint a mi uniónk is bécsi és kopenhágai konferenciáikból ismételten felszólították a nemzetek szövetségének tanácsát arra, hogy a kisebbségi ügyek tanulmányozására, a kisebbségi panaszok helyszíni megvizsgálására és ezekből folyó javaslatok tételére alakítson külön kisebbségi bizottságot. A mi uniónk kopenhágai konferenciájának vonatkozó határozatában ki vannak fejtve az elvek, melyek szerint ez az *állandó kisebbségi bizottság* megalakítandó volna. Azt javasolta említett konferenciánk, hogy ez a bizottság három tagú legyen, azonban sem a nemzetek szövetsége tanácsának tagjai, sem a titkárság hivatalnokai abba megválaszthatok ne legyenek; a bizottság hatáskörébe tartozzék véleményadás a tanácsnak kisebbségi ügyekben, és pedig úgy jogi, mint szociális szempontból; az ügyek a titkárság által való előkészítés után adásnak ki tanulmányozás és jelentéstétel végett a bizottságnak, amely helyszíni szemlét is jogosítva legyen tartani és a legrövidebb idő alatt tartozzék külön-külön minden egyes ügyben jelentést tenni a tanácsnak és jelentéséhez megfelelő elintézési tervezetet is csatoljon; a tanács a jelentés alapján állapítsa meg, hogy a panasz alaptalannak tekintendő-e, vagy pedig ajánlatos-e annak tárgyalás alá vétele.

Az interparlamentáris unió kopenhágai konferenciája foglalkozott még az ú. n. *paritarius bizottságok* intézményével is, amelynek az volna a célja, hogy a többség és a kisebbségek között felmerülő vitás kérdések a többség és az illető kisebbség képviselőiből alakított vegyes bizottságok által lehetőleg komplanáltassanak, ami a mellett, hogy utat nyitna a megértésre többség és kisebbségek között, arra is alkalmas volna, hogy csökkentse a nemzetek szövetsége felé irányuló kisebbségi panaszok számát. A konferencia a paritásos bizottságok intézményét a kebelébe tartozó parlamenti csoportok figyelmébe ajánlotta.

Ezen államközi vegyes bizottságokhoz hasonló, de már nemzetközi jelentőségű intézmény eszméjét vetette föl a népszövetségi ligák uniójának bécsi konferenciája, amidőn azt ajánlotta, hogy a több államot érdeklő kisebbségi kérdésekben ezek az államok *nemzetközi vegyes bizottságok* inján igyekezzenek közös megállapodásokra jutni.

A népszövetségi ligák uniója 1922. évi prágai, 1923. évi

bécsi és 1924. évi lyoni konferenciái alkalmából még egyéb vonatkozásaiban is tárgyalta a kisebbségek ügyét. Idevágó megállapodásai közül hadd tegyek rövid megemlítést a lényesebbekről.

A népszövetségi ligák uniója ismételten hangoztatta annak különös fontosságát, hogy mennél több kisebbségi vitás ügy kerüljön az állandó nemzetközi bíróság elé, mint amely legmagasabb bírói fórum a pártatlanság és függetlenség minden biztosítékával teljes mérvben rendelkezik és nincs alávetve politikai befolyásoknak. Így felszólította a népszövetségi ligák uniója a nemzetek szövetségének tanácsát, hogy az általa tárgyalt jogi vonatkozású kisebbségi ügyekben az állandó nemzetközi bíróság véleményes nyilatkozatát kérje ki, továbbá, hogy azokat a kisebbségi ügyeket, melyekben a feleket ki egyeztetnie nem sikerült, nemkülönben a kisebbségi szerződések alkalmazása és magyarázata körül felmerülő minden vitás kérdést, melyben a tanács tagjai egyhangú megállapodásra jutni nem tudnak, döntés végett engedje át a nemzetközi állandó bíróságnak.

Nagyon nagy jelentőségűek a népszövetségi ligák uniójának azon elvi megállapításai is, melyekre a kisebbségi ügyekben való *eljárás* tekintetében jutott. Kiindulva abból, hogy mennyire elégtelen és eredménytelen az a megkötöttség, hogy csak a nemzetek szövetsége tanácsának, illetőleg a tanács tagjainak van kötelező kezdeményezési joga a tekintetben, hogy a kisebbségi panaszok és a kisebbségi vitás kérdések a nemzetek szövetségének tanácsa által vagy a nemzetközi állandó bíróság által tárgyalás alá vétessenek, – az unió hangsúlyozottan kifejezte annak szükségét, hogy kisebbségi ügyekben az aktortus joga, azaz a kezdeményezés a tekintetben, hogy valamely kisebbségi ügynek tárgyalás alá vétele kötelező legyen, ne a tanács tagjainak fentartott jogát képezze, hanem ez a jog megillessen a tanácsban nem képviselt azokat az államokat is, amelyek tagjai a nemzetek szövetségének, és megillessen magukat a kisebbségeket is, nevezetesen legalább is a kisebbségek országos központi szervezeteit is. Javasolta azt is, hogy a tanács köteles legyen tárgyalás alá venni mindazokat a kisebbségi ügyeket, melyek tárgyalása alá vételét a tanács mellett rendszeresítendő állandó kisebbségi bizottság javaslatba hozza. Végül

rámutatott arra, hogy a kisebbségi ügyekben való eljárásnak kontradiktórius formák között kellene mozognia, és hogy célszerű volna, hogy a kisebbségi panaszos ügyek folyamatbátételétől kezdve az eljáró hatóság (a tanács avagy az állandó bíróság) olyan konzerváló intézkedéseket tehessen, amelyekkel megakadályozható, hogy a kisebbségi érdekeltség helyrehozhatatlan károsodást szenvedjen.

Van még ezeken kívül néhány oly kisebbségi kérdés, melyekben a népszövetségi ligák uniója megkereséseket intézett a nemzetek szövetségéhez. Kifejezte nevezetesen óhaját az iránt, hogy a tömören és elhatároltan együtt lakó nemzeti kisebbségek helyi ügyeik autonom intézésének jogával, helyi önkormányzattal (self gouvernement) ruháztassanak fel. Kifejezte óhaját az iránt, hogy, ahol a nyelvi kisebbségek tekintélyes számban lakknak együtt, minden hivatalos eljárásban az állam nyelve mellett ez a kisebbségi nyelv is együttesen használtassék, ott pedig, ahol a nyelvi kisebbségek szétszórtan élnek, a hatósági közlések a kisebbségek számára ezek nyelvén történjenek. Kifejezte azt az óhaját, hogy a gyermekek mindenütt, ahol csak gyakorlatilag megvalósítható, anyanyelvükön részesüljenek oktatásban. Kifejezte azt a kívánságát, hogy megakadályoztassák egyes államok agrár törvényhozásában jelentkező az az irányzat, hogy nem egyenlő elbánásban részesülnek a többséghez és a kisebbséghez tartozók. Kifejezte sürgős kíváncalmát az iránt, hogy ne legyen megengedve a népszámlálás eredményének hamis statisztikai felvétele vagy a statisztikai adatok hamis csoportosítása annak elérésére, hogy a kisebbség ne tudjon olyan számarányt kimutatni, amelynek alapján követelhetné, hogy saját nyelve legyen az iskolákban a tanítási nyelv.

íme tehát, mélyen tisztelt közgyűlés, nem lehet azt mondani, hogy az interparlamentáris unió és a népszövetségi ligák uniója ne a legélelénkebb figyelemmel kísérnék a kisebbségek sorsát és ne sürgetnék kellő energiával a nemzetek szövetségét, nevezetesen annak tanácsát, mint a kisebbségek hivatott védőjét, hogy ezen hivatással kapcsolatos kötelességeinek lelkiismeretesen tegyen eleget.

Vessünk már most egy tekintetet arra, minő eredménnyel jártak ennek a két uniónak a nemzetek szövetségéhez, intézett

sürgetései, megkeresései, javaslatai? Bizony, az eredmény nagyon elszomorító.

Arról hallani sem akar a nemzetek szövetségének tanácsa, hogy széleskörű tanulmányozás és helyszíni vizsgálatok tartása érdekében külön kisebbségi bizottságot létesítsen. E helyett az elnök maga mellé vett két tanácstaggal ülészakröl-ülészakra sommásan áttekinti az összes beérkezett panaszokat és a panaszolt államok által azokra adott felvilágosító nyilatkozatokat. Ennek az átnézésnek az lenne a célja, hogy megállapíttassék, vajjon indokolt-e, hogy a tanács az illető ügyekkel foglalkozzék, avagy nem? Az eredmény pedig – sajnos – minden egyes esetben az, hogy a sommás áttekintést teljesítő hármas bizottság stereotipe tudomásul veszi a panaszolt állam felvilágosító nyilatkozatát és ennek alapján minden további eljárást fölöslegesnek nyilvánít. S az ügyek irattárba kerülnek.

A két unió egyéb előterjesztései és javaslatai fölött a nemzetek szövetségének tanácsa egyszerűen napirendre tért és ezek semminemű kezdeményezésére nem reagált.

Szóval, az interparlamentáris unió és a népszövetségi ligák uniója eddigi fáradozásai eredménytelenek maradtak.

A nemzetek szövetségének tanácsa legnagyobb merevséggel ragaszkodik a fennálló eljárási szabályokhoz, melyek értelmében a tanács csak valamely tagjának kívánságára tárgyal bármely kisebbségi ügyet, valamint hogy a vitás kisebbségi ügyek is csak a tanács kezdeményezésére tehetők át az állandó nemzetközi bírósághoz. Minthogy pedig a tanácstagok sohasem élnek azzal a privilégiummal, mely szerint csak ők jogosultak a kisebbségi panaszok és vitás ügyek tárgyalás alá vételét kívánni, a gyakorlatban sem a tanács, sem az állandó nemzetközi bíróság nincs foglalkoztatva kisebbségi ügyekkel. Hiába való a sok panasz, hiába való a beadványok gondos felszerelése: az a sok papíros, tinta és nyomdafesték, amely a sanyagatott kisebbségek szenvedéseiről szól, csak arra szolgál, hogy a nemzetek szövetségének irattárát gyarapítsa. Maguk a panaszok pedig mindörökre elintézetlenül maradnak.

Természetes, hogy ilyen részvétlenség mellett a kisebbségek is lassanként felhagynak panaszaikkal, mert nincs, aki azokat meghallgassa. Viszont azonban a keserűség az elnyo-

mottak lelkében mind nagyobbra nő s a lelkek igazi békéjét lehetetlen megteremtem.

Nézzük már most: ebben a vigasztalan helyzetben minő javaslatokat terjeszt konferenciánk elébe a jelen alkalommal a mi ethnikai és gyarmatügyi bizottságunk?

Két javaslat fekszik előttünk. Az egyik megújítása a paritárius bizottságok tárgyában hozott kopenhágai határozatnak. A másik pedig buzdítása a Nemzetek Szövetségének aziránt, hogy az állandó nemzetközi bírósághoz terelje akár véleményezés, akár elintézés végett a vitás kisebbségi ügyeket, különösen azokat, amelyek a kisebbségi szerződések alkalmazása és magyarázata kérdésében merülnek fel.

Természetes, hogy mind a két javaslatot elfogadjuk.

Részemről az elsőt is elfogadom, annál is inkább, mert hiszen ez nem egyéb, mint egy régebbi határozatunk felújítása. Elfogadom annak ellenére, hogy nem nagy eredményt várok tőle még abban az esetben sem, ha sikerülne ezeket a paritáros bizottságokat életre hívni. Nem azért nem várok eredményt az ilyen bizottságoktól, mintha célzatuk nem volna jó és helyes, vagy mintha alkalmatlanok volnának a többség és kisebbség közötti megértés fokozására. Nem, ezek a bizottságok érdemesek mind arra a dicséretre, amelyet az előadó úr rájuk mondott. Azonban eredményt mégsem várok ettől az intézménytől, mert a többségek, nevezetesen az utódállamokban levő többségek mind jobban hozzászoknak ahhoz, hogy a kisebbségi szerződésekben vállalt kötelességeik megtartására senki nem ügyel fel, hogy nevezetesen az erre hivatott nemzetközi fórumok nem teljesítik ellenőrző feladatukat. Ennélfogva ezek az államok – ellenőrzés hiányában – a kisebbségek elnyomására irányuló imperialista politikájukat szabadon folytatják, és ebben az állami keretben s szervezett paritárius bizottságok sem akadályozhatnák meg őket, hanem – legjobb meggyőződésem szerint – csupán csak a nemzetközi ellenőrzés és felelősségrevonás bírhatná rá őket vállalt kötelességeik betartására. A tervezett paritárius bizottságok nem nemzetközi alakulások, tehát gyöngék és hatálytalanok volnának a fékezett imperializmussal szemben.

A második javaslatot nemcsak elfogadom, de a legnagyobb örömmel üdvözlöm. Hiszen a kisebbségek minden re-

menyüket a függetlenség és elfogulatlanság legfokozottabb mértékével rendelkező állandó nemzetközi bíróság jog- és igazságérzetébe vetették, csakis ettől remélték és remélnék még most is sérelmeik orvoslását. Csakhogy mit ér a mi uniónk állásfoglalása, mit ér a nemzetek szövetségéhez intézett megkeresése? Irratárba kerül, mint a többi megkeresései.

Én részemről teljesen elvesztettem a nemzetek szövetségébe, mint a kisebbségek védőjébe helyezett minden bizalmamat. A nemzetek kisebbsége kisebbségi ügyekben a legridegben elzárkózik a mai kisebbségi eljárás formalismusa mögé, és ezen formalismus révén megakadályozza azt, hogy a kisebbségi jogsérelmek illetékes nemzetközi fórumaik elé kerülhessenek. Meggyőződésem, hogy a nemzetek szövetsége mai szervezetében használhatatlan a kisebbségek védelmét illető feladatok teljesítésére. Elérkezettnek látom az időt arra, hogy a nemzetek szövetségének szervezete alapos revízió alá vésésék, és végrehajtsanak rajta azok a reformok, melyek nagy feladatainak, különösen pedig a kisebbségek védelmének teljesítésére alkalmassá lehetik.

Hogy ennek a reformnak mik a vezető elvei, arról az általános vitában már szólottam. Nem akarom ismételni azokat, amiket akkor előadtam. De nem fejezhetem be felszólalásomat a nélkül, hogy ne ajánlanám azt, hogy tegyünk még egy utolsó kísérletet a tekintetben, hogy a nemzetek szövetsége még mai szervezetében is alkalmassá legyen tehető a kisebbségek védelmének erélyes teljesítésére. Ez az utolsó kísérlet oda irányulna, hogy kövessünk el minden lehetőt arra, hogy a kisebbségi panaszok és a kisebbségi vitás kérdések, különösen azok a jogviták, melyek a kisebbségi szerződések alkalmazása és magyarázata körül merülnek fel, illetékes nemzetközi fórumaik: a nemzetek szövetségének tanácsa és főleg a nemzetközi állandó bíróság elé kerülhessenek. El kell az útból háritani azokat a barrikádokat, melyek ezt a két nemzetközi fórumot áthághatatlanul elszigetelik a kisebbségek elől. Ennek egyetlen módja a kisebbségi eljárás reformja olyformán, hogy a nemzetek szövetsége tanácsának tagjait illető az a jog, mely szerint csak ők illetékesek arra, hogy kisebbségi ügyekkel a tanácsot avagy az állandó nemzetközi bíróságot kötelezőleg foglalkoztassák, megszűnjék a tanács tagjainak privilégiuma

lenni, hanem ez a jog kiterjesztessék a nemzetek szövetségének minden tagjára is, de rajtuk kívül az érdekelt kisebbségekre is. Hogy ezenfelül a kisebbségi eljárás a kontradiktatorius eljárás minden biztosítékával körülöveztessek, melynek során a sértett kisebbségeknek módjukban legyen sérelmeiket kifejteni és bizonyítékaikat előterjeszteni.

A kisebbségi eljárás ilyen reformja nélkül a kisebbségek védelme csak papirosra vetett holt betűket jelent, de nem élő és kikényszeríthető jogok erejével.

Ha ez az utolsó kísérletünk is eredménytelen marad, s a nemzetek szövetsége továbbra is hajthatatlanul fog ragaszkodni a mai kisebbségi eljárásnak a kisebbségi jogok érvényesítését lehetlenné tevő szabályaihoz: akkor lehetetlen tovább fentartani a nemzetek szövetségének mai szervezetét és lehetetlen sürgősen meg nem reformálni magát a nemzetek szövetségét.

POHÁRKÖSZÖNTŐ

az 1925. évi október 9-én Newyorkban a Waldorf-Astoriában tartott magyar-amerikai lakomán.

Uraim!

A magyar interparlamentáris csoport nevében tisztelettel köszöntöm önöket. Minket magyarokat sok szál fűz a hatalmas Egyesült Államokhoz. Több millió magyar nyert új hazát az Unióban, akik megannyi loyális polgárai a hatalmas köztársaságnak, egyúttal azonban otthon maradt rokonaik és barátaik révén összekötő kapcsot képeznek az Unió és Magyarország között és az érdekszálak tömegével fűzik egybe a két nemzetet.

Tiszteljük és szeretjük a nagy amerikai nemzetet, a világ legszabadabb és legmunkásabb nemzetét. Tiszteletünket és szeretetünket öregbítette az amerikai nemzetnek ama nagy cselekedete, hogy nem ratifikálta a Magyarországot oly igazságtalanul és oly kegyetlenül megcsonkító trianoni békét, hanem külön békét kötött Magyarországgal, amely békeszerződés nem vesz tudomást erről a szörnyűséges megcsonkításról. Tiszteletünket és szeretetünket öregbítette az amerikai társadalom ama nagylelkű magatartása is, mellyel a világháborút követő összeomlásunk szomorú éveiben velünk való együttérzésének sok tanújelét adta, főleg pedig a magyar gyermekek nélkülözéseit jótékony kézzel enyhítette.

Magyarországon senki háborút nem akart, Magyarországot a körülmények kényszere sodorta bele a világháborúba, melynek – fiainak hősiessége dacára – szomorú áldozata lett. Dacára azoknak az égbekiáltó igazságtalanságoknak, melyeket Magyarországgal a reá erőszakolt trianoni békében elkövettek, dacára annak, hogy területének és népességének kétharmad részétől megfosztották a nélkül, hogy az elszakított területek lakosságát megkérdézték volna, dacára annak, hogy

nemcsak a magyarságnak, hanem az egész emberiségnek sérelme az, hogy a magasabb kultúrájú magyarság millióit a kezdetleges, részben még barbár balkáni kultúrának rendelték alá, dacára mindennek Magyarország távol áll attól, hogy a háború fűriáját újból felidézze. Munkával és szorgalommal igyekszik felemelkedni abból a mélységből, melybe letaszították, munkával és szorgalommal akarja bizonyítani a világnak azt, hogy mily igazságtalanul bántak el vele, és munkája és szorgalma által akarja kiérdemelni a reparációt, melyet a viszonyok ereje, a történelmi igazság ki fog kényszeríteni.

Ezekben a törekvéseinkben megbecsülhetetlen nekünk az amerikai nemzet rokonszenve, az amerikai nemzeté, amely a múlt század ötvenes éveiben is megértette a hontalanná lett Kossuth Lajos lángszavaiból az osztrák önkényuralom által akkoriban vérig sebzett magyarság fájdalmait. Magyarország feltámadt akkor is, fel fog támadni most is. Amerika megértette Magyarország szenvedéseit akkor is, megérti most is. Drága kincs nekünk az amerikaiak rokonszenve, ünnep nekünk minden alkalom, mely nemzetünket az amerikai nemzetel összehozza, mely módot nyújt arra, hogy az amerikai és a magyar nemzet egymást kölcsönösen mennél behatóbban megismerhessék.

BESZÉD

1926. évi október 3-án az első páneurópai kongresszus megnyitó ülésén Bécsben.

Hölgyeim! Uraim!

A páneurópai mozgalomnak céljai voltaképpen azonosak azokkal a magasztos célokkal, amelyeket a nemzetek szövetsége írt zászlajára. Ugyanúgy mint a nemzetek szövetsége, a páneurópai mozgalom is arra törekszik, hogy a nemzetek között a megértést előmozdítsa, a tartós békét biztosítsa s a jog- és igazság uralmát vigye diadalra a nemzetközi viszonylatokban. A különbség a két mozgalom között nem a célokban van, csupán a kiterjedésben. A nemzetek szövetsége a világszolidaritás elvi alapjára helyezkedik, a páneurópai mozgalom pedig az európai szolidaritás eszméjén épül fel. A második különbség pedig, amely az elsőnek természetes következménye, az, hogy ez az utóbbi mozgalom éppen szűkebb körű területi terjedtsége következtében nagyobb belső intimitásra törekszik, mint aminő az a lazább összefüggés, amely a nemzetek szövetségében a világ népeit egymáshoz kapcsolja.

A nemzetek szövetsége mai szervezetében igen sok erendő nagy hibában és hiányban szenved, úgy hogy a szükséges szervezeti reformok nélkül nem lesz képes betölteni azt a nemes hivatást, amelyet magára vállalt.

A nemzetek szövetsége megalakulásakor a világháborúban győztes hatalmak egyoldalú érdekszervezete volt és ezt a jelleget máig sem tudta levétközni.

Amellett, hogy egy közbeeső fejlődési fokozatot kihagyott, amennyiben mingyárt a világszolidaritás eszmei alapjára helyezkedett és mellőzte a kontinentális szolidaritás közbeeső etapját, magát a szolidaritás kérdését is elhibázott alapokra fektette, mennyiben nem valamennyi állam és nemzet egyenlőségének alapjára helyezkedett, hanem mindenképpen a győz-

tes hatalmaknak kedvez. Már maga a felvétel a nemzetek Szövetségébe szembeszökően egyenlőtlenül van konstruálva. A volt entente hatalmak és szövetségeseik – hogy úgy mondjam – született tagjai a nemzetek szövetségének, a volt semleges hatalmak egyszerű nyilatkozata elégséges volt a felvételre, ellenben a legyőzött középeurópai hatalmak csak külön kérésre, az azonnali lefegyverzés előfeltétele mellett és csak akkor vehetők fel a nemzetek szövetségébe a közgyűlésnek legalább kétharmad szótöbbségével, ha előbb a nemzetek szövetsége meggyőződött az illető állam arra irányuló őszinte szándékáról, hogy nemzetközi kötelezettségeit teljesíteni fogja. Éppen az egyenlőség szempontjából további sarkalatos hibája a nemzetek szövetsége szervezetének az, hogy benne minden hatalmat a privilégizáltság jellegét magán viselő tanács abszorbeál, úgy, hogy a közgyűlés -, amely a tagok egyenlőségének alapján van megszervezve;- a tanács mellett lényegtelen faktorrá süllyed. A tanács munkáját pedig megnehezíti, sok esetben teljesen lehetetlenné teszi az úgynevezett egyhangúsági klauzula, ugyanis a tanács csak egyhangú határozatokat hozhat, tehát minden egyes tagjának vétő joga van, ami a gyakorlatban mind ez ideig azzal a jelentőséggel bírt, hogy a volt győzők megakadályozhattak minden olyan intézkedést, mely érdekeiknek meg nem felelt. Ugyanilyen károsnak bizonyult az a szabály, hogy a tanács általában csak olyan ügyekkel köteles foglalkozni, amelyeket valamely tagja elébe utal. Ezen és más szervezeti hiányok mellett lehet-e csodálni, hogy a nemzetek szövetsége, nevezetesen pedig annak tanácsa sem a fegyverkezések korlátozása tekintetében, sem a kisebbségek védelme tekintetében hét éves működése alatt eredményt felmutatni nem tudott, tehát az állandó béke garanciáinak megteremtésére legalább is a mai szervezetében való alkalmasságát mindeddig beigazolnia nem sikerült?

Reformokra van tehát szükség. A legsürgősebb reformok egyike az, amelyre a páneurpai mozgalom törekszik, t. i., hogy megkorrigáltassék a nemzetek szövetségének egyik organikus főhibája, t. i., hogy *átugrott egy fejlődési fokozatot*, azáltal, hogy *mingyárt a világ szolidaritás eszmei alapjára helyezkedett* és mellőzte a *kontinentális szolidaritás* közbeeső étapejét.

Ezáltal Európa más világrészeknek szinte gyámsága alá került és legsajátosabb kérdéseibe idegen világrészek döntőleg avatkoznak bele, még pedig, amint a gyakorlat mutatja, hátrányos módon, az európai békés együttélés kárára. Legyen szabad ennek illusztrálására egy példára utalnom. A német-francia viszony egészségesebb kialakulása mindnyájunk felfogása szerint az európai béke centrális problémája. Sok évi fáradságos küzdelem után oda lehetett érlelni a helyzetet, hogy minden akadálya elhárult annak, hogy Németország végrehaláhára felvétessék a nemzetek szövetségébe és pedig, mint a tanácsnak állandó tagja. Kizárólag e végből hívták össze a nemzetek szövetségét a folyó év március havában rendkívüli ülésszakra. És íme a braziliai delegátus ellenkező álláspontjával egymagában megakadályozta azt, hogy a tanács a közgyűléshez Németország felvétele iránt az előírás szerint igényelt egyhangú előterjesztését megtehesse, minélfogva az összecsídi-tett 50 állam delegátusai re infecta voltak kénytelenek Genfét elhagyni, Németország felvétele nem történt meg és így a locarnói megállapodások, amelyek a fegyverkezések általános korlátozásának előfeltételét képező biztonság ügyét szerencsésen megindították, nem léphettek életbe, minthogy azok hatályossága Németországnak a nemzetek szövetségébe való felvételéhez van kapcsolva. Tehát egy eminenter európai kérdést egy délamerikai állam obstrukciós magatartása döntött el, az európai béke ügye nem tudott kerékvágásba jönni Brazília vétője miatt.

Vagy hivatkozhatom hazámat érdeklő egyes példákra is. A magyarság teljes egyharmad részét a népek önrendelkezési jogának nyílt kigunyolásával a párizsi békék idegen uralmak alá kényszerítették, a magyarság tehát a kisebbségi kérdésekben elsősorban van érdekelve. Amint köztudomású, a kisebbségi eljárás mai fogyatékoságai mellett kisebbségi ügyeket a népszövetség tanácsa elé vinni szinte lehetetlen. Hét év leforgása alatt, mindössze két magyar kisebbségi sérelmet sikerült a nemzetek szövetsége elé vinni: az erdélyi magyar optánsok és a bánáti magyar telepések birtokfosztásának ügyét. Az egyik ügynek japán, a másiknak braziliai előadója volt a népszövetség tanácsában. Bármennyire tiszteljem is ezeket a jeles államférfiakat, mégsem nyújthat az nekünk meg-

nyugvást, hogy japánok és brazíliaiak legyenek *döntő* befolyással a mi ügyeink elintézésére. Az eredmény igazolja ezt a fel fogásomat: mindkét ügy megoldása elől kitért a tanács.

Igenis, igen nagy értelme van annak a bizonyos *kontinentális szolidaritásnak*. Annyi a geográfiai, történelmi, gazdasági, etnográfiai és kulturális kapocs Európa egyes részei között, hogy európaiak mégis csak jobban megérthetik egymás ügyeit, mint ahogy az európai ügyeket idegen kontinensek lakói megérthetik. Igaz ugyan, hogy az úgynevezett európai szolidaritás ez időszerint meglehetősen gyöngye lábbon áll, mert a háborús gyűlölködés szelleme még mindig nem volt teljesen kiirtható az európai légkörből, de hiszen éppen ezt a mentalitást igyekszünk háttérbe szorítani akkor, amidőn első sorban Európa népei között törekszünk mennél szorosabbra fonnni az egymástmegértés és a békés együttműködés szálait, első sorban Európa egyes államai között akarjuk létrehozni az arbitrage szerződéseket és a garanciális biztonsági megállapodásokat. Mégis csak könnyebb világréshenként megszervezni a békés és civilizatórius együttműködést, mint az egész világra nézve vinni keresztül ezt a megszervezést, és az egész világ békés együttműködésének problémája is leegyszerűsödik akkor, ha azt az egymás között már megértővé és összetartóvá vált világrések összeműködésének szabályozására lehet korlátozni.

Európa szervezetlenségének, egyenetlenségének, széttagoltságának és mindebből folyó nagy leromlásának láttán önként is előtérbe nyomul a gondolat: nem az volna-e az egészséges fejlődés, ha Európa kontinentális szövetségbe tömörülve, mint ilyen kontinentális államcsoport foglalna helyet a genfi nemzetek szövetségében? Pán-Amerikában a kontinentális összeszervezkedés ragyogó példája áll előttünk. Az amerikai kontinentális politikai, gazdasági és kulturális összetartás a valódi titka és egyszersmind biztosítóka is Amerika nagyszerű fellendülésének. Az interamerikai döntő bíraskodás, mely szerződésileg van megállapítva az egyes amerikai államok között, a nagyszabású interamerikai közlekedés, az interamerikai szellemi együttműködés nagyarányú tanár és tanulócsereével, a sok különböző intézmény, amelyek mindannyian az amerikai kontinens egyes államai között fenforgó szolidari-

tást mind nagyobbra fejlesztik: letagadhatatlan nagy eredményei a pánamerikai együttműködésnek.

Az európai összeszervezkedésnek ugyanazokon az alappilléreken kellene felépülnie, amelyeken a pánamerikanizmus nyugszik. A háború kiküszöbölésére, a gazdasági boldogulás és a civilizáció előmozdítására kell a célkitűzésnek irányulnia, továbbá Európa összes nemzeteinek teljes egyenjogúságot kell biztosítani a páneurópai szervezetben, ki kell tehát zárni minden törekvést hegemoniára befelé, amint kifelé sem szabad érvényesülnie semminemű támadó célzatnak.

Európának is fel kell állítania a maga Monroe doktrínáját, hogy belső ügyeibe idegen hatalmi beavatkozást éppen úgy nem fog tűrni, amint azt Amerika nem tűri. Európának erre a szolidaritásra annál nagyobb szüksége van, mert ennek segítségével védekezhetik a Szovjet-Oroszország részéről fenyegető azon veszedelem ellen is, amely oda tendál, hogy az európai államokra szovjet alkotmányt erőszakoljon.

A genfi népszövetség tehát kontinentális államszövetség-csoportokra volna tagolandó. Ilyen államszövetség-csoportot alkotna Európa is. A népszövetség centralizációja helyébe tehát államközi föderalizmus lépne. Ezen feltétel mellett az Északamerikai Egyesült-Államok és az orosz világbirodalom is, szintén mint külön államcsoportok, valószínűleg szívesen csatlakoznának a népszövetség világátfogó szervezetéhez, mint az egyes kontinentális államcsoportok összefoglalójához.

Az ekkép tagozódó világszövetség igazán képes lenne megvalósítani a világbéke garanciáit. Az egyes államcsoportok önmaguk körében intéznék el a fegyverkezések csökkentésének, az ennek előfeltételét képező biztonságnak, a kisebbségek védelmének, az államok között felmerülő konfliktusok nemzetközi bírászkodás útján való elintézésének kérdéseit. Az egyes kontinentális államcsoportok azután kölcsönös leszerelés után egymás között léphetnének arbitrage-szerződésekre, melyek útján a világbéke biztosítása el volna érhető.

Amidőn ezekben röviden összefoglaltam azokat az érveket, melyek kívánatosá teszik azt, hogy Európa egyes államai a külön európai szolidaritás alapján szervezkejenek olyan államcsoporttá, amely a nemzetek szövetségével nemcsak harmóniában lenne, hanem annak egyik tagolatát alkotná: né-

hány szóval még ki kell térnem magyar hazánk ama különleges szempontjaira is, amelyek ezt az európai összeszervezkedést a sokat szenvedett magyarság szempontjából is kívánatossá teszik. A népszövetségi szervezettől mi magyare/, különösen két problémának megnyugtató megoldását vártuk, azonban mindaddig hasztalanul. Az egyik a *fegyverkezések általános és arányos csökkentésének* problémája, a másik pedig a *kisebbségek hatályos védelme* a nemzetközi szerződések értelmében őket megillető jogaik tekintetében. A leszerelés kérdésében a nemzetek szövetsége még semmi eredményt sem tud felmutatni. Ellenkezőleg állandósult az a helyzet, amelyet a párizsi békék is csak átmenetnek tekintettek, hogy t. i. a volt középeurópai hatalmak annyira le vannak fegyverezve, hogy a belső rend biztosítására nélkülözhetelen fegyveres erővel is alig rendelkeznek, ellenben önvédelemre nincs semmi haderejük, úgy hogy a támadónak szabad prédájául szolgálhatnak, a többi európai népek és államok pedig szabadon fegyverkeznek tovább, úgy hogy felfegyverzettségök állapota jelentékenyen felülmúlja a világháború előtt volt fegyverkezettőségüket. A nemzetek szövetsége közönnel nézi ennek az igazságtalan elbánásnak megöröködését és még mindig csak azon garanciák keresésénél tart, melyek megléte esetén a leszerelés napirendre volna tűzhető. Bezzeg, akkor nem keresték a garanciákat, amikor a legyőzötteket kíméletlenül leszerelték! A kisebbségek védelme pedig egyenlő a semmivel, noha a kisebbségi nemzetközi szerződések a népszövetség tanácsának védelme alá helyezték a kisebbségeket. Ennek a meddőségnek főoka abban a minden józan értelmet nélkülöző kisebbségi eljárásban van, amely szinte mesterségesen szigeteli el a kisebbségek elől a védelmükre hivatott nemzetközi fórumokat, a népszövetség tanácsát és az állandó nemzetközi bíróságot.

Én azt ramélem, hogy a páneurópai unió megszervezésével mind a két fontos problémának kezelése jelentékenyen kedvezőbb mederbe fog jutni. A fegyverkezések egyenlően és igazságos csökkentése könnyebben vihető keresztül az európai kontinensen és minden kontinensen külön-külön, mint az egész világ keretében. Hogy pedig a kisebbségi ügyek kezelésében nagy javulást jelent Páneurópa, azt már magában az a tény is plausibilissé teszi, hogy a páneurópai intézmény-

nek éppen abban van egyik fő jellemvonása, hogy nagyban devalválja az államhatárok mai jelentőségét. A páneurópai szövetkezéssel ugyanis együtt járna a vámunió, legalább is az erőteljes haladás a vámunió felé, ami a gazdasági határolt megszűnésével egyértelmű. Vele járna az interkontinentális közlekedés korlátlansága, ami az útlevélkényszer megszüntetését, a személy- és áruforgalom feltartóztatásának, a határon való megakadályozásának elmaradását jelenti. Vele járna a kisebbségi jogok föltétlen respektálása, a nyelvhasználat és a kulturális fejlődés szabadsága és a kisebbségeknek érintkezése más államterületeken, különösen az anyaországban lakó fajtestvéreikkel. Az államhatárok tehát tisztán közigazgatási jelentőségre sülyednének alá, de sem gazdasági, sem közlekedési, sem kulturális elválasztó vonalak többé nem lennének, legkevésbé maradnának meg börtönöknek, mint ahogy ma Európában az államhatárok sokszor bebörtönzést jelentenek azokkal a nagyszámú korlátozásokkal, amely korlátozások mind az államhatárokhoz vannak kötve. Szóval a szolidáris összetartozásnak abban a kapcsolatában és az egymást megértésnek abban a szabadabb légkörében, amely a páneurópai összeszervezkedéstől elválaszthatatlan, a többségek a dolog természetéből folyólag szakítani lennének kénytelenek a kisebbségi kérdésnek azzal az elavult és önkényes felfogásával, melynek megdöbbentő kifejezést Mello Franco braziliai delegátus adott a népszövetség tanácsának múlt évi decemberi ülészakájában, amidőn nem kevesebbet mert állítani, mint azt, hogy a kisebbségi szerződéseknek végcélja az, hogy a kisebbségeket teljesen beolvasszák a többségekbe. Ennek a dohos és igazságtalan teóriának sútdobásával, a többségek is be fogják látni azt, hogy a kisebbségi nyelvek szabad használata és a kisebbségi kultúra akadálytalan kifejlesztése nemcsak a kisebbségek érdeke, hanem egyúttal az egész emebriségnek is érdeke, mert ezzel az egyetemes emberiség válik gazdagabbá.

Legvégül pedig arról is meg vagyok győződve, hogy a páneurópai alakulás a Nemzetek Szövetsége paktumának 19. §-ában foglalt abba a rendelkezésbe is életet fog önteni, amely szerint az alkalmazhatatlanná vált nemzetközi szerződéseket revízió alá kell venni. Tőlünk magyaroktól ezeréves országunk kétharmad részét szakította el a trianoni szerződés a bűnös-

ségnek azon a címén, hogy a világháborút mi provokáltuk volna. Az egész világ előtt közismeretesek már azok az államiratok, amelyek napnál világosabban bizonyítják, hogy Magyarországot semmi bűn e tekintetben nem terheli, ellentétben a felelős tényezők minden lehető elkövetek a világháború megelőzésére s bennünket csak a viszonyok kényszere sodort bele abba a nagy küzdelembe, amelytől nekünk semmi várni-valónk nem volt és amelynek folyamán legragyogóbb győzelmek idejében sem volt soha más hadicélunk, mint hogy háborítatlanul megtarthassuk azt, ami ezer év óta a mienk! Páneurópa tisztultabb légkörében a mi igazságunknak méltánylásra kell találnia és minden erőszak nélkül egyedül az igazság erkölcsi ereje fogja magával hozni a velünk elkövetett igazságtalanságok megkorrigálását, elsősorban a trianoni béke méltányos revízió alá vonását. Mi tehát annak a nagy történelmi igazságtalanságnak, melyet a trianoni béke és a trianoni határok jelentenek, közmegegyezés alapján való méltányos revízióját is várjuk egyebek között Páneurópától. Hogyne üdvözlőnk tehát várakozással teljesen annak az intézménynek hajnalhasadását, amely a békét és a megértést hirdeti és amely ennek a szenvedő világrésznek és abban szerencsétlen hazánknak jólétet, haladást és igazságot ígér!

TARTALOM JEGYZÉK

ELSŐ KÖTET

Nemzetközi kongresszusokon és konferenciákon tartott beszédek.

Oldal

1. Discours à la huitième assemblée de l'Union des associations pour la S. d. D. à Prague. Séance inaugurale. 3 juin 1922.....	7
2. Discours à la huitième assemblée de l'Union des associations pour la S. d. N. à Prague. 6. juin 1922. ...	9
3. Discours à la XX. conférence interparlementaire à Vienne. 29 août 1922.....	12
4. Discours au Conseil de la S. d. N. dans l'affaire de l'expropriation par la Roumanie des biens immobiliers des optants Hongrois. 29 avr. 1923.....	26
5. Discours à la XXI. conférence interparlementaire à Copenhague. 16 août 1923	35
6. Discours à la XXII. conférence interparlementaire à Berne. 23 août 1924.....	51
7. Discours à la commission des minorités de l'Union des associations pour la S. d. N. à Bruxelles. (L'indigénat en Slovaquie). 10. févr. 1925	61
8. Discours à la commission des minorités de l'Union des associations pour la S. d. N. à Varsovie. (Staatenlosigkeit.) 4 juillet 1925.....	68
9. Speech at the XXIII. Interparl. conference in Washington. (General debate.) 1st oct. 1952.....	76
10. Discours à la XXIII. conférence interparlementaire à Washington. (Réduction des armements.) 6 oct. 1925.	88
11. Speech at the XXIII. Interparl. conference in Ottawa. (National minorities.) 13th oct 1925.....	91
12. Address at the hungarian-american banquet Newyork, Waldorf-Astoria. 9th oct. 1925.....	103
13. Discours à la commission pour les affaires ethniques et coloniales de l'Union interparlementaire à Genève. (Procédure en affaires minoritaires.) 28 août 1926.....	106
14. Discours à la commission pour les affaires ethniques et coloniales de l'Union interparlementaire à Genève. (L'affaire Mello Franco.) 30 août 1926.....	115
15. Discours au I. congrès paneuropéen à Vienne. 3 oct. 1926.....	119

Magyar szöveg.

	Oldal
1. Beszéd a népszövetségi ligák uniójának VIII. közgyűlésén Prágában. (Megnyitó ülés.) 1922. jún. 3	130
2. Beszéd a népszövetségi ligák uniójának VIII. közgyűlésén Prágában. (Kisebbségi kérdés.) 1922. jún. 6.	132
3. Beszéd a XX. interparlamentáris konferencián Bécsben. 1922. aug. 29.....	135
4. Beszéd a XXI. interparlamentáris konferencián Kopenhágában. 1923. aug. 16	145
5. Beszéd a XXII. interparlamentáris konferencián Bernben. 1924. aug. 23	151
6. Beszéd a népszövetségi ligák uniójának kisebbségi bizottságában Brüsszelben. (Községi illetőség a Felvidéken.) 1925. febr. 10.....	161
7. Beszéd a népszövetségi ligák uniójának kisebbségi bizottságában Varsóban. 1925. évi július 4-én. (A hontalanság kérdése.).....	167
8. Beszéd 1925. évi október 1-én a XXIII. interparlamentáris konferencián Washingtonban. (Általános vita.)	174
9. Beszéd. 1925. évi október 6-án a XXIII. interparlamentáris konferencián Washingtonban. (Fegyverkezések csökkentése	186
10. Beszéd. 1925. évi október 13-án a XXIII. interparlamentáris konferencián Ottawában. (Nemzetiségi kisebbségek.).....	189
11. Pohárköszöntő az 1925. évi október 9-én Newyorkban a Waldorf-Astoriában tartott magyar-amerikai lakomán.....	200
12. Beszéd. 1926. évi október 3-án az első páneurópai kongresszus megnyitó ülésén Bécsben.....	202